

RAPPORT RSE • 2021

# RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE DES ENTREPRISES

---

*Une approche  
responsable  
du vivant*



ROBERTET  
GROUPE





# SOMMAIRE

<b>LE MOT DU PRÉSIDENT</b>	<b>4</b>
<b>À PROPOS DE CE RAPPORT</b>	<b>6</b>
<b>NOTRE IDENTITÉ</b>	<b>9</b>
Présentation du Groupe & chiffres clés	
Notre modèle d'affaire	
<b>NOTRE POLITIQUE RSE</b>	<b>14</b>
Parties prenantes de Robertet	
Principaux risques RSE	
Matrice de matérialité	
Objectifs de développement durable	
Stratégie RSE	
Gouvernance RSE	
Engagements RSE du Groupe Robertet	
Évaluation de la performance RSE	
Progrès face aux objectifs RSE	

<b>01</b>	<b>UNE CONDUITE RESPONSABLE DES AFFAIRES</b>	<b>27</b>
	1.1 S'assurer du respect des droits de l'Homme	
	1.2 Lutter contre la corruption	
	1.3 Lutter contre l'évasion fiscale	
<b>02</b>	<b>DES TERROIRS VIVANTS</b>	<b>33</b>
	2.1 Garantir et encourager des pratiques d'achat responsable	
	2.2 Développer des relations équitables	
	2.3 Contribuer au développement socio-économique des territoires	
	2.4 Préserver et restaurer la biodiversité	
<b>03</b>	<b>DES FEMMES ET DES HOMMES ÉPANOUI·E·S</b>	<b>45</b>
	Panorama des effectifs	
	3.1 Garantir la santé et la sécurité au travail	
	3.2 Améliorer la qualité de vie au travail	
	3.3 Développer les compétences des collaborateurs	
	3.4 Promouvoir la diversité et l'égalité professionnelle	
<b>04</b>	<b>DES SITES INDUSTRIELS RESPONSABLES</b>	<b>59</b>
	4.1 Lutter contre le changement climatique	
	4.2 Réduire la consommation d'eau	
	4.3 Optimiser la gestion des déchets	
	4.4 Réduire la pollution	
<b>05</b>	<b>DES PRODUITS NATURELS ET INNOVANTS</b>	<b>71</b>
	5.1 Assurer la qualité et la sécurité des produits	
	5.2 Développer des produits plus responsables	
<b>06</b>	<b>INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES</b>	<b>81</b>

# LE MOT DU PRÉSIDENT



Acteur historique dans les matières premières naturelles, ancré dans les territoires, le Groupe Robertet sort renforcé de la crise sanitaire. D'autant plus que celle-ci a induit des changements de comportement des consommateurs en ligne, et offre de nouvelles opportunités pour Robertet.

La résilience dont le Groupe a fait preuve est la conséquence du fort engagement de nos équipes et de notre positionnement unique d'intégration, par la maîtrise de toute la chaîne d'approvisionnement des produits naturels, de leur culture jusqu'à leur transformation et leur utilisation en parfumerie, arômes alimentaires et dans les actifs pour la santé et la nutrition.

Sans ces éléments et la forte implication de nos équipes, dans ce contexte international difficile, le Groupe n'aurait pas connu une telle croissance, les résultats sur l'année 2021 le démontre.

Notre présence à la source, gage de qualité, nous rend confiant sur l'avenir du Groupe et répond aux attentes de nos clients en termes de traçabilité, de transparence et de développement durable.

En tant que signataire du Pacte Mondial des Nations Unies et de ses 10 principes depuis 2020, nous confirmons notre engagement en matière de Responsabilité Sociétale des Entreprises.

Ce rapport entend démontrer que performance économique et performance RSE marchent dorénavant de concert, afin de répondre aux attentes de nos clients pour des produits compétitifs aux empreintes sociales et environnementales mesurées et contrôlées.

**PHILIPPE MAUBERT**  
Président Directeur Général  
du Groupe Robertet

# À PROPOS DE CE RAPPORT

Le Groupe Robertet publie tous les ans un rapport RSE afin de présenter les progrès de sa démarche et sa contribution à la croissance durable.

## CONTEXTE RÉGLEMENTAIRE

Ce rapport répond à la réglementation française, en particulier à l’Ordonnance n°2017-1180 du 19 juillet 2017 et au décret n°2017-1265 du 9 août imposant aux sociétés établissant des comptes consolidés dont l’effectif moyen est supérieur à 500 salariés et le total du bilan ou du chiffre d’affaires hors taxes est supérieur à 100 millions d’euros, de publier une Déclaration de Performance Extra-Financière (DPEF).

## PÉRIODE

Les informations publiées dans cette Déclaration de Performance Extra-Financière (DPEF) couvrent la période allant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2021.

## PÉRIMÈTRE

Le périmètre de consolidation des informations environnementales, sociales et sociétales présentées dans ce rapport concerne le siège social (Robertet SA à Grasse), et toutes les filiales de production du Groupe (voir la carte).

Le périmètre de la DPEF est basé sur le périmètre consolidé financier de Robertet à la différence que :

- Le périmètre de la DPEF exclu les filiales commerciales. Elles représentent moins de 5% de l’effectif total et moins de 1% des émissions de gaz à effet serre du Groupe.

Les filiales commerciales exclues du reporting sont : Robertet GmbH (Allemagne), Robertet España, Robertet Italia, Robertet et Cie SA (Suisse), Charabot Chine, Robertet Japon, Robertet Corée, Robertet India (Goa), Robertet Indonésie, Robertet Africa.

- Le périmètre de la DPEF intègre à 100% toute filiale détenue financièrement à partir de 50% et consolidée au niveau financier. La filiale Hitex est donc intégrée à 100% dans la DPEF bien que détenue financièrement à 50% en 2021.

- Les filiales industrielles acquises en 2021, Astier Demarest et Robertet Canada, ne seront intégrées que l’année prochaine, dans la DPEF portant sur l’année 2022.

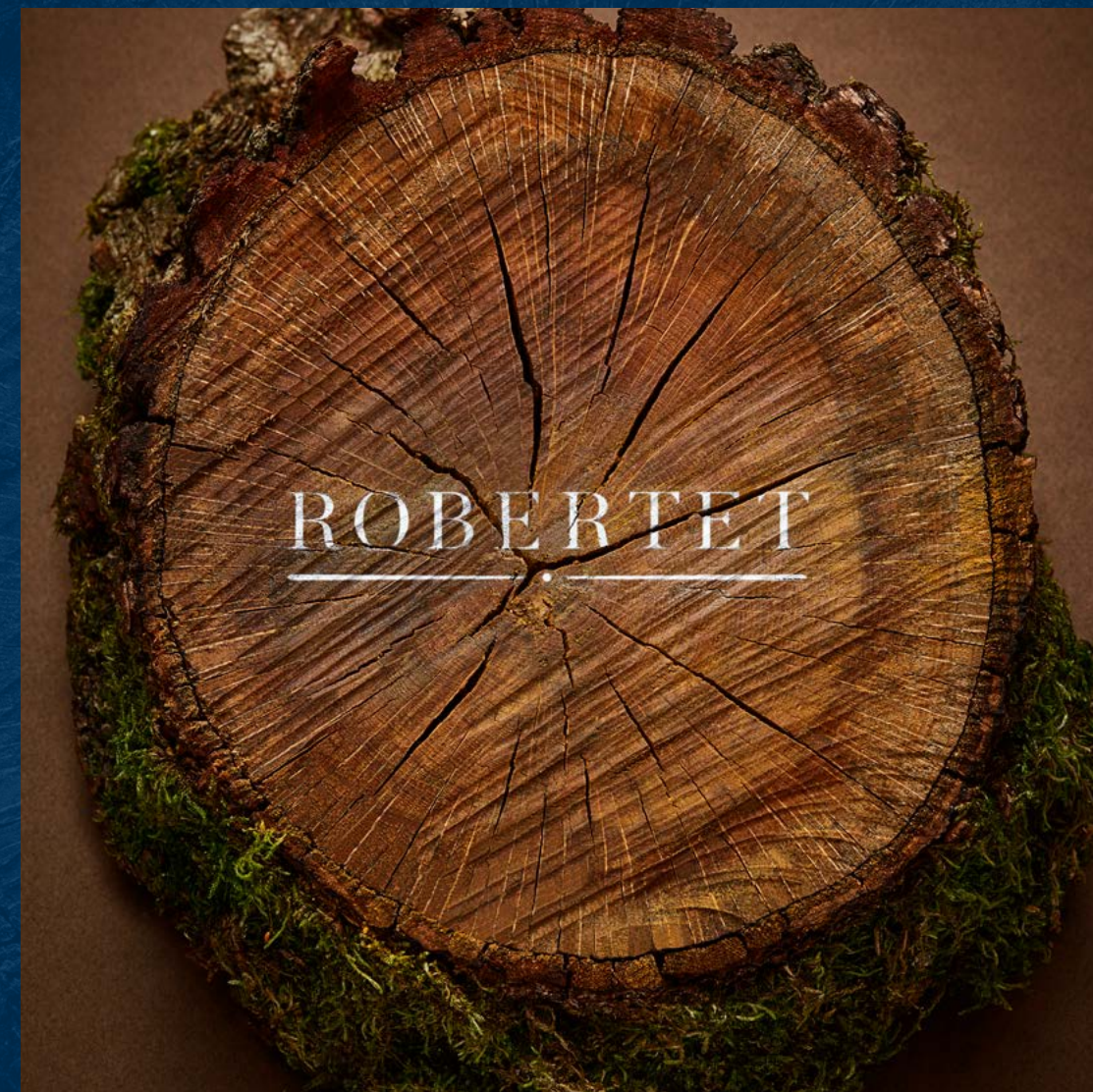
Périmètre de consolidation



FILIALES DE PRODUCTION

<b>Robertet USA</b> Piscataway, Mount Olive	<b>Robertet Grasse (siège)</b> Grasse	<b>Robertet UK</b> Haslemere	<b>Robertet China</b> Beijing
<b>Robertet Mexico</b> Mexico	<b>Hitex</b> Vannes	<b>Robertet Bulgaria</b> Dolno	<b>Robertet India</b> Mumbai, Goa
<b>Robertet Colombia</b> Bogota	<b>SAPAD</b> Vercheny	<b>Robertet Turkey</b> Senir	<b>Robertet Singapor</b> Singapour
<b>Robertet Brazil</b> Sao Paulo	<b>Bionov</b> Avignon	<b>Robertet South Africa</b> Rustenburg	
<b>Robertet Argentina</b> Buenos Aires	<b>Sirius</b> Cambounet sur le Sor		





# NOTRE IDENTITÉ



# PRÉSENTATION DU GROUPE & CHIFFRES CLÉS

## HISTOIRE

Fondé en 1850, le Groupe Robertet est une entreprise patrimoniale basée à Grasse en France, dont les activités principales sont le sourcing puis la transformation de matières premières végétales en extraits naturels volatils et non volatils. Ces extraits sont ensuite utilisés pour la création d'arômes, de parfums et d'actifs. Grâce à une approche particulièrement intégrée de l'approvisionnement, Robertet a développé une véritable expertise sur les naturels, faisant aujourd'hui du Groupe un des leaders mondiaux des matières premières aromatiques naturelles conventionnelles et certifiées «issues de l'agriculture biologique».

## LES 4 ACTIVITÉS DE ROBERTET :



**Les matières premières naturelles :** Robertet fournit des ingrédients naturels pour l'industrie des arômes, de la parfumerie et des actifs santé et beauté. Son expertise va du sourcing des plantes jusqu'aux processus industriels d'extraction, de fractionnement et de purification, alliant tradition et innovation dans ses méthodes et son savoir-faire.

28 %



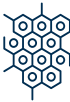
**La parfumerie :** les parfums créés sont les signatures olfactives des plus petites aux plus grandes marques nationales ou internationales d'eaux de toilette, de produits d'hygiène corporelle ou de produits d'entretien.

36 %



**Les arômes :** ils aromatisent toutes sortes de produits alimentaires ou pharmaceutiques, des boissons jusqu'aux produits laitiers en passant, entre autres, par la confiserie et les plats cuisinés.

34 %



**Les actifs :** derniers nés, issus de notre recherche de valeur ajoutée sur nos extraits naturels, ce sont des ingrédients clés pour les produits de santé et de beauté.

2 %

## Répartition du chiffre d'affaires 2021 par activité

Chiffre d'affaires 2021

606  
MILLIONS D'€  
  
+12,6%  
2020 → 2021

Répartition du chiffre d'affaires 2021 par zone géographique

36 %  
Amérique du Nord

39 %  
Europe

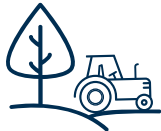
15 %  
Asie et Pacifique

6 %  
Amérique du Sud et Caraïbes

4 %  
Afrique et Moyen-Orient



# ROBERTET, UN LEADER MONDIAL DES INGRÉDIENTS NATURELS



1764  
RÉFÉRENCES NATURELLES  
provenant de 60 pays différents



7ÈME  
PLACE MONDIALE  
dans le secteur arômes et parfums

30

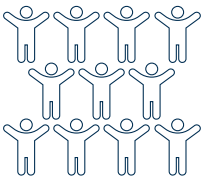
SITES INDUSTRIELS  
dans le monde



80  
IMPLANTATIONS COMMERCIALES  
dans le monde



14  
CENTRES DE CRÉATION  
et de recherche dans le monde



2123  
COLLABORATEURS  
au 31 décembre 2021



Assurer la pérennité  
de l'approvisionnement

Développer durablement  
le lien avec nos filières

Renforcer notre rôle d'expert  
sur le marché du naturel  
et du bio

Transmettre  
nos savoir-faire

Explorer le naturel  
pour proposer les produits  
de demain

NOTRE  
MODÈLE  
D'AFFAIRE

RESSOURCES CLÉS

Capital financier

- Fonds propre: 546 M€.
- Capital de 1 M€ détenu à 47 % par la famille Maubert.
- 67,5 % des droits de vote détenus par la famille Maubert.
- Investissements industriels: 21 M€.

Capital industriel

- 30 sites de transformation et/ou d'assemblage dans le monde.
- 80 implantations commerciales dans le monde.

Capital intellectuel

- Un savoir-faire ancestral datant de 1850
- 4 secteurs d'activité valorisant nos savoir-faire et connaissances sur le naturel.
- 8 % du CA investi dans la R&D.
- 14 centres de création dans le monde.

Capital social

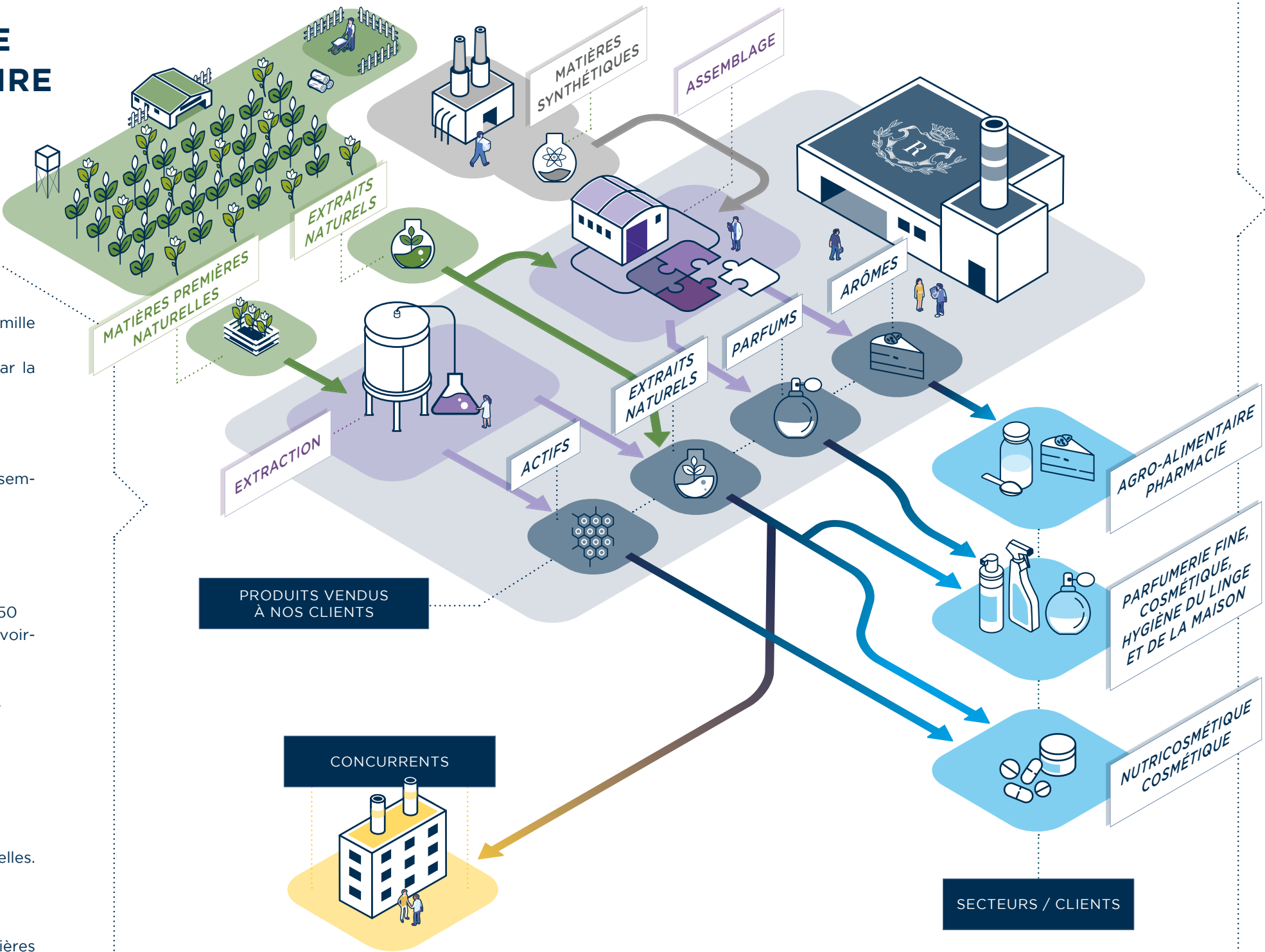
- 2123 collaborateurs.
- 41 % de femmes et 59 % d'hommes.

Capital relationnel

- 1244 fournisseurs de références naturelles.
- Environ 6 000 clients dans le monde.

Capital environnemental

- 36 548 tonnes de matières premières achetées dont 57 % de matières premières naturelles, en volume.
- 164 437 MWh d'énergie consommée.
- 503 171 m<sup>3</sup> d'eau consommée.



CRÉATION DE VALEUR

Résultats financiers

- Chiffre d'affaires: 606 M€.
- Résultat net consolidé: 72 M€.

Résultats industriels

- 42 775 tonnes de produits vendus par le Groupe.
- 12 421 commandes de produits livrées

Résultats intellectuels

- 23 nouveaux extraits avec une validation industrielle.
- 3 prix/trophées.

Résultats sociaux

- 332 recrutements.
- 79 % de collaborateurs ayant bénéficié d'une formation dans l'année.

Résultats relationnels

- 86 % des fournisseurs de références naturelles couverts par un partenariat long-terme.
- 48 % des filières stratégiques auditées ou certifiées selon un référentiel RSE.

Résultats environnementaux

- 5 % des matières premières achetées bio, en volume.
- 56 % de déchets valorisés.
- 9 % d'énergie renouvelable.
- 0,96 tonnes CO<sub>2</sub> émis par tonne produite, scopes 1 et 2.
- 11,76 m<sup>3</sup> d'eau consommée par tonne produite.



## NOTRE POLITIQUE RSE

De par ses activités, Robertet a un impact :

- Sur les communautés locales auprès desquelles il s'approvisionne.
- Sur l'environnement que ce soit au travers de l'approvisionnement en plantes ou lors de la transformation de ces matières premières en extraits.
- Sur ses employés de par les décisions prises par le Groupe.
- Sur ses clients.

La prise en compte de ces éléments fournit au Groupe une vision approfondie de son rôle et de sa responsabilité dans la société. Robertet peut ainsi mieux répondre aux attentes de ses parties prenantes et aux défis auxquels il est confronté tout en se construisant dans la résilience face à un environnement de plus en plus incertain, complexe et mouvant.

En 2021, Robertet a lancé une grande consultation interne et externe pour construire une nouvelle stratégie RSE à horizon 2030. Elle traduit ses engagements en matière de développement durable et remplace l'ancienne stratégie RSE définie en 2017. La nouvelle stratégie RSE est déclinée sous 5 piliers et couvre l'ensemble de la chaîne de valeur du Groupe, abordant tous les impacts de la culture des plantes jusqu'à la vente des produits.

### PARTIES PRENANTES DE ROBERTET

Le Groupe Robertet évolue dans un environnement constitué d'acteurs ayant une influence sur son activité, sa stratégie, ses valeurs et son ambition. Il est donc essentiel pour Robertet d'identifier ses parties prenantes, et d'échanger avec elles afin de connaître leurs attentes, leurs intérêts raisonnables ainsi que leurs besoins en information.

La cartographie ci-dessous liste les catégories de parties prenantes avec lesquelles Robertet est en interaction selon trois niveaux.

- Rang 1: les parties prenantes sont directement nécessaires au fonctionnement de Robertet et à la pérennité de son offre.
- Rang 2: les parties prenantes peuvent avoir une influence significative sur un projet ou sur l'activité.
- Rang 3: les parties prenantes ont une influence limitée ou ponctuelle sur un projet ou sur l'activité.



<sup>1</sup> Hors concurrents qui soient un client et/ou fournisseur de Robertet.



PRINCIPAUX RISQUES RSE

La présence internationale du Groupe ainsi que la diversité de ses activités exposent Robertet à des risques sociaux, sociétaux, de gouvernance et environnementaux. Ces risques, aussi appelés risques extra-financiers, sont identifiés par le Groupe afin d’être mieux maîtrisés. Cet exercice est renouvelé annuellement.

Afin de retenir les risques extra-financiers les plus significatifs pour le Groupe, chaque risque a été évalué selon deux paramètres :

- la probabilité d’occurrence (qui est la probabilité que le risque survienne et se concrétise en un impact).
- la gravité potentielle des dommages (si le risque venait à se réaliser). Toutes les conséquences susceptibles d’affecter le Groupe ont été analysées: les conséquences financières, opérationnelles, réputationnelles, sociales et environnementales.

L’évaluation de la gravité et de la probabilité a permis de conclure sur le niveau d’importance de chaque risque, appelée aussi criticité, et de hiérarchiser les risques entre eux.

Les politiques et procédures de diligence raisonnable mises en œuvre pour prévenir et atténuer la survenance de ces risques sont présentées et déclinées tout au long de ce rapport, ainsi que les résultats de ces politiques, incluant des indicateurs clés de performance.

Certaines thématiques, telles que le bien-être animal ou le gaspillage alimentaire, devant être traitées dans la DPEF, ne paraissent pas pertinentes au regard de la nature des activités du Groupe Robertet. Elles ne sont donc pas développées dans ce rapport.

Thématiques	Description du risque identifié	Description des impacts potentiels sur les activités de Robertet	Criticité du risque	Pages
Risques liés à l'éthique des affaires				
Droits de l’Homme	Mise en cause de Robertet ou de ses fournisseurs pour non-respect des droits de l'Homme ou du droit du travail.	<ul style="list-style-type: none"><li>• Sanctions pénales et administratives</li><li>• Atteinte à la réputation de l'entreprise</li></ul>	3	28-30
Évasion fiscale et corruption	Mise en cause de Robertet et de ses collaborateurs dans l'exercice de leurs fonctions dans des faits de corruption, de fraude ou d'évasion fiscale.	<ul style="list-style-type: none"><li>• Sanctions pénales et administratives</li><li>• Atteinte à la réputation de l'entreprise</li></ul>	3	31-32
Risques liés à l'approvisionnement				
Pérennité des approvisionnements	Tension ou rupture des approvisionnements du fait de vulnérabilités liées aux crises sanitaires, crises politiques ou au risque naturel.	<ul style="list-style-type: none"><li>• Disponibilité réduite des matières premières naturelles du fait d'évènements climatiques extrêmes, chroniques ou géopolitiques</li><li>• Disponibilité réduite des ingrédients du fait d'interruption de la production liée à des évènements climatiques extrêmes, chroniques ou géopolitiques</li><li>• Incapacité à répondre aux demandes clients dans les temps</li><li>• Perte de chiffre d'affaires sur les produits en rupture</li></ul>	3	38-40
Achat responsable	Carence significative de contrôle des fournisseurs sous l'angle de la RSE et de traçabilité des matières premières.	<ul style="list-style-type: none"><li>• Atteinte à la réputation de l'entreprise</li><li>• Impacts sociaux et environnementaux négatifs</li></ul>	2	34-37

Thématiques	Description du risque identifié	Description des impacts potentiels sur les activités de Robertet	Criticité du risque	Pages
Biodiversité et déforestation	Impacts négatifs des activités des fournisseurs sur l'environnement et la biodiversité (déforestation, épuisement des ressources naturelles, etc.)	<ul style="list-style-type: none"><li>• Atteinte à la réputation de l'entreprise</li><li>• Pollutions environnementales</li><li>• Épuisement des ressources naturelles</li></ul>	2	42-44
Communautés locales	Impacts négatifs sociaux/ sociétaux de Robertet ou de ses fournisseurs sur les territoires où le Groupe est implanté.	<ul style="list-style-type: none"><li>• Atteinte à la réputation de l'entreprise</li><li>• Perte de fournisseurs du fait de l'absence d'implication dans les territoires</li><li>• Absence de création d'emplois directs ou indirects</li></ul>	2	41
Risques liés à la gestion des ressources humaines				
Santé et sécurité	Accidents du travail ou maladies professionnelles	<ul style="list-style-type: none"><li>• Effets sur la santé et la sécurité des collaborateurs</li><li>• Détérioration de l'ambiance au travail</li><li>• Démotivation et désinvestissement des collaborateurs</li><li>• Absentéisme / Turnover</li></ul>	3	47-49
Pandémie	Propagation rapide et massive d'un virus mortel qui perturbe le fonctionnement de Robertet	<ul style="list-style-type: none"><li>• Infection/contamination: effets sur la santé et la sécurité des collaborateurs</li><li>• Désorganisation de l'entreprise</li><li>• Perturbations de la production</li><li>• Interruptions des chaînes d'approvisionnement sous tension</li><li>• Incapacité à respecter les délais de livraison des produits finis</li></ul>	3	
Gestion des ressources humaines	Manque d'attractivité face aux nouvelles attentes concernant l'organisation du travail	<ul style="list-style-type: none"><li>• Difficultés de recrutement au niveau demandé</li><li>• Démotivation et désinvestissement des collaborateurs</li><li>• Absentéisme / Turnover</li></ul>	2	
	Débauchage de collaborateurs par la concurrence, les clients ou les fournisseurs	<ul style="list-style-type: none"><li>• Perte de compétences et de savoir-faire</li></ul>	2	50-52
Dialogue social	Climat social négatif, grèves, mouvements sociaux	<ul style="list-style-type: none"><li>• Détérioration de l'ambiance au travail</li><li>• Atteinte à la réputation de l'entreprise</li><li>• Absentéisme / Turnover</li></ul>	1	
Formation	Défaut d'identification, de développement et de valorisation des compétences des collaborateurs.	<ul style="list-style-type: none"><li>• Sanctions pénales et administratives</li><li>• Baisse de la compétitivité</li><li>• Atteinte à la réputation de l'entreprise</li></ul>	2	53-55
Diversité et égalité professionnelle	Non-respect des principes de diversité et d'égalité ; et manquements dans la lutte contre les discriminations et les harcèlements.	<ul style="list-style-type: none"><li>• Sanctions pénales et administratives</li><li>• Atteinte à la réputation de l'entreprise</li></ul>	2	56-58

Thématiques	Description du risque identifié	Description des impacts potentiels sur les activités de Robertet	Criticité du risque	Pages
Risques liés aux activités de production				
Lutte contre le changement climatique	Défaut de maîtrise des consommations d'énergie et de fluides réfrigérants, et contribution au changement climatique	<ul style="list-style-type: none"><li>Augmentation des factures énergétiques et hausse des coûts d'exploitation</li><li>Atteinte à la réputation de l'entreprise</li></ul>	2	60-63
Adaptation au changement climatique	Vulnérabilité et défaut d'anticipation, de résilience et d'initiatives des sites industriels face aux événements climatiques extrêmes ou chroniques.	<ul style="list-style-type: none"><li>Infrastructures endommagées</li><li>Coupures d'électricité provoquées par des phénomènes climatiques exceptionnels</li><li>Interruption de la production</li></ul>	1	
Eau	Raréfaction et/ou baisse de la qualité de l'eau	<ul style="list-style-type: none"><li>Augmentation des factures d'eau et hausse des coûts d'exploitation</li><li>Arrêt temporaire de la production</li></ul>	2	64-65
Déchets	Ne pas limiter les nuisances et les risques sanitaires ou environnementaux liés aux déchets	<ul style="list-style-type: none"><li>Augmentation des factures d'enlèvement des déchets</li><li>Détérioration de la biodiversité</li><li>Effets sur la santé et la sécurité des collaborateurs et des populations avoisinantes</li><li>Atteinte à la réputation de l'entreprise</li></ul>	2	66-67
Pollutions et nuisances	Pollutions accidentelles (eaux de surface et souterraines, air, sol), nuisances olfactives et sonores	<ul style="list-style-type: none"><li>Sanctions pénales et administratives</li><li>Perte d'autorisation d'exploiter</li><li>Détérioration de la biodiversité</li><li>Effets sur la santé et la sécurité des collaborateurs et des populations avoisinantes</li><li>Atteinte à la réputation de l'entreprise</li></ul>	2	68-70
Risques liés aux produits				
Sécurité et conformité des produits	Défaillance de Robertet concernant la sécurité sanitaire de ses produits (dangerosité, allergènes, contaminants, etc)	<ul style="list-style-type: none"><li>Sanctions administratives et pénales liées à REACH</li><li>Effets sur la santé et la sécurité des consommateurs</li><li>Rappels de produits et perturbation de la production</li></ul>	3	72-73
Impacts des produits	Défaut de mesures concernant l'impact des produits sur l'environnement et la santé.	<ul style="list-style-type: none"><li>Incapacité à répondre aux exigences croissantes des clients dans le cadre de leurs objectifs de neutralité carbone ou de produits à faible impact environnemental</li><li>Perte de chiffre d'affaires sur certains produits</li></ul>	2	74-79
Offre de produits responsables	Modèle commercial non- aligné avec les attentes environnementales et sociétales des clients (bio, alimentation plus saine, produit à impact positif, etc.)	<ul style="list-style-type: none"><li>Demande forte de produits naturels et durables de la part des clients (ex.certifications bio, Fair For Life, UEBT, RSPO, Rainforest Alliance...)</li><li>Demande forte de produits plus sains (moins gras, moins salés, moins sucrés, moins carnés) de la part des clients</li><li>Perte de chiffre d'affaires sur certains produits</li></ul>	1	

MATRICE DE MATÉRIALITÉ

Dans le cadre de sa démarche RSE, Robertet a souhaité s'assurer de l'alignement de sa perception des priorités (c'est-à-dire de ses risques extra-financiers) avec les attentes de ses parties prenantes.

Pour ce faire, en novembre 2021, le Groupe a lancé une consultation sur ses enjeux RSE prioritaires. Plus de 90 parties prenantes internes et externes ont été invitées à répondre à un questionnaire en ligne. Les principales parties prenantes interrogées sont : les clients, instances de représentation du personnel, actionnaires, organisations professionnelles, fournisseurs, intervenants de la collectivité et de la société civile, ONG et associations, partenaires académiques.

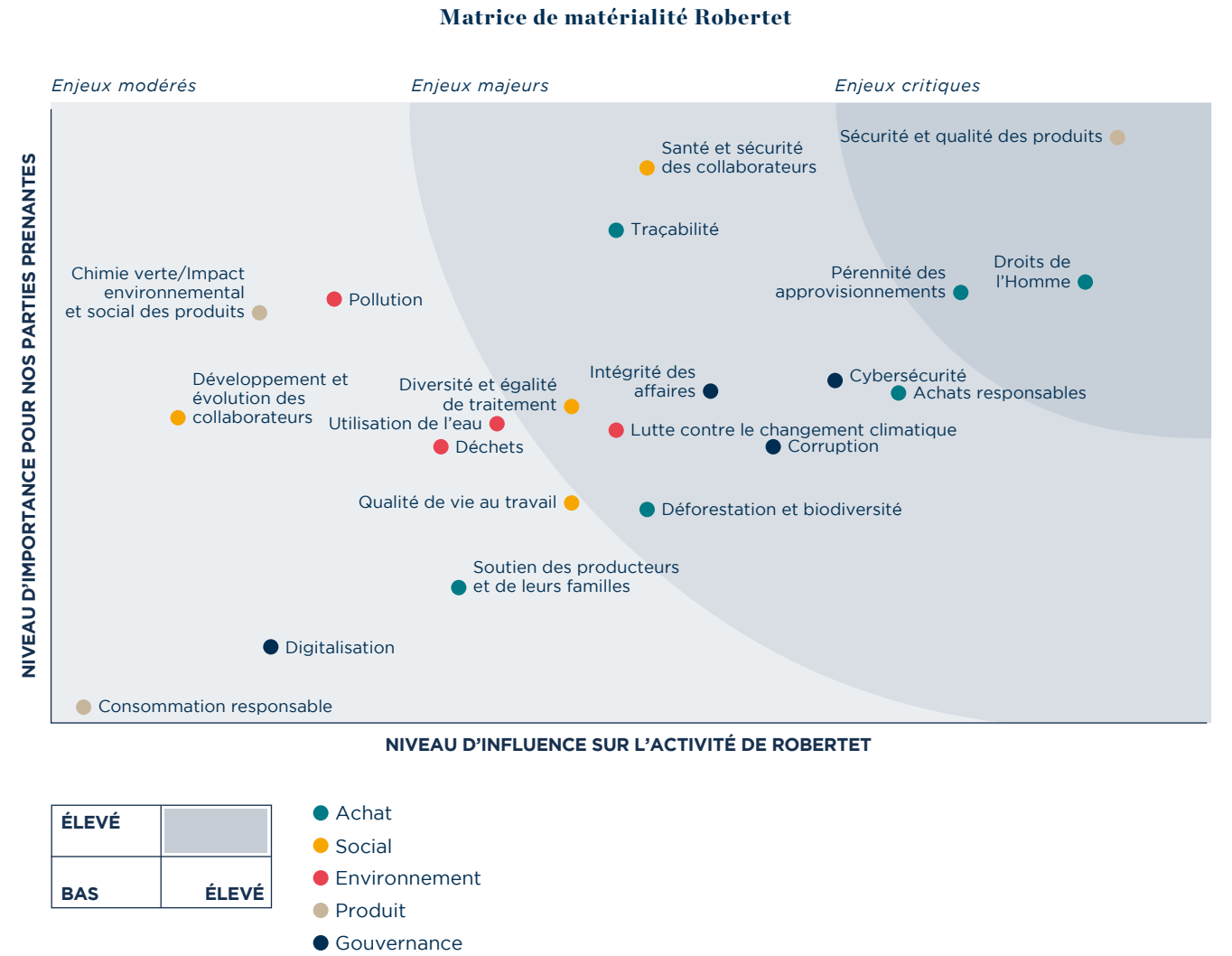
Pour chaque enjeu, les participants se sont prononcés sur une échelle de 1 à 5 sur l'importance de l'enjeu pour Robertet. Ces enjeux ont ensuite été notés par la direction, en fonction de l'évaluation des risques. Cette double notation a donné lieu à la matrice de matérialité.

La matrice de matérialité a été conçue en utilisant une pondération égale entre les différentes catégories de parties prenantes et la direction. Cette étude a permis de hiérarchiser les enjeux en 3 catégories : enjeux critiques, majeurs, modérés.

Les enjeux critiques correspondent aux enjeux essentiels à traiter par Robertet pour une activité pérenne tandis que les enjeux majeurs sont des sujets de transformation. Les défis modérés sont toujours pertinents pour l'entreprise, mais n'affectent que très peu sa performance.

L'analyse de matérialité a permis à Robertet d'affiner et d'ajuster sa stratégie au regard des attentes de ses parties prenantes en hiérarchisant les enjeux RSE et en éclairant les actions qui doivent être mises en œuvre prioritairement.

Réalisée pour la première fois en 2021, la matrice de matérialité fera l'objet d'une révision tous les 3 ans.





OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les Objectifs de Développement Durable (ODD) sont 17 engagements établis par l'ONU en 2015 visant à éradiquer la pauvreté, protéger la planète et garantir la prospérité pour tous à l'horizon 2030. Le Groupe Robertet s'inscrit dans cette démarche et présente dans le tableau suivant les engagements RSE de Robertet qui lui permettent de contribuer à ces objectifs mondiaux.

ODD stratégiques		Initiatives de Robertet pour soutenir cet objectif	Pages
 <b>1 PAS DE PAUVRETÉ</b>	<b>RADICATION DE LA PAUVRETÉ</b>	Assurer un salaire décent au sein des filiales de Robertet	51
		Soutenir les communautés locales	41
 <b>3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE</b>	<b>SANTÉ ET BIEN-ÊTRE</b>	Assurer la santé et la sécurité des collaborateurs	47-49
		Vérifier que la sécurité et la santé des personnes est un enjeu pris en compte au sein de la chaîne d'approvisionnement	34-37
		Déployer des projets permettant d'améliorer les conditions de vie des communautés locales, et notamment la santé.	41
		Assurer la sécurité des utilisateurs	72-74
 <b>6 EAU PROPRE ET ASSAINISSEMENT</b>	<b>GESTION DURABLE DE L'EAU POUR TOUS</b>	Utiliser des technologies permettant la réduction de l'utilisation de l'eau	64-65
		Réduire la consommation d'eau pour l'irrigation des cultures au sein de la chaîne d'approvisionnement	43
		Favoriser l'accès à l'eau potable pour les communautés locales	41
 <b>7 ÉNERGIE PROPRE ET D'UN COÛT ABORDABLE</b>	<b>ÉNERGIE PROPRE ET D'UN COÛT ABORDABLE</b>	Augmenter la part d'énergie renouvelable consommée par les sites industriels	61
		Favoriser l'accès à l'électricité dans les communautés locales	41
 <b>8 TRAVAIL DÉCENT ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE</b>	<b>TRAVAIL DÉCENT ET CROISSANCE DURABLE</b>	Améliorer la qualité de vie au travail de nos employés	50-52
		Établir des relations économiques équitables avec nos fournisseurs	40
		Augmenter le nombre de nos partenariats long-termes ou joint-ventures avec nos fournisseurs	38-39
 <b>13 MESURES RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES</b>	<b>LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES</b>	Mesurer et réduire les émissions CO <sub>2</sub> liées aux activités du Groupe	60-63
		Réduire l'impact lié à l'achat des matières premières et adapter nos filières	63

 <b>15 VIE TERRESTRE</b>	Préserver et restaurer le patrimoine naturel au sein de notre chaine d'approvisionnement	42-44
	S'assurer que nos matières premières achetées sont issues d'exploitations durables	34-37
	Respecter le protocole de Nagoya et s'assurer du partage juste et équitable de la valeur ajoutée liée à l'utilisation des ressources protégées	44
 <b>16 PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES</b>	Assurer une conduite des affaires responsables (lutte contre l'évasion fiscale, la corruption et s'assurer du respect des Droits de l'Homme)	31-32
 <b>17 PARTENARIATS POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS</b>	Apporter notre contribution à l'atteinte d'objectifs mondiaux liés au développement durable	20-21
	Développer des partenariats sur le long-terme avec nos fournisseurs et apporter un soutien technique dans une logique de transmission de savoir-faire	38-40
<b>ODD pertinents</b>	<b>Initiatives de Robertet pour soutenir cet objectif</b>	<b>Pages</b>
 <b>4 ÉDUCATION DE QUALITÉ</b>	Développer les compétences professionnelles de nos employés via la formation ou l'apprentissage	53-55
	Promouvoir la scolarisation des enfants au sein de notre chaine d'approvisionnement	41
 <b>5 ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES</b>	Garantir l'égalité professionnelle au sein des filiales du Groupe	56-58
	Favoriser l'autonomisation des femmes au sein de notre chaine d'approvisionnement	41
 <b>9 INFRASTRUCTURES RÉSILIENTES ET INNOVATION</b>	Mettre l'innovation au service de la durabilité afin de concevoir des produits ayant une empreinte écologique la plus faible possible	74-79
	Optimiser la gestion des déchets et de l'énergie sur nos sites	60-63, 66-67
 <b>10 INÉGALITÉ RÉDUITES</b>	Lutter contre les discriminations et s'assurer du traitement équitable de tous les collaborateurs	56-58
	Favoriser le dialogue social pour parvenir progressivement à une plus grande égalité sur le plan salarial, de la protection sociale ou encore de l'organisation du travail entre nos filiales	52

STRATÉGIE RSE

Fin 2021, sur la base de la mise à jour des risques RSE, de l'analyse des enjeux ressortis dans la matrice de matérialité, et des objectifs de développement durable, le Groupe Robertet a complété et défini de nouveaux engagements. Ces engagements et objectifs RSE sont formalisés dans la nouvelle stratégie RSE à horizon 2030. Celle-ci s'articule autour de 5 axes, et repose sur une raison d'être singulière, celle d'explorer et d'enrichir le monde du vivant. Elle est synthétisée ci-dessous.



DES TERROIRS  
VIVANTS

- Garantir et encourager des pratiques d'achat responsable.
- Développer des relations équitables.
- Contribuer au développement socio- économique des territoires.
- Préserver et restaurer la biodiversité.



DES SITES INDUSTRIELS  
RESPONSABLES

- Contribuer à la lutte contre le dérèglement climatique.
- Optimiser la consommation d'eau
- Réduire les déchets et favoriser leur valorisation.
- Prévenir et réduire toute pollution.



DES FEMMES ET DES  
HOMMES ÉPANOUI·E·S

- Garantir un environnement de travail sain et sécurisé.
- Améliorer la qualité de vie au travail.
- Développer les compétences professionnelles de nos collaborateurs.
- Promouvoir la diversité et l'égalité professionnelle.



DES PRODUITS NATURELS  
ET INNOVANTS

- Assurer la qualité et la sécurité des produits.
- Proposer des produits plus respectueux de l'environnement et des Hommes.
- Agir pour la santé et le bien-être des consommateurs.



UNE CONDUITE  
RESPONSABLE  
DES AFFAIRES

- S'assurer du respect des droits de l'Homme et des conditions de travail.
- S'assurer du respect des règles éthiques.

GOVERNANCE RSE

Conduite de la démarche RSE

Pour mettre en œuvre la politique RSE, le Groupe Robertet a défini un système de management de la RSE.

La stratégie RSE du Groupe est placée sous la responsabilité de Julien Maubert, Directeur de la Division Matières Premières, sur la délégation de Philippe Maubert, Président du Groupe. La stratégie RSE est validée par la Direction du Groupe.

L'équipe RSE, constituée de deux personnes, est chargée d'animer et de piloter la mise en œuvre de la stratégie RSE du Groupe. Cette équipe développe des outils et méthodes, mobilise les équipes du siège et des filiales, recense et partage les bonnes pratiques, et mesure la performance RSE, afin de rendre compte régulièrement des résultats et des progrès réalisés auprès de la Direction.

Pour cela l'équipe RSE s'appuie sur un réseau d'une vingtaine de référents RSE, au moins un au sein de chaque filiale, et du Comité RSE. chaque filiale, et du Comité RSE.

Comité RSE

Le Comité RSE a été créé en 2008, et a la responsabilité de suivre et de mettre en œuvre le plan d'actions associé à la stratégie RSE. Ce Comité RSE est composé d'une équipe pluridisciplinaire, comprenant l'ensemble des services stratégiques: achats, affaires réglementaires, communication, HSE (Hygiène Sécurité Environnement), qualité, ressources humaines, R&D, RSE...

Il est présidé par Julien Maubert, Directeur de la Division Matières Premières. Le Comité RSE se réunit tous les trimestres pour, d'une part, réaliser un bilan et suivre la réalisation des objectifs fixés par le Groupe et, d'autre part, identifier les actions à initier à court, moyen et long termes.





ENGAGEMENTS RSE DU GROUPE ROBERTET

NOUS SOUTENONS  
LE PACTE MONDIAL



Depuis 2020, le Groupe Robertet est signataire du Pacte mondial des Nations Unies. Le Pacte Mondial rassemble différentes organisations et entreprises autour de dix principes universellement reconnus dans les domaines clés : droits de l'Homme, normes internationales du travail, environnement et lutte contre la corruption.



Depuis 2020, le Groupe Robertet est signataire de la charte de développement durable de l'IFRA et de l'IOFI, apportant son soutien à l'effort collectif pour relever la barre de la durabilité dans les secteurs des arômes et des parfums.

L'IOFI et l'IFRA sont des associations internationales qui représentent les industries des arômes et des parfums, et auxquelles Robertet adhère.



Le Groupe Robertet est membre du Sedex, une organisation qui héberge la plus grande plateforme collaborative dédiée aux données de chaînes d'approvisionnement éthiques. En ce sens, le siège comme les filiales du Groupe se soumettent aux audits SMETA-4 piliers (Sedex Members Ethical Trade Audit, audit de commerce éthique des membres Sedex).



Depuis octobre 2021, le Groupe Robertet (avec ses 17 filiales industrielles) est membre définitif de l'UEBT. Cette adhésion apporte la garantie que Robertet, en tant qu'entreprise s'implique pour un monde respectueux de l'homme et de la biodiversité.

L'UEBT (Union for Ethical BioTrade) est une ONG qui est internationalement reconnue pour son travail avec les entreprises sur l'approvisionnement éthique en ingrédients issus de la biodiversité.



Depuis 2018, la filiale SAPAD est attestée For Life, apportant la garantie qu'elle peut être considérée comme « responsable » au sens de la RSE, que ce soit en matière de droits humains, conditions de travail, respect des écosystèmes, promotion de la biodiversité, mise en œuvre de pratiques agricoles durables et amélioration de l'impact local.

ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE RSE

Les clients du Groupe, issus des secteurs de l'agro-alimentaire, du luxe, de la santé, de la beauté, de l'hygiène corporelle et des produits ménagers, sont de plus en plus nombreux à s'intéresser à la performance RSE de Robertet. Pour répondre à cette demande croissante et faire reconnaître ses actions, le Groupe fait évaluer sa démarche RSE sur plusieurs plateformes extra-financières :



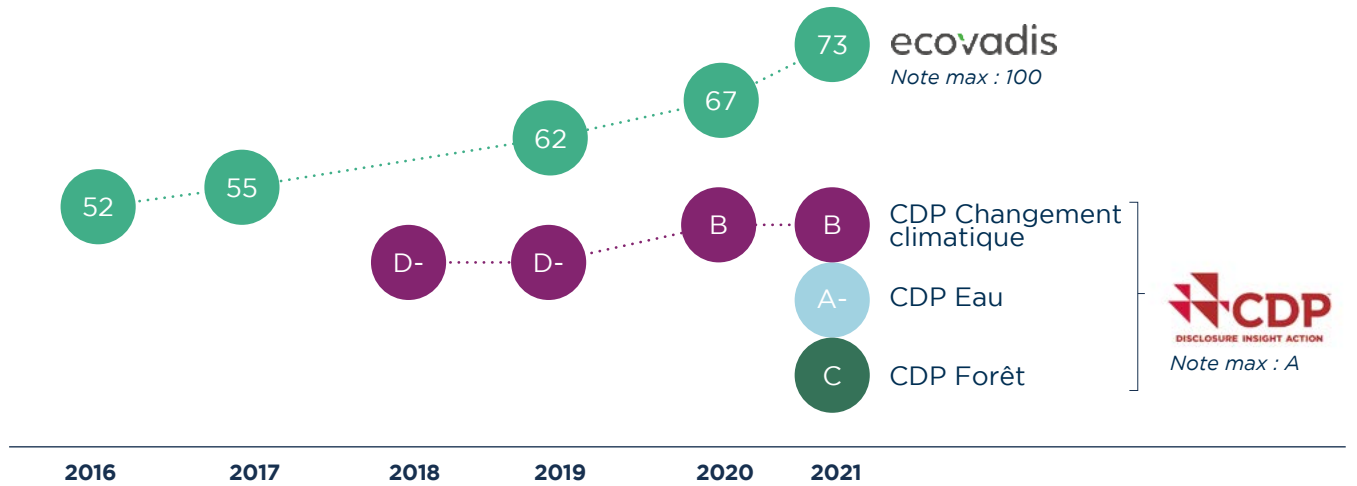
Ecovadis est une des plus grandes plateformes de notation de la performance de la durabilité et de la RSE. Ecovadis évalue la manière dont l'entreprise a intégré les principes de la RSE dans ses activités et son impact, notamment en ce qui concerne les droits de l'Homme, de l'environnement, de l'éthique et des achats responsables.

Depuis 2016, Robertet répond chaque année au questionnaire Ecovadis. En 2021, le Groupe a obtenu une note de 73 sur 100, soit 6 points de plus que le score précédent, ce qui a permis au Groupe d'obtenir cette année la médaille Platinum. Ce score, partagé avec plus de 80 clients, place Robertet dans le top 1% des entreprises évaluées sur cette plateforme.



Le CDP est une autre plateforme internationale permettant d'évaluer et de publier en ligne des informations environnementales. CDP interroge et classe les entreprises sur leur compréhension des enjeux et leur performance en termes de lutte contre le changement climatique, de gestion durable de l'eau et de préservation des forêts.

Depuis 2017, Robertet répond chaque année au questionnaire du CDP Changement Climatique. En 2021, le Groupe a obtenu la note B au questionnaire « Climate Change » (échelle de A à E, A étant la meilleure note), et a répondu pour la 1ère fois aux questionnaires CDP Eau et CDP Forêt, obtenant respectivement les notes A- et C.



Les notations extra-financières obtenues par le Groupe atteignent des niveaux élevés de performance. Cela confirme le succès de la démarche RSE de Robertet.

PROGRESSION DES OBJECTIFS RSE

Nos objectifs pour notre gouvernance	Résultats 2021	Objectifs	Cible	Périmètre
Auditer tous nos sites industriels selon le référentiel SMETA 4-piliers	24 %	100 %	2025	Groupe
Porter à 100 % le nombre de fournisseurs ayant signé notre charte éthique	58 %	100 %	2025	Groupe
Aucun signalement pour évasion fiscale formulé par les administrations fiscales	0	0	2025	Groupe
Former à l'anti-corruption l'ensemble des collaborateurs les plus exposés	81 %	100 %	2025	Groupe
Nos objectifs pour notre chaîne d'approvisionnement	Résultats 2021	Objectifs	Cible	Périmètre
Évaluer 100 % de nos références naturelles achetées, en montant d'achat, sous l'angle de la RSE à minima tous les 5 ans	80 % (Siège)	100 %	2030	Groupe
Auditer ou certifier 100 % de nos références naturelles stratégiques, en volume, selon un référentiel RSE reconnu (sur les 3 dernières années)	48 %	100 %	2030	Groupe
Maintenir le volume de nos références naturelles achetées auprès de partenaires long-terme (d'une durée supérieure à 3 ans) à plus de 80 %	86 %	80 %	2030	Groupe
S'approvisionner à 15 % en références naturelles certifiées biologiques, en volume	5 %	15 %	2030	Groupe
Nos objectifs pour nos collaborateurs	Résultats 2021	Objectifs	Cible	Périmètre
Maintenir un taux de fréquence des accidents du travail inférieur ou égal à 9	10,87	9	2025	Groupe
Atteindre un taux d'absentéisme inférieur ou égal à 4 %	4,2 %	4 %	2025	Groupe
Délivrer annuellement une formation à plus de 70 % des salariés	79 %	70 %	2025	Groupe
Atteindre la parité sur l'effectif global	41 %	50 %	2025	Groupe
Nos objectifs pour nos sites industriels	Résultats 2021	Objectifs	Cible	Périmètre
Réduire de 25 % notre consommation d'énergie par rapport à 2020	+7 %	-25 %	2030	Groupe
Réduire de 25 % nos émissions de Gaz à Effet de Serre entre 2020 et 2030 sur les scopes 1 et 2	+8 %	-25 %	2030	Groupe
Réduire de 60 % nos émissions de Gaz à Effet de Serre entre 2020 et 2030 sur les scopes 1 et 2 par tonne de produit	-32 %	-60 %	2030	Groupe
Réduire de 20 % la consommation d'eau par tonne de produit par rapport à 2020	-33 %	-20 %	2030	Groupe
Porter à plus de 70 % la part totale des déchets (dangereux et non dangereux) valorisés	56 %	70 %	2030	Groupe
Aucune mise en demeure par toute instance environnementale concernant la pollution (pollution des eaux, du sol, nuisances sonores ou olfactives)	0	0	2030	Groupe
Nos objectifs pour nos produits	Résultats 2021	Objectifs	Cible	Périmètre
Conserver et si possible améliorer, le pourcentage de commandes de produits livrés sans défaut, par rapport à 2020	99,77 %	99,70 %	2030	Groupe
L'ensemble de nos matières premières naturelles achetées n'apporteront que des traces maîtrisées de contaminant dans le produit de consommation.	96 % (Siège)	100 %	2030	Groupe
Porter la part de nos matières premières achetées "facilement biodégradables" à 80 %, en volume	43 %	80 %	2030	Groupe
Porter la part de nos matières premières achetées renouvelables à 80 %, en volume	63 %	80 %	2030	Groupe

01



UNE CONDUITE  
RESPONSABLE  
DES AFFAIRES

L'histoire de Robertet commence un beau jour de 1850, dans un local modeste. Mais déjà la couleur est annoncée : «A la confiance», proclame l'enseigne. Oui, l'histoire du Groupe Robertet est bien une histoire de confiance. La confiance que l'on veut inspirer à nos clients, mais aussi la confiance qui engendre le dynamisme.

La confiance est encore une des premières valeurs de Robertet, aussi il nous paraît important d'exprimer nos principes d'éthique et convictions présents dans la vie quotidienne du Groupe, notamment concernant les pratiques loyales des affaires tant au sein de nos entités qu'auprès de nos partenaires.







1.1 S’ASSURER DU RESPECT DES DROITS DE L’HOMME

Risque

Mise en cause de Robertet ou de ses fournisseurs pour non-respect des droits de l’Homme, du droit du travail, et/ou du salaire minimum.

Politique

Le Groupe Robertet compte 17 filiales à travers le monde et plus de 1 244 fournisseurs de matières premières (hors emballage), qu’elles soient synthétiques ou naturelles.

Robertet, en tant qu’employeur et acheteur de matières premières, s’assure du respect des droits de l’Homme, du droit du travail et du respect des lois applicables dans les différents pays où il opère.

Objectifs

L’objectif à 2025 est double pour le Groupe :

- Auditer tous nos sites industriels selon le référentiel SMETA 4-piliers
- Porter à 100% le nombre de fournisseurs ayant signé notre charte éthique

AU SEIN DU GROUPE ROBERTET

Actions mises en œuvre

- **Le code de conduite** de Robertet constitue le socle éthique commun du Groupe. Il engage Robertet à agir avec intégrité, responsabilité et transparence dans la conduite de ses affaires. Il énonce les règles que chaque collaborateur doit suivre dans l’exercice de ses fonctions et de ses responsabilités. Basé sur l’ETI (Ethical Trading Initiative), il comporte 9 engagements dans les domaines des droits de l’Homme, du travail des enfants, des normes et conditions de travail.
- **La charte éthique** de Robertet complète le Code de conduite. Diffusée à l’ensemble des collaborateurs, elle porte sur des domaines complémentaires comme les droits des salariés, la sécurité des collaborateurs et des produits ou encore le respect de l’environnement.
- **La charte éthique commerciale** de Robertet, mise en place en 2017, a pour but d’assurer un commerce respectueux de l’éthique et des règles légales. La Charte Éthique Commerciale aborde les sujets de la confidentialité, des conflits d’intérêts et de lutte contre la corruption (notamment pour les cadeaux et invitations). Elle est destinée aux acheteurs, aux commerciaux et aux autres services de Robertet réalisant des transactions commerciales.



COMMUNICATION  
SUR LE PROGRÈS

Ceci est notre **Communication sur le Progrès** sur la mise en œuvre des Dix principes du **Global Compact des Nations Unies** et soutenant les objectifs des Nations Unies.

Nous apprécierions vos commentaires sur son contenu.

- La signature en 2020 du **Pacte Mondial des Nations Unies** (Global Compact) a renforcé les engagements éthiques de Robertet, notamment en faveur des droits de l’Homme. Le Pacte Mondial rassemble différentes organisations et entreprises autour de dix principes universellement reconnus dans quatre domaines clés: droits de l’Homme, normes internationales du travail, environnement, lutte contre la corruption. Ces 10 principes font partie intégrante de la stratégie de Robertet et notamment de sa stratégie RSE. Pour montrer la cohérence de l’ensemble de ces démarches, Robertet a choisi d’intégrer sa communication sur les progrès réalisés (COP) dans sa DPEF.



- Afin de s’assurer du respect et de la bonne application du code de conduite, de sa charte éthique et du Global Compact, le Groupe Robertet est membre de la plateforme Sedex Advance.
- Robertet fait appel à des organismes tiers indépendants pour réaliser des **audits selon le référentiel SMETA 4-piliers** (Sedex Members Ethical Trade Audit) au sein de ses filiales. Le siège suit les résultats des audits et les plans d’actions mis en place.

Les audits SMETA 4-piliers portent sur les thématiques suivantes: normes du travail, éthique des affaires, santé et sécurité, environnement.

Résultats

Fin 2021,

2  
Nouveaux audits SMETA ont été réalisés  
(Robertet Inde et Robertert Brésil)

Fin 2021,

56 %  
De l’effectif Groupe est couvert par un audit  
SMETA valide (moins de 3 ans)

Fin 2021,

6  
Filiales sont membres Sedex

KPI

	2019	2020	2021	Cible 2025
Pourcentage de filiales industrielles auditées selon le référentiel SMETA 4-piliers	12 %	18 %	24 %	100 %



AU SEIN DE LA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT

Actions mises en œuvre

- Le Groupe encourage chaque fournisseur à signer la **charte éthique fournisseur** Robertet. Celle-ci engage les fournisseurs à respecter les droits du travail, et en particulier l'interdiction d'avoir recours au travail des enfants (moins de 16 ans) ou au travail forcé ; la santé et la sécurité au travail;le respect de l'environnement; le respect des bonnes pratiques agricoles ; le respect des animaux;les pratiques commerciales éthiques.
- En ce qui concerne le travail des enfants, le Groupe, via la charte éthique et sa politique de prévention du travail des enfants, adoptée en juillet 2019, interdit l'emploi de mineurs de moins de 16 ans. Néanmoins, Robertet tolère parmi ses partenaires à l'international, la présence des enfants auprès de leur parent, lorsque ceux-ci les accompagnent dans les champs durant leur temps libre, et que cela est culturel. Le Groupe veille alors avec vigilance à ce que cette activité occasionnelle ne nuise pas à leur santé et à leur éducation, tout en restant en conformité avec les Conventions de l'Organisation Internationale du Travail (OIT).
- Le Groupe Robertet réalise des **audits RSE** (UEBT, FFL par exemple) de ses filières. Ces audits, réalisés par des organismes tiers indépendants, permettent à Robertet de s'assurer du respect des droits humains et libertés fondamentales, de l'absence de travail des enfants, du respect des conventions de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), des principes éthiques du Groupe et de la RSE.

→ Voir le *Chapitre 2.1*



Résultats

En 2021, afin d'harmoniser les pratiques, le suivi du nombre de fournisseurs ayant signé la charte éthique a été étendu au niveau du Groupe, ce qui explique la stagnation du KPI.

KPI

	2019	2020	2021	Cible 2025
Pourcentage de fournisseurs ayant signé la charte éthique Robertet	54 %	58 %	58 %	100 %

1.2 LUTTER CONTRE LA CORRUPTION

Risque

Mise en cause de Robertet et de ses collaborateurs dans l'exercice de leurs fonctions dans des faits de corruption et de fraude.

Politique

En 2016, la France a adopté une loi sur la transparence, la lutte contre la corruption et la modernisation de la vie économique, dite loi Sapin II.

Dans ce cadre, Robertet a renforcé son dispositif éthique et mis en place un programme de prévention et de détection de la corruption, dans toutes ses filiales à travers le monde. Robertet confirme sa volonté d'être exemplaire dans le domaine éthique en adoptant ce dispositif anti-corruption.

Objectif

Tous nos salariés sont appelés à faire preuve d'intégrité. Pour les accompagner, le Groupe s'est fixé comme objectif de poursuivre le déploiement du programme de formation anti-corruption et de former en continu l'ensemble des salariés exposés.

Actions mises en œuvre

Le dispositif anti-corruption déployé par le Groupe Robertet répond aux 8 mesures exigées par la loi SapinII. En 2021, Robertet a adopté les recommandations de l'Agence Française Anticorruption.

- Un code de conduite anti-corruption a été adopté par l'ensemble du Groupe. Il définit les différents types de comportements à proscrire et comme susceptibles de caractériser des faits de corruption.
- Un dispositif d'alerte interne, avec une adresse mail dédiée, permet aux salariés de signaler en toute confidentialité les comportements contraires au Code de conduite. Cette adresse mail est rappelée dans le code de conduite #Anticorruption GroupRobertet. Les alertes sont reçues et traitées par le Comité Anti-corruption.

Une membre du Comité a été nommée directrice conformité anti-corruption en 2021. Celle-ci reporte directement à la Direction Générale.

- Une cartographie des risques de corruption permet d'identifier et de hiérarchiser les risques d'exposition du Groupe. Le besoin de mise à jour de la cartographie est évalué chaque année.
- En 2021, un outil automatisé, Indued by Altares, a été mis en place en support de l'évaluation des tiers de Robertet. La nature des évaluations à réaliser et des informations à recueillir sont prédéterminées en fonction des différents groupes homogènes de tiers.
- En 2021, une procédure de contrôles comptables spécifiques à l'anti-corruption a été mise en place afin de renforcer nos mesures de maîtrise contre la corruption.
- Le Groupe Robertet a lancé en 2019 un programme de formation anti-corruption accessible en e-learning pour les salariés les plus exposés (filiales et siège). Cette formation est intégrée dans le plan de formation général.
- Le code de conduite anti-corruption fait partie intégrante du règlement intérieur et précise à tous les employés les sanctions en cas de violation du code.
- Un bilan de la mise en œuvre du dispositif anti-corruption est présenté chaque année par le Comité Ethique au Comité exécutif. Il rend également compte au Comité d'Audit des alertes notoires reçues.

Résultats

	2019	2020	2021
Nombre d'incident signalé via la procédure d'alerte	0	1	0
Nombre d'incident confirmé	0	0	0

KPI

	2019	2020	2021	Cible 2025
Pourcentage de collaborateurs les plus exposés formés à l'anti-corruption	40 %	57 %	81 %	100 %



1.3 LUTTER CONTRE L'ÉVASION FISCALE

Risque

Mise en cause de Robertet et de ses collaborateurs dans l'exercice de leurs fonctions dans des faits d'évasion fiscale.

Politique

Si, de par la diversité de ses implantations géographiques le Groupe Robertet est exposé à des risques liés à l'évasion fiscale, notre engagement d'intégrité nous conduit à respecter rigoureusement les lois et règlements visant à lutter contre l'évasion fiscale.

Le Groupe Robertet est un Groupe français coté à la bourse de Paris, indice CAC Small, mais avec un actionnariat familial majoritaire. En accord avec ses engagements sociétaux, le Groupe veille à apporter une juste contribution dans les pays où il exerce son activité en s'acquittant de tous les impôts et taxes locales.

Cet engagement reflète la volonté de son Président de maintenir une partie significative de son activité en France à Grasse et d'être ainsi un important contributeur dans le paiement des taxes nationales et locales.

Dans le cadre de la conduite responsable de ses affaires, le Groupe Robertet s'engage à :

- Être en conformité avec les réglementations fiscales applicables dans chacun des pays où le Groupe est présent.
- S'assurer qu'aucun montage juridique, fiscal ou financier ne soit développé dans le Groupe dans un objectif d'évasion fiscale.
- Appliquer une politique de flux intra-groupe conforme avec les principes de l'OCDE.
- Garantir la transparence fiscale avec les autorités. Nous sommes conscients qu'une non-conformité aux lois et réglementations fiscales locales pourrait nuire à la réputation du Groupe Robertet ou à ses relations.

Objectif

L'objectif du Groupe est de ne compter aucun signalement d'évasion fiscale dans les conclusions formulées par les administrations lors des contrôles fiscaux.

Actions mises en œuvre

- Les risques fiscaux sont intégrés dans la cartographie globale des risques présentée au Comité d'Audit.
- Le Groupe n'est implanté dans aucun pays visé par la liste française des ETNC (états ou territoires non coopératifs) ou la liste « noire » de l'Union européenne des pays et territoires non coopératifs.
- Le Groupe n'utilise pas de structures opaques ou d'entités situées dans des paradis fiscaux de façon à dissimuler des informations utiles pour les autorités fiscales.
- Le Groupe Robertet applique le principe de pleine concurrence aux prix de transfert et n'utilise pas les prix de transfert comme un outil de planification fiscale.
- Les opérations intra-groupe sont réalisées dans une approche économique (et non fiscale).
- Le Groupe a une vision globale des redressements fiscaux des entités, en montant et en nature, grâce à la remontée des documentations locales nécessaires à la consolidation fiscale du Groupe. Robertet s'assure ainsi du respect des normes fiscales et des obligations de formalisation documentaire.
- Des audits internes financiers réguliers sont réalisés dans les entités du Groupe afin de s'assurer de l'application effective des procédures définies par le Groupe.
- Les responsables financiers des filiales et de la Direction du Groupe sont régulièrement formés sur la fiscalité
- Par ailleurs, la Direction du Groupe s'informe de manière continue sur l'évolution de la fiscalité internationale et plus particulièrement sur la transparence fiscale, la bonne gouvernance fiscale et la lutte contre l'évasion fiscale.

KPI

	2019	2020	2021	Cible 2025
Nombre de signalement pour évasion fiscale formulé par les administrations fiscales	0	0	0	0

02



DES TERROIRS VIVANTS

L'approvisionnement en matières premières naturelles est au cœur du fonctionnement de l'entreprise. Robertet a donc naturellement intégré les achats dans sa politique de responsabilité sociétale.

Pour ce faire, Robertet a choisi de développer avec ses fournisseurs de matières premières agricoles un approvisionnement plus durable et créateur de valeur afin d'assurer la pérennité de ses activités et de répondre aux enjeux climatiques et sociétaux auxquels le Groupe fait face.

Cela se matérialise par une stratégie intégrée des achats poursuivant trois objectifs complémentaires :

- Assurer la continuité et la qualité des approvisionnements.
- Garantir et promouvoir des comportements responsables vis-à-vis des individus, des communautés locales, et de l'environnement, dans toutes nos chaînes d'approvisionnement.
- Garantir autant que possible la traçabilité des matières premières naturelles et la transparence des chaînes d'approvisionnement.





2.1 GARANTIR ET ENCOURAGER DES PRATIQUES D’ACHAT RESPONSABLE

Risque

Carence significative de contrôle des fournisseurs sous l’angle de la RSE et de traçabilité des matières premières.

Politique

En réaction aux divers scandales alimentaires et sanitaires, les consommateurs sont de plus en plus attentifs à leurs achats. Ils n’acceptent plus les entreprises qui ne respectent pas les normes éthiques et environnementales. Robertet doit donc apporter des réponses aux consommateurs et aux clients, sur qui ces demandes rejaillissent.

Le Groupe Robertet souhaite garantir la traçabilité des matières premières naturelles et la transparence de ses chaînes d’approvisionnement.

A cette fin, le Groupe s’engage à :

- **Faire signer sa Charte Ethique fournisseur**  
→ Voir le Chapitre 1.1
- **Programmer des visites terrain**
- **Évaluer ses fournisseurs via le questionnaire RSE d’auto-évaluation**
- **Auditer ou certifier les filières selon un référentiel RSE.**

Ces outils permettent à Robertet de mieux appréhender l’organisation des filières, leurs enjeux et donc de réduire les risques sur la chaine d’approvisionnement en proposant la mise en œuvre de projets adaptés, sur place.

Objectif

Le Groupe Robertet accompagne ses filières et mesure les progrès réalisés en les évaluant sous l’angle de la RSE, via le questionnaire RSE. L’objectif du Groupe est d’avoir évalué toutes ses références naturelles d’ici 2030, et de renouveler l’exercice tous les cinq ans.

Visite régulière de nos équipes sur place

Actions mises en œuvre

Afin de mieux connaître ses fournisseurs, les équipes de Robertet se rendent sur place. Elles s’assurent par la même de l’origine de la matière première, de sa qualité, des processus de transformation et des conditions de travail des salariés.

Résultats

En 2021,

70  
VISITES TERRAIN ONT ÉTÉ  
RÉALISÉES PAR NOS COLLABORATEURS.



Évaluation RSE

Actions mises en œuvre

Robertet veille à associer ses fournisseurs à sa démarche RSE en les accompagnant dans leur démarche et dans l’évaluation de leurs pratiques.

Pour ce faire, Robertet Grasse dispose d’un système d’évaluation RSE de ses filières de références naturelles. Cette évaluation se fait en deux temps :

- Évaluation du risque de la filière

A chaque pays d’approvisionnement est associé une notation RSE fondée sur une analyse multi-dimensionnelle prenant par exemple en compte la géopolitique, la corruption, le respect des droits des travailleurs ou encore le risque climatique. Robertet s’appuie sur des bases de données internationales reconnues comme Geos pour l’évaluation géopolitique ou encore le WorldRiskIndex de Weltrisikobericht pour l’analyse climatique.

- Évaluation de la performance RSE de la filière

Chaque fournisseur doit compléter un questionnaire d’auto-évaluation RSE. Ce questionnaire est envoyé aux fournisseurs directs (niveau 1) mais concerne également les fournisseurs indirects (niveau 2 et au-delà). En effet, lorsque la chaine d’approvisionnement est complexe, Robertet attend de ses fournisseurs de rang 1 qu’ils remontent à la source de la matière première pour obtenir les informations demandées.

Les fournisseurs sont interrogés sur :

- leur démarche RSE, afin de déterminer si le fournisseur, en tant qu’entreprise, est fiable et responsable au sens de la RSE ;
- sur la matière première, son origine, géographique, l’organisation de la filière (nombre et type d’intermédiaires), les pratiques agricoles, ainsi que le système de traçabilité en place.

Le risque potentiel est alors couplé avec le niveau de performance de la filière ainsi qu’avec son niveau stratégique pour Robertet afin de calculer un niveau de risque « résiduel ». Ce risque résiduel se matérialise par un score de durabilité sur 100 pour chaque couple matière première / fournisseur, et permet d’identifier les marges de progression.

Robertet Grasse adapte alors ses modalités d’approvisionnement en fonction du score de durabilité :

- Lorsque le risque est faible (note supérieure à 70) ou modéré (note comprise entre 40 et 70), Robertet Grasse ne propose pas d’accompagnement particulier.
- Lorsque le risque est élevé (note inférieure à 40), la filière est qualifiée de « non durable ». Dans ce cas, Robertet Grasse met en place une collaboration plus étroite avec le fournisseur avec un plan d’amélioration pour rendre la filière plus durable. Un fournisseur n’est déréférencé que s’il refuse d’améliorer ses pratiques ou se montre incapable de le faire.

Le but ici n’est pas de sanctionner mais de tendre vers une amélioration de tous nos fournisseurs en veillant à les associer à notre démarche RSE et à les accompagner dans l’évaluation et l’évolution de leurs pratiques.

Résultats

En 2021,

100 %  
des filières évaluées présentant un risque de  
non-durabilité élevée ont mis en place un plan d’actions.

En 2021,

36 %  
des achats de références naturelles ont été réalisés  
par Robertet Grasse, en volume

KPI

	2019	2020	2021	Cible 2025
Pourcentage d’achat de références naturelles, couvert par une évaluation RSE (en euros)	80 % Niveau siège	80 % Niveau siège	80 % Niveau siège	100 % Niveau Groupe



Audits et certifications RSE des filières

Actions mises en place

Afin d'accompagner les fournisseurs dans l'amélioration de leurs pratiques, Robertet fait appel à des organismes tiers indépendants, extérieurs à Robertet, pour auditer ou faire certifier certaines filières.

Dans ce cadre, le Groupe évalue la valeur ajoutée d'un audit ou d'une certification de telle ou telle filière pour l'ensemble de ses parties prenantes (communautés locales, fournisseurs, clients). Lorsque cette valeur est avérée, il mène les démarches nécessaires.

Cette démarche volontaire permet à Robertet d'apporter la preuve que certaines exigences sont respectées au sein de ses filières et que de bonnes pratiques sont mises en place.

Ces audits et certifications RSE attestent ainsi de la crédibilité de la démarche d'approvisionnement responsable de Robertet et renforce la confiance des clients dans les filières.

Le positionnement de Robertet à ce sujet s'est fortement renforcé depuis 2020, avec la demande grandissante des clients pour davantage de transparence et de traçabilité.

Robertet fait principalement appel à quatre labels RSE :

- La certification « issue de l'agriculture biologique » qui apporte des garanties sur des pratiques culturales respectueuses de l'environnement.
- La certification UTZ ou Rainforest Alliance qui apporte des garanties sociales et environnementales.
- La vérification et la certification UEBT qui apportent des garanties sociales, environnementales et économiques, avec une focalisation sur la biodiversité.
- L'attestation Fair For Life qui apporte des garanties sociales, environnementales, économiques et de gouvernance. Le label FFL est un label de commerce équitable.

Résultats

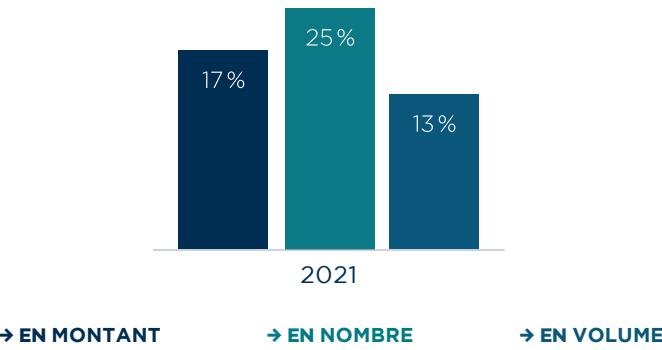
En 2021, Robertet a commandité 9 vérifications UEBT auprès de ses fournisseurs de :

- Basilic, Géranium, Marjolaine d'Egypte
- Jasmin et violette d'Egypte
- Gaïac et Cabreuva au Paraguay
- Concombre et iris de Turquie

À la demande d'un client, des vérifications UEBT ont aussi été réalisées sur la Rose et le Jasmin de Grasse.

Enfin, Robertet a fait attester sa vanille de Madagascar, Fair For Life fin 2021.

Pourcentage de références naturelles couvert par un audit ou une certification selon un référentiel RSE (%)



En 2021,

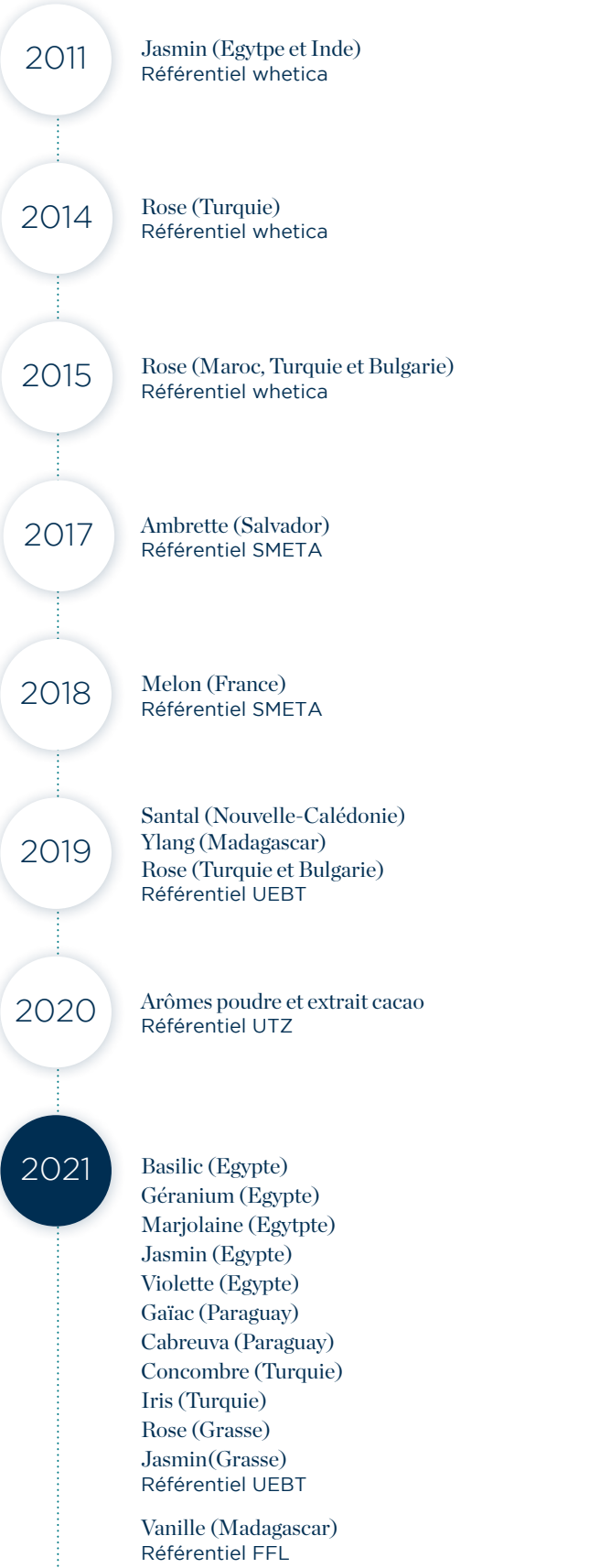
12

Audits ou certifications RSE ont été menés au sein de la chaîne d'approvisionnement

KPI

	2019	2020	2021	Cible 2030
Pourcentage de filières stratégiques auditées ou certifiées selon un référentiel RSE sur les 3 dernières années	—	48 %	48 %	100 %

Audits et certifications RSE menés au sein de la chaîne d'approvisionnement de Robertet



2.2 DÉVELOPPER DES RELATIONS ÉQUITABLES

Risque

Tension ou rupture des approvisionnements du fait de vulnérabilités liées aux crises sanitaires, crises politiques ou au risque naturel.

Politique

Étant donné le nombre de références naturelles<sup>2</sup> achetées (1764) dans le monde entier pour la création d'arômes, de parfums et d'actifs, et le nombre de fournisseurs associés (1244), Robertet a mis au point une organisation particulièrement élaborée pour assumer pleinement ses responsabilités et répondre aux attentes de ses clients en matière de continuité, qualité et traçabilité des approvisionnements.

Cette stratégie repose notamment sur l'établissement de partenariats économiques équitables pour un juste partage des avantages au sein des filières, en favorisant des relations à long-terme.

Objectif

Robertet souhaite maintenir à 80% le volume de références naturelles achetées auprès d'un partenariat long-terme.

Établissement de partenariats long-terme

Actions mises en œuvre

Le Groupe Robertet a mis en place une stratégie d'achats qui repose sur un réseau de 4 catégories de fournisseurs, différenciées par les niveaux d'importance stratégique associés aux matières premières naturelles.

Au-delà des fournisseurs référencés auprès desquels le Groupe achète de manière traditionnelle des matières premières, Robertet noue des liens plus étroits avec certains fournisseurs :

1 Les partenariats

Lorsque Robertet collabore plus étroitement avec certains fournisseurs-clés, partageant une volonté de développement mutuel, des partenariats sont noués. Ceux-ci peuvent avoir comme objectif l'établissement d'une relation long-terme (d'une durée minimale de 3 ans).

Ces partenariats sont des relations gagnants-gagnants. Pour Robertet, ils permettent de sécuriser les approvisionnements avec une garantie sur les volumes. Pour le fournisseur, ils apportent une garantie des revenus et une pérennité de leur activité sur le long-terme.

2 Les participations minoritaires et joint-ventures

Le Groupe Robertet s'associe à certains fournisseurs stratégiques via une prise de participation minoritaire ou l'établissement d'une joint-venture afin de renforcer les liens mutuels.

Le Groupe Robertet en compte trois à ce jour : BNS à Madagascar, Sarl Serei No Nengone (SNN) en Nouvelle-Calédonie et Fleur de vie en France.

3 Les sites de production en propre

Le Groupe Robertet compte 7 filiales de transformation de matières premières végétales en extraits naturels incluses dans le périmètre de reporting RSE. C'est le cas de Robertet Grasse, SAPAD, Sirius, Bionov, Robertet Turquie, Robertet Bulgarie et Robertet Afrique du sud.

Le Groupe compte 2 autres entités de transformation de matières premières végétales en extraits naturels non incluses dans le périmètre de reporting RSE (car non consolidées au niveau financier). C'est le cas de Fragrant Garden à Madagascar et de la Finca Carrasquillas en Espagne.

<sup>2</sup>Une référence naturelle est une matière première d'origine animale ou végétale, qui peut être brute (exemples : gommes, feuilles, fleurs, etc.) ou transformée en extrait naturel (exemples : extrait, résinoïde, infusion, huile essentielle, concrète, absolue, etc.).

Les ingrédients, fabriqués dans ces filiales ou ces entités sont alors vendus tels quels à nos clients ou assemblés pour obtenir un parfum, arôme ou actif (dans la filiale même ou par les autres filiales d'assemblage).

Ce réseau de filiales locales permet d'être au plus près de la matière première végétale recherchée et de la transformer sur place, ainsi que de développer nos capacités de production interne pour les matières premières clés lorsque cela est nécessaire.

Résultat

En 2021, à Robertet Grasse

5 Nouveaux partenariats long-terme ont été établis.

KPI

Part des fournisseurs de références naturelles couverts par un partenariat long-terme	2019	2020	2021	Cible 2030
En nombre	55 %	67 %	76 %	
En volume	53 %	72 %	86 %	80 %
En montant	—	—	81 %	

Robertet atteint encore cette année son objectif et la part d'achat réalisé auprès de partenaires long-terme, en volume, ne cesse de progresser. Par ailleurs le nombre de partenariats long-terme continue aussi d'augmenter en 2021. Cela reflète la volonté du Groupe Robertet de ne pas seulement accroître le volume d'achat lié aux partenaires long-terme mais d'inclure davantage de fournisseurs dans notre démarche RSE par le partenariat.



FOCUS PRÉSERVER ET DIFFUSER L'HÉRITAGE GRASSOIS

La mise en place d'un partage juste de la valeur créée peut permettre de soutenir les emplois locaux tout en sauvegardant des variétés cultivées de manière historique sur ces terroirs.

Fier de son ancrage à Grasse en Provence dans le berceau de la parfumerie, Robertet continue de soutenir la culture de plantes aromatiques dans le sud-est de la France.

Dans l'objectif de pérenniser des filières historiquement présentes sur le territoire grassois, Robertet a, par exemple, établi en 2021 un nouveau partenariat avec un exploitant agricole de rose, à Grasse, pour une durée de 10 ans.

Par ailleurs, Robertet a pris une participation majoritaire dans la société Astier Demarest basée à Grasse, France. Astier Demarest est une société familiale historique grassoise spécialisée dans le sourcing et la distribution de matières premières pour les secteurs de la parfumerie, de la cosmétique, de l'aromathérapie et des arômes alimentaires.



Établissement de partenariats équitables

Actions mises en œuvre

L'établissement de relations économiques équitables ne repose pas uniquement sur la mise en place de partenariats long-terme. En effet, Robertet apporte un soutien plus global à ses fournisseurs et les partenariats peuvent aussi avoir comme objectif :

- la mise en place d'un projet commun ;
- le préfinancement des cultures ;
- la fixation d'un prix d'achat en amont de la vente ou la mise en place d'un mécanisme de fixation des prix, qui permet d'éviter les variations trop importantes en cas de prix du marché bas.
- un soutien financier dans le développement des fournisseurs ou l'amélioration de la qualité de leurs produits. Cela passe par exemple par le financement d'installations de distillation ou d'extraction ou l'apport de graines et de plantes pour développer des qualités spécifiques. La fabrication de produits à plus forte valeur ajoutée participe ainsi au développement économique local.
- un soutien technique dans une logique de transmission de savoir-faire et de développement des compétences locales.
- un transfert de bonnes pratiques agricoles et environnementales.

Pour les fournisseurs, la visibilité économique à moyen-terme ainsi obtenue est importante pour avoir la possibilité de réaliser des investissements productifs,

sociaux ou environnementaux (infrastructures, améliorations des pratiques culturelles et des opérations post récoltes telles que la fermentation et le séchage).

Au-delà de la mise en place de partenariats économiques équitables, la présence d'une certification UEBT ou d'une attestation Fair For Life garantit un prix minimum d'achat. Le prix payé aux producteurs doit alors, à minima, couvrir les coûts de production.

Dans le cadre des filières attestées Fair For Life, une prime représentant au minimum 5% du prix d'achat doit être en plus reversée à un fond de développement. Celui-ci est utilisé par le fournisseur pour financer des actions de développement social, technique ou organisationnel.

Résultats

- Pour sa filière vanille à Madagascar, Robertet en collaboration avec Bourbon Natural Sourcing (BNS), a obtenu l'attestation Fair For Life en 2021, en plus de la certification biologique.
- Dans le cadre de la restructuration de sa filière Patchouli en Indonésie, Robertet a participé à la création d'une coopérative de 20 producteurs et a mis en place un partenariat incluant la fixation d'un prix minimum garanti. Robertet a ainsi pu construire une structure plus pérenne prenant en compte les besoins des membres et de leurs collectivités.

2.3 CONTRIBUER AU DÉVELOPPEMENT SOCIO-ÉCONOMIQUE DES TERRITOIRES

Risque

Impacts négatifs sociaux/sociétaux de Robertet ou de ses fournisseurs sur les territoires où le Groupe est implanté.

Politique

Le Groupe source certaines de ses matières premières dans des pays en voie de développement, dans lesquels il existe de réelles difficultés quant à la pauvreté, les infrastructures, l'accès à la scolarité et aux services de santé.

Robertet s'implique auprès des communautés locales, afin de contribuer au développement socio-économique des territoires où il est implanté.

Objectif

L'ambition de Robertet est de faire en sorte que ses activités et son engagement sociétal soient créateurs de valeur ajoutée pour les fournisseurs, les producteurs et leurs familles.

Actions mises en œuvre

Afin d'améliorer les conditions de vies des communautés de producteurs, l'équipe de sourceurs de Robertet est à l'écoute de leurs besoins et c'est ensemble qu'ils définissent les projets de soutien.

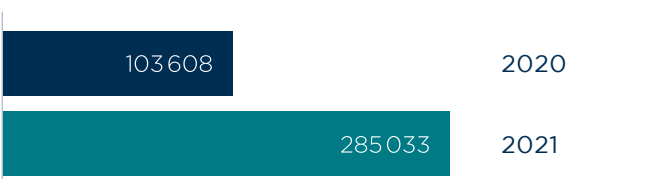
C'est ainsi que Robertet s'implique alors auprès des communautés locales en contribuant au financement de soins médicaux, au développement d'infrastructures ou aux frais de fonctionnement d'écoles rurales.

En septembre 2021, Robertet en partenariat avec un client, a financé un centre social au sein de la filière Maté au Brésil. Ce centre, mis à disposition des employés du fournisseur, comporte une cantine, une salle de formation et une bibliothèque. Des formations sur les bonnes pratiques d'hygiène y ont déjà été suivies par le personnel du restaurant.

Par ailleurs, comme chaque année depuis la rentrée de 2018, l'ONG BNSCARE, créée et financée par Robertet, a offert les fournitures scolaires à tous les élèves de l'école primaire, réhabilitée par ses soins. Il s'agit de 200 enfants, tous issus de familles travaillant la vanille pour BNS, à Madagascar.

Résultat et KPI

Montant versé pour des projets communautaires au sein de la chaîne d'approvisionnement (en euros)



→ ÉVOLUTION 2020 - 21 : +172%

2.4 PRÉSERVER ET RESTAURER LA BIODIVERSITÉ

Risque

Impacts négatifs des activités des fournisseurs sur l'environnement et la biodiversité (déforestation, épuisement des ressources naturelles, etc.).

Politique

La préservation de la nature est essentielle puisqu'elle est source de nourriture, d'eau potable, et joue un rôle majeur dans la régulation du climat.

Le Groupe s'engage à réduire, sur sa chaîne d'approvisionnement, l'impact sur l'environnement des activités agricoles et industrielles et/ou à le rendre positif, en préservant la biodiversité et le patrimoine environnemental.

Pour ce faire, Robertet porte ses efforts sur trois axes :

- L'amélioration des pratiques agricoles, avec notamment le passage à l'agriculture biologique.

En effet, l'agriculture biologique permet de protéger la biodiversité rurale et de préserver la qualité des sols tout en répondant à un besoin croissant des consommateurs pour des produits plus sains et respectueux de l'environnement.

- L'amélioration des processus de transformation sur place

- La protection et l'utilisation durable de la biodiversité

Objectif

Le Groupe Robertet souhaite devenir le leader de l'agriculture biologique dans son secteur. L'objectif, à horizon 2030 est d'atteindre 15% de références naturelles achetées, en volume, certifiées « issues de l'agriculture biologique ».

Passer de l'agriculture conventionnelle à l'agriculture biologique

Actions mises en œuvre

- Quand cela est pertinent, Robertet fournit des conseils agronomiques sur les cultures et les méthodes de récolte, ou encore des informations à destination des agriculteurs sur les risques liés à la manipulation et à l'utilisation des pesticides.

En Turquie et en Bulgarie, par exemple, tous les ans, avant chaque campagne de récolte, les fournisseurs locaux sont sensibilisés aux bonnes pratiques agricoles via la distribution d'un calendrier. Ce calendrier contient la liste des pesticides autorisés et des recommandations sur le stockage et l'utilisation de ces derniers, les maladies de la culture, les quantités d'engrais à utiliser, la gestion de l'irrigation, les périodes d'entretien de la culture, etc.

- Le Groupe peut également aider les producteurs à réduire les impacts environnementaux de leurs plantations. Par exemple, en Bulgarie, Robertet a financé des équipements d'irrigation en goutte-à-goutte et mis en place un dispositif de recyclage et de compostage des résidus.

- Pour aller plus loin dans la mise en place d'une agriculture responsable et durable, Robertet a défini une politique d'application des Bonnes Pratiques Agricoles ou « BPA » en 2017. Les fournisseurs s'engagent à respecter les BPA en signant la charte éthique.

- Robertet encourage et accompagne les producteurs qui souhaitent passer d'une agriculture conventionnelle à une agriculture biologique.

- Robertet poursuit aussi le développement de ses gammes biologiques en investissant dans des sociétés pionnières dans les huiles essentielles biologiques comme la SAPAD en 2009 et Sirius en 2019. En 2021, le Groupe a acquis la société Astier Demarest, société grasse spécialisée dans le sourcing et la distribution de matières premières biologiques. Cet investissement réaffirme la volonté du Groupe d'être le leader sur le marché des extraits issus de l'agriculture biologique dans son secteur.

Améliorer les processus de transformation sur place

Actions mises en œuvre

Tout comme les usines de production du Groupe Robertet, les fournisseurs lorsqu'ils transforment la matière première végétale sur place, consomment des ressources et génèrent des déchets. Il s'agit pour Robertet, de réduire les impacts environnementaux de ces transformations dans sa chaîne de valeur.

Résultats

Ainsi par exemple, Fragrant Garden consomme 0,25m³ de bois par litre d'huile essentielle d'ylang, contre 1,3m³/L dans l'ensemble de la profession³. L'utilisation d'une chaudière pour réaliser la distillation (vs distillation à feu nu) a permis de réduire de moitié la consommation de bois. Par ailleurs, la chaudière est alimentée par les déchets forestiers ou végétaux, ainsi que par le bois de chauffe planté sur le site. Un programme de reboisement a été mis en place à Nosy Be afin de planter 40000 arbres par an (eucalyptus ou espèce locale) pour être autosuffisant dans la consommation du bois de chauffe.



Résultats

En 2021, le Groupe Robertet a mis en place 3 partenariats pour la conversion de culture en agriculture biologique. Il s'agit de l'orange amère, de la bergamote et de la rose.

En 2021,

55

Nouvelles références biologiques ont été achetées à Robertet Grasse

En 2021,

337

références biologiques ont été achetées au niveau du Groupe

KPI

	2019	2020	2021	Cible 2030
Pourcentage de références bio achetées, en nombre	—	26 %	19 %	
Pourcentage de références bio achetées, en volume	6,2 %	5 %	5 %	15 %
Pourcentage de références bio achetées, en montant	—	—	10 %	

³ Selon le GEHEM:Groupement des Exportateurs d'Huiles Essentielles, extraits et oléorésines de Madagascar.



## S'engager à préserver et restaurer la biodiversité

### Actions mises en œuvre

- Toutes les filières vérifiées ou certifiées UEBT doivent mettre en œuvre un plan d'action biodiversité, comprenant des mesures en faveur de la biodiversité dans les exploitations agricoles et les zones environnantes, afin d'améliorer l'utilisation durable et la conservation de la biodiversité.
- Le Groupe mène depuis plusieurs années des actions de conservation du patrimoine naturel dans ses pays d'approvisionnement.

### Résultats

- À Madagascar, Robertet plante tous les ans entre 10 000 et 20 000 plants d'Ylang-Ylang pour en assurer la pérennité. Le Groupe a aussi laissé 52 hectares de biodiversité protégée. La moitié de cette surface (dont 17 ha ont été délimités comme Aires Protégées) ne sera jamais exploitée. C'est un point de la charte des actionnaires de Fragrant Garden, clairement annoncé dans le Manuel de Développement Durable. L'autre partie, 32 hectares, est une forêt entretenue avec replantation d'espèces locales. Tous les 3-4 ans, un recensement des espèces de faune et flore locales sur 2000 espèces répertoriées est mené en collaboration avec une équipe du zoo d'Antananarivo.

Des journées de la découverte de la biodiversité sont organisées avec les écoles partenaires de Fragrant Garden. Les enfants sont sensibilisés aux différentes espèces et à la sauvegarde des espèces en danger.

- En 2021, Robertet a travaillé avec Serei No Nengone (SNN) en Nouvelle-Calédonie pour faciliter le travail des collecteurs de bois de santal tout en limitant l'impact de l'activité sur la forêt. L'objectif était de trouver une solution concourant d'une part, à faciliter l'accès aux arbres matures sans ouvrir de nouveaux chemins ou routes, et d'autre part, à diminuer la pénibilité du travail de foresterie des équipes.

C'est ainsi que Serei No Nengone a fait l'acquisition de 16 ânes ainsi que d'un cheptel de reproduction. Le bien-être animal a été placé au cœur de ce projet : matériel de bât sur mesure, bonnes conditions de vie (surface minimum de pâture, abri).

## FOCUS

### UTILISATION DURABLE DE LA BIODIVERSITÉ

Pour explorer les ingrédients naturels du monde entier, Robertet doit s'approvisionner auprès de pays riches en biodiversité. Qu'il s'agisse de pays en voie de développement ou non, la pression économique mène parfois à la destruction ou à la dégradation des écosystèmes et des patrimoines naturels. Au travers de l'application du Protocole de Nagoya, le Groupe contribue à maintenir et à conserver la biodiversité, et à s'assurer du partage juste et équitable des avantages découlant de son utilisation.

Ainsi, le Groupe applique et respecte le Protocole de Nagoya sur l'accès et le partage des avantages pour tous ses projets de R&D portant sur de nouvelles espèces (c'est-à-dire celles non listées au sein du Groupe à la date d'application du protocole).

Pour ce faire, le Groupe identifie parmi ses projets de R&D ceux qui sont concernés par le Protocole de Nagoya et s'assure de leur conformité. Dans ce cadre, Robertet a mis plusieurs actions en place :

- La définition d'un processus interne avec une liste d'étapes à suivre à partir du démarrage d'un projet de R&D. Ce processus implique les divisions R&D, achats et affaires réglementaires.
- La création d'une équipe transdisciplinaire en charge du Protocole de Nagoya au sein du Groupe.
- Le renforcement de l'expertise de l'équipe R&D au regard du Protocole de Nagoya via la formation, l'intégration du sujet aux processus de recherche, etc.
- La création d'une brochure sur le Protocole de Nagoya pour fournir des informations aux salariés, clients et fournisseurs de Robertet.

03



## DES FEMMES ET DES HOMMES ÉPANOUI•E•S

Convaincu que la performance du Groupe est liée à l'épanouissement de ses collaborateurs ainsi qu'à la confiance qu'il leur porte, Robertet met en œuvre les actions nécessaires pour être un employeur de choix.

Robertet se donne ainsi comme premières responsabilités d'assurer à ses collaborateurs un environnement de travail sûr et de veiller à leur bien-être tout en les accompagnant dans l'évolution de leurs compétences.

Les collaborateurs peuvent alors s'engager pleinement au service des clients, présents dans le monde entier.

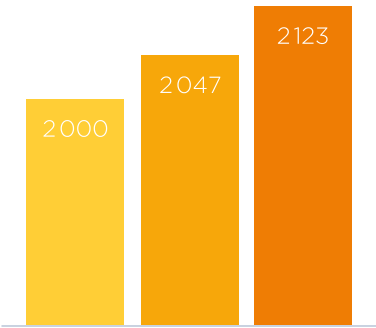


PANORAMA DES EFFECTIFS

Au 31 décembre 2021, Robertet compte 2123 collaborateurs, soit une progression de 4% par rapport à 2020.

2123  
COLLABORATEURS<sup>4</sup>  
au 31 décembre 2021

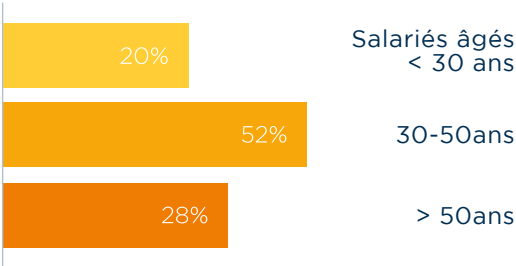
Effectif total du groupe au 31 décembre 2021



Effectif total du Groupe par type de contrat

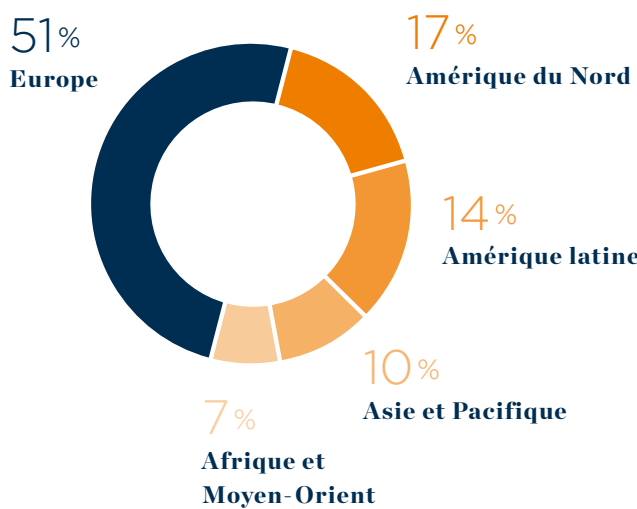


Répartition des effectifs par tranche d'âge



11,95  
ANNÉES D'ANCIENNETÉ MOYENNE  
des collaborateurs

Répartition des effectifs par zone géographique



La répartition des emplois par zone géographique reste globalement stable. Pourvoyeur d'emplois dans le monde entier, le Groupe reste attaché à la ville de Grasse, capitale mondiale des parfums et lieu où l'entreprise a été créée en 1850. Avec 886 salariés, Grasse représente 42% de l'effectif du Groupe, suivi des USA avec 17%.

<sup>4</sup> Hors filiales commerciales.

3.1 GARANTIR LA SANTÉ ET LA SÉCURITÉ AU TRAVAIL

Risques

- Accidents du travail ou maladies professionnelles
- Propagation rapide et massive d'un virus mortel qui perturbe le fonctionnement de Robertet

Politique

Entreprise dotée de 17 filiales de production, la sécurité et la santé des collaborateurs est une priorité du Groupe. Robertet s'engage à garantir l'intégrité physique et la santé des collaborateurs, ainsi qu'à réduire les risques d'accident au travail en portant sa démarche autour de trois axes :

- l'évaluation des risques professionnels pour assurer des mesures de prévention efficaces
- la formation des collaborateurs afin d'améliorer la culture sécurité du Groupe
- la mise à disposition d'équipements de sécurité et de matériel spécifiquement adaptés

Par ailleurs, Robertet Grasse a élaboré en 2020 une Politique de Prévention des Accidents Majeurs (PPAM) qui définit sa feuille de route en matière de prévention et de gestion des risques industriels. Cette politique a été mise en place suite à la fusion avec Charabot classant le site Robertet Le Plan de Grasse comme Installation Classée pour la Protection de l'Environnement Seveso seuil haut.

Objectif

L'objectif du Groupe est d'atteindre un taux de fréquence des accidents<sup>5</sup> du travail inférieur à 9 d'ici 2025.

Actions mises en œuvre

Prévention

- L'évaluation des risques professionnels permet d'identifier et de classer les situations dangereuses pour chaque poste de travail, afin de mettre en place des mesures de prévention adaptées. Cet exercice est renouvelé annuellement et les résultats de l'évaluation sont tenus à la disposition de la médecine du travail, des instances représentatives du personnel et des organismes de tutelle tel que l'Inspection du travail.
- Chaque accident ou « presque accident » est analysé et entraîne la mise en place d'actions correctives.
- Des formations et des sensibilisations HSE sont réalisées auprès des collaborateurs, que ce soit sur le port des EPI, la manutention, la manipulation des produits dangereux, les risques incendies, etc.
- L'état de santé des collaborateurs est suivi. Ainsi, par exemple, l'ensemble du personnel exposé au risque chimique passe de manière régulière des visites médicales.
- Des réunions trimestrielles de la CSSCT (Commission Santé, Sécurité et Conditions de Travail) sont organisées afin de communiquer et partager des informations sur les sujets liés à l'analyse des conditions de travail et des risques professionnels.
- Des procédures d'urgence sont créées et testées périodiquement afin de faire face aux risques industriels tels que les risques d'explosion dans les zones ATEX<sup>6</sup>, les risques d'incendies, etc.
- Les salariés sont invités à jouer un rôle proactif dans la prévention de la sécurité. Ainsi en mai 2021, Robertet USA a mis en place un système permettant aux salariés de soumettre des suggestions quand à l'amélioration de la santé et sécurité au travail.

<sup>5</sup> Taux de fréquence = (Nombre d'accidents liés au travail avec arrêt / Nombre d'heures travaillées) x 1 000 000

<sup>6</sup> ATmospheres EXplosives



Prévention du risque chimique

De par notre activité, certains salariés peuvent être exposés à des agents chimiques dangereux. Leur exposition est évaluée, contrôlée et autant que possible limitée au strict nécessaire.

- L'utilisation d'EPC (équipements de protection collective) tels que des systèmes d'extraction et de traitement d'air (hottes, sorbonnes avec filtre à charbon par exemple) et d'EPI (équipements de protection individuelle) permet de réduire significativement l'exposition des salariés.

En mai 2021, Robertet Grasse a mis en place un nouveau dispositif d'aspiration performant, la hotte smartflow. Ce système a permis d'améliorer les conditions de sécurité et de travail des opérateurs (système de captation des émissions plus performant et peu encombrant) tout en réduisant la consommation d'énergie.

- Les dispositifs de protections sont complétés par le déploiement de processus en système fermé afin d'éviter l'évaporation des produits, ou de la chimie verte, limitant la mise en œuvre des produits dangereux.

Prévention des troubles musculo-squelettiques (TMS)

Afin de réduire les arrêts liés aux accidents du travail et agir en prévention des risques de maladies professionnelles, Robertet mène plusieurs actions :

- Le Groupe forme ses collaborateurs aux gestes et postures.
- Des études ergonomiques et des études de postes sont réalisées afin d'améliorer l'ergonomie organisationnelle, technique et humaine des postes de travail. En 2021, 4 études de postes et 2 études ergonomiques ont été menées à Grasse.
- Robertet investit dans des équipements permettant d'améliorer l'ergonomie des postes de travail. Voici quelques exemples :

- Port de coude pour les pipetages et matériel d'aide à la préhension pour l'ouverture des flacons (prévention des TMS des poignets).

- Matériel d'aide à la manutention : chariots élévateurs, transpalettes, filmeuses automatiques, robots manipulateurs... (prévention des TMS des membres supérieurs et inférieurs).

- Dès qu'un nouvel atelier ou site est construit ou rénové, une attention particulière est portée envers l'ergonomie et le confort des employés, notamment en ce qui concerne la manutention manuelle et le port de charges.

En 2021, le Groupe Robertet a réalisé de nombreux aménagements pour faciliter les étapes de chargement et de déchargement des matériaux, afin de réduire les tensions dorsales liées à ces étapes :

- Robertet USA a investi dans une plateforme mobile ;
- Robertet Grasse a revu la disposition et la hauteur de certaines plateformes.

Vérification du respect des règles de sécurité

- Les équipes HSE sont présentes sur le terrain afin de faire remonter toutes problématiques liées à la sécurité des opérateurs, à l'hygiène mais aussi celles qui peuvent atteindre l'environnement. Elles s'assurent en parallèle du respect de ces règles HSE.
- Les équipements de sécurité sont contrôlés périodiquement.
- Les conditions de travail de nos collaborateurs peuvent être examinées d'une part par nos clients qui commanditent régulièrement des audits RSE mais aussi lors des audits SMETA. Et d'autre part, par les instances gouvernementales comme l'inspection du travail ou la DREAL (Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement) en France. La mise en place d'actions correctives et leur avancement, issus de ces inspections, sont aussi contrôlés.

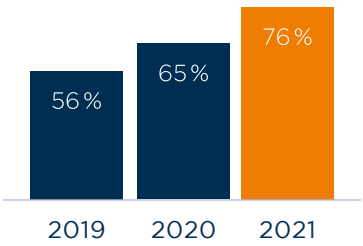
Résultats

En 2021,

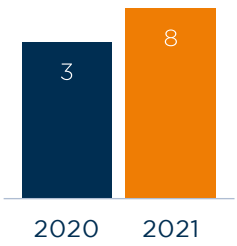
65%

de l'effectif du Groupe a reçu au moins une formation sur la santé et la sécurité

Pourcentage de filiales sans accident de travail avec arrêt dans l'année



Nombre de maladies professionnelles



KPI

	2019	2020	2021	Cible 2025
Nombre d'accidents de travail et de trajet avec arrêt	45	28	36	
Nombre de jours perdus	1387	830	736	
Nombre d'heures travaillées (Milliers)	3 472	3 240	3 312	
Taux de fréquence	12,9	8,64	10,87	<9
Taux de gravité	0,40	0,26	0,22	

FOCUS

CONTEXTE DE LA PANDÉMIE DE LA COVID-19

La protection de la santé et de la sécurité s'est vue renforcée avec la pandémie issue de la maladie « Covid-19 ». Pour faire face à ce risque, Robertet a su s'adapter :

- Nomination d'un référent « Covid »
- Création de procédures à suivre lors de cas contact ou de cas positif
- Recherche systématique des cas contacts au sein de l'entreprise
- Port obligatoire du masque chirurgical
- Fabrication et mise à disposition de solution hydroalcoolique.
- Nettoyage intensif
- Distanciation sociale au sein de l'entreprise
- Accueil restreint des personnes extérieures à l'entreprise
- Travail à distance lorsque cela est possible, limitation du nombre de personnes par bureau, et fractionnement des équipes de production.

3.2 AMÉLIORER LA QUALITÉ DE VIE AU TRAVAIL

Risques

- Manque d’attractivité face aux nouvelles attentes concernant l’organisation du travail
- Débauchage de collaborateurs par la concurrence, les clients ou les fournisseurs.
- Climat social négatif, grèves, mouvements sociaux

Politique

Attirer de nouveaux talents et fidéliser les collaborateurs présents est impératif pour consolider et poursuivre notre développement. Pour y parvenir, le Groupe Robertet s’appuie notamment sur l’amélioration de la qualité de vie au travail, source d’épanouissement et de performance durable.

La qualité de vie au travail est une notion complexe qui rassemble un très grand nombre d’éléments. En ce sens, le Groupe travaille sur différentes thématiques pour améliorer la qualité de vie de ses collaborateurs.

Objectif

Le Groupe s’est fixé un double objectif à l’horizon 2025 :

- Atteindre un taux d’absentéisme inférieur ou égal à 4%
- Développer un questionnaire d’engagement et atteindre un taux d’engagement des employés de plus de 60%.

Faciliter l’organisation du travail

Actions mises en œuvre

- Flexibilité

Afin de préserver et de faciliter l’équilibre du temps de vie professionnelle et personnelle, le Groupe Robertet travaille sur la flexibilité des horaires, et plus généralement du travail. Voici quelques exemples concrets d’actions mises en place :

- Robertet Colombie a donné la possibilité à ses collaborateurs de poser un jour par trimestre pour passer du temps en famille.
- Robertet Colombie a mis en place un nouveau comité pour l’équilibre entre vie professionnelle et vie privée. Ce comité est élu par les salariés et se réunit tous les trimestres.
- L’accord 35h signé par Robertet Grasse cadre les heures travaillées par les salariés. Ils sont encouragés à respecter ces heures et à ne pas réaliser d’heures supplémentaires.
- Télétravail ou travail à distance

La Covid-19 a accéléré la digitalisation et la mise en place du télétravail au sein du Groupe. Cette nouvelle manière de s’organiser offre plus de flexibilité pour les collaborateurs.

Le télétravail ou le travail à distance a été mis en place dans la majorité de nos filiales, lorsque les métiers le permettaient.

Résultats

En 2021,

87%

des collaborateurs ont télétravaillé (parmi ceux éligibles).

En 2021,

5

Accords collectifs concernant la qualité de vie au travail et l’organisation du travail couvrent les collaborateurs du Groupe.



Accompagner les collaborateurs dans la gestion de la maladie

Actions mises en œuvre

- Un dispositif permet le don de jours entre salarié, uniquement pour les proches aidant d’une personne atteinte d’une perte d’autonomie d’une particulière gravité ou présentant un handicap, à Robertet Grasse.
- Des dispositifs de prévoyance garantissent le versement d’indemnités en cas d’incapacité de travail, couvrent l’invalidité et permettent le versement d’un capital aux bénéficiaires désignés en cas de décès.
- Robertet accompagne les salariés dès la déclaration d’une maladie professionnelle (avant la reconnaissance par la sécurité sociale). En concertation avec la médecine du travail et l’ergonome, le poste de travail est adapté.

Assurer une rémunération équitable

Actions mises en œuvre

- Respect des salaires minima fixés par les réglementations locales
- À Grasse, chaque année les Négociations Annuelles Obligatoires donnent lieu à la négociation d’une augmentation générale des salaires, en concertation avec les organisations syndicales.
- Le Groupe Robertet s’attache à ce que chaque année, les augmentations annuelles soient supérieures à l’évolution du coût de la vie (inflation).
- À Grasse, Robertet associe ses collaborateurs aux performances de l’entreprise, par le biais de l’épargne salariale (intéressement et participation) dont le montant dépend des bénéfices réalisés.
- Un Plan d’Epargne Entreprise (PEE) est en place depuis de très nombreuses années. Il permet aux salariés de se constituer, avec l’aide de l’entreprise, une épargne à moyen terme.

Résultat

En 2021,

4

Accords collectifs concernant la rémunération ont été signés



Avancer ensemble grâce au dialogue social

La qualité de vie au travail dépend des conditions dans lesquelles les collaborateurs exercent leur travail, mais aussi de leur capacité à s’exprimer sur le sujet. Le Groupe s’engage donc à assurer des relations sociales de qualité. Robertet privilégie le dialogue et la communication directe, y compris entre la direction et les salariés.

Actions mises en œuvre

Les collaborateurs, à Grasse, et depuis octobre 2021 au Mexique, ont la possibilité de soumettre des suggestions sur l’amélioration de la qualité de vie au travail via la présence de boîtes à idées. Ces suggestions permettent d’identifier les pistes d’amélioration pour la direction.

Par ailleurs, le respect de la liberté d’association et de la négociation collective font partie intégrante des principes listés dans le Code de Conduite.

En France et dans certaines filiales à l’international, le dialogue social est structuré, avec des Instances Représentatives du Personnel (délégués du personnel et syndicaux, comité d’entreprise, Comité d’Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail) qui se réunissent régulièrement.

Résultats

En 2021,

55%  
De l’effectif du Groupe est couvert par des négociations collectives.

En 2021,

12  
accords collectifs sont encore valides au sein du Groupe.

Développer la culture d’entreprise

Actions mises en œuvre

Afin de récompenser le travail fourni par les collaborateurs, nourrir le sentiment d’appartenance et la cohésion des équipes, le siège comme les filiales organisent des événements d’entreprise.

La grande majorité de ces événements a été suspendue du fait de la Covid mais Robertet Grasse, a pour la 2<sup>ème</sup> fois célébré la semaine européenne du Développement Durable en septembre 2021.

Au travers de différents stands, les collaborateurs ont été sensibilisés à la consommation durable, via la venue d’un food truck vegan, d’ateliers de fabrication maison de savon et de déodorant, de dégustation de boisson à base d’algues et de biscuits à base de farine d’insecte. Les collaborateurs ont aussi été sensibilisés à leur impact carbone personnel.

Robertet USA, quand à eux, ont souhaité la bienvenue sur site à tous les employés ayant travaillé à 100% hors site pendant le cœur de la Covid en leur mettant à disposition des food trucks. Ce geste a permis à tous les employés de faire la transition vers un horaire hybride en partageant ensemble ce plaisir d’entreprise.

KPI

Robertet a choisi le taux d’absentéisme afin de suivre l’amélioration de la qualité de vie au travail.

	2019	2020	2021	Cible 2025
Taux d’absentéisme	4,6 %	5,3 %	4,2 %	<4 %

Par ailleurs, Robertet Brésil a mis en place une enquête « Qualité de Vie au Travail » afin de connaître la perception de leurs employés sur l’environnement de travail, les salaires et les avantages sociaux, la manière dont le leadership est exercé, etc.

Les résultats pour cette 1<sup>ère</sup> année sont très satisfaisants puisque 76% des employés sont très satisfaits ou satisfaits de travailler pour Robertet Brésil.

3.3 DÉVELOPPER LES COMPÉTENCES DES COLLABORATEURS

Risque

Défaut d’identification, de développement et de valorisation des compétences des collaborateurs.

Politique

La formation et la transmission des savoir-faire permettent de développer les compétences et d’accompagner les collaborateurs dans leur carrière.

Le Groupe Robertet veille ainsi à ce que chaque collaborateur dispose des moyens de réaliser efficacement ses missions et donne à chacun la possibilité de progresser dans sa vie professionnelle. C’est la garantie d’une entreprise apprenante et compétitive, proposant des prestations de qualité.

Objectif

L’objectif du Groupe, d’ici 2025, est que 70% de ses salariés bénéficient tous les ans d’au moins une formation, toute formation confondue.

Identifier les compétences à développer

Développer les compétences des collaborateurs nécessite de cibler leurs besoins concrets par rapport à leurs missions.

Ainsi plusieurs actions sont mises en place au sein du Groupe Robertet pour reconnaître les compétences des employés, préparer l’évolution de leur parcours au sein de l’entreprise, et optimiser la gestion des compétences pour développer le capital humain.

Actions mises en œuvre

Le Groupe Robertet dispose de différentes méthodes pour identifier les compétences des collaborateurs à développer. Outre les formations décidées par la Direction, chacun peut également s’exprimer sur son développement professionnel via :

- Des entretiens d’évaluation, dans certaines filiales. Ceux-ci permettent au collaborateur de s’entretenir avec son responsable hiérarchique pour faire un bilan du travail accompli ainsi que le point sur la réalisation des objectifs et le besoin en formation.
- Des entretiens professionnels. Ceux-ci permettent au collaborateur de s’entretenir avec son responsable hiérarchique pour s’exprimer sur ses souhaits de développement professionnel en terme de compétences et missions.

Ces entretiens servent à identifier les besoins de formation des collaborateurs et alimentent les plans de développement des compétences.

Résultat

En 2021,

567  
Collaborateurs ont bénéficié d’une évaluation des compétences professionnelles

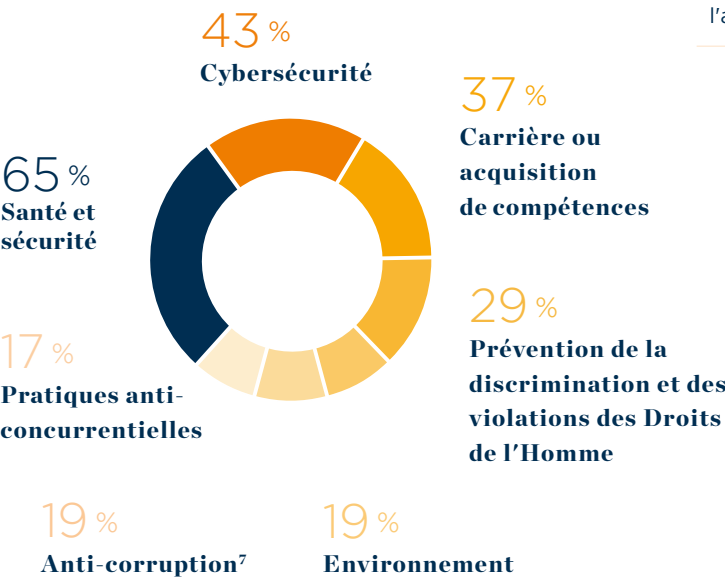


Développer les compétences via la formation

Actions mises en œuvre

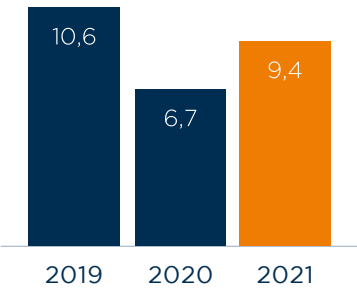
- Déploiement de plans de formation ou plans de développement des compétences, annuels ou biannuels au sein de chaque filiale.
- Développement de formations internes afin de répondre au plus près des préoccupations des collaborateurs. Ces formations sur mesure, permettent de répondre à des besoins spécifiques et d'apporter des informations propres à Robertet.
- Digitalisation des pratiques avec la mise en place de plateformes de développement des compétences. En 2021, par exemple, Robertet Grasse a initié la mise en place d'un nouvel outil en commençant par des modules sur la gestion des formations et des entretiens professionnels. Il vise, dans un 1er temps, à fournir un outil de pilotage aux managers sur les formations et entretiens de leurs équipes. Il permettra en outre de faciliter le partage d'informations entre collaborateurs, managers et services RH sur les souhaits de formation et demandes d'évolution. Tous les salariés (des ateliers aux bureaux) auront accès à cet outil. Ils pourront consulter l'offre de formation et formuler des souhaits, évaluer les formations suivies et préparer leurs entretiens.

Résultats



<sup>7</sup> Prise en compte du programme de formation anti-corruption du Groupe (dans le cadre de la loi Sapin II) et des autres formations anti-corruption des filiales.

Nombre moyen d'heures de formation par salarié



L'année 2020 a fortement été marquée par la crise sanitaire, et le nombre moyen d'heures de formation par salarié a chuté du fait de la difficulté de réaliser les formations en présentiel.

L'année 2021 est une année de reprise, avec toujours des contraintes concernant l'organisation des formations, ce qui explique que l'indicateur n'ai pas encore retrouvé son niveau de 2019.

KPI

	2019	2020	2021	Cible 2025
Pourcentage de salariés ayant bénéficié d'une formation dans l'année	63%	63%	79%	70%

Accompagner les managers dans leur fonction de pilotage

Le Groupe Robertet est une entreprise familiale qui a à cœur d'avoir un management de proximité, et se veut à l'écoute des collaborateurs.

Manager une équipe est un rôle complexe, c'est pourquoi un axe clé des plans de formation du Groupe est l'accompagnement managérial. Les formations proposées aux managers sont axées sur le leadership, la communication et les notions d'exemplarité, d'objectivité, et d'écoute. Des parcours de management existent au sein des filiales, notamment à Grasse, aux USA et en Inde.

Actions mises en œuvre

- Aux USA, tous les managers reçoivent une formation sur le feedback, le management transversal, l'écoute et les risques psychosociaux.
- En Inde, les managers ont été formés en juillet 2021 à la gestion et au leadership. Des outils pour communiquer, motiver et établir des relations avec les membres de l'équipe leurs ont été fournis. La hiérarchisation des priorités a aussi été un élément clé de la formation.
- Tous les managers de Robertet Grasse participent progressivement depuis 2015 à un Parcours de Management. Ce programme de 5 jours leur permet d'échanger et de renforcer leurs pratiques managériales avec des modules axés sur la communication, la motivation et le développement de leurs équipes.
- Au-delà des formations managériales, des outils sont mis à la disposition des équipes afin de mieux travailler ensemble. Ainsi en 2021, Robertet USA a mis en place pour trois services un outil permettant de comprendre comment chaque personne travaille, individuellement ou en équipe, et la façon dont celle-ci réagit face à différentes situations. Cet outil a pour objectif une meilleure compréhension des besoins et des comportements de chacun, pour faciliter le travail en équipe.

Résultat

En 2021,

176

Managers ont été formés au moins une fois dans leur parcours à l'encadrement d'une équipe

Perpétuer et transmettre les savoir-faire

A l'instar de Robertet Grasse qui existe depuis 1850, certaines filiales du Groupe détiennent des savoir-faire uniques et une expertise de pointe, développée depuis des décennies, contribuant au capital immatériel du Groupe et à sa notoriété dans le secteur.

Robertet souhaite conserver ces savoir-faire en interne. Au-delà de la transmission au quotidien dans l'exercice des métiers, ce transfert de compétences professionnelles se fait aussi au travers du tutorat et de l'apprentissage.

Actions mises en œuvre

- Depuis 2010, Robertet Grasse forme 2 ou 3 parfumeurs juniors tous les deux ans dans son école de parfumerie interne, avec comme objectifs de favoriser la diversité et l'originalité des profils, et de préserver le savoir-faire grassois.
- En 2021, Robertet Singapour a lancé un programme de formation interne pour les nouveaux employés qui ont montré un grand potentiel. Dans le cadre de ce programme de formation, les stagiaires sont encadrés par des cadres supérieurs pendant deux ans. À l'issue de ce programme de formation, le collaborateur se verra offrir un poste permanent dans l'entreprise. En 2021, deux stagiaires ont suivi ce programme.
- A Grasse, une formation est dispensée depuis 2015 pour les nouveaux tuteurs d'alternants. En 2021, 5 nouveaux tuteurs ont suivi ce programme. Cette formation présente le rôle de tuteur et des méthodes pour transmettre ses compétences.
- Robertet accueille des stagiaires et des alternants tout au long de l'année. Le développement de contrats en alternance est privilégié car adapté à la transmission d'un métier dont l'apprentissage est long et complexe.

Résultat

En 2021,

47 %

des alternants ont signé un contrat chez Robertet à la suite de leur alternance.



3.4 PROMOUVOIR LA DIVERSITÉ ET L'ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE

Risque

Non-respect des principes de diversité et d'égalité ; et manquements dans la lutte contre les discriminations et les harcèlements.

Politique

Convaincu que la diversité en entreprise, c'est-à-dire la variété des profils, est une richesse essentielle pour la performance et la croissance durable du Groupe, Robertet s'engage à :

- Préserver la diversité dès l'embauche et durant toute la vie en entreprise, que ce soit des personnes de tout âge, genre, origine, situation familiale, préférences sexuelles, opinions et aptitudes au sein de ses effectifs. La diversité des parcours est source de créativité et de savoirs.
- Garantir l'égalité des chances et des salaires, à compétences égales et tâches à accomplir similaires. Cette égalité est essentielle pour que les collaborateurs se sentent en confiance et développent leur plein potentiel.

Objectif

L'objectif du Groupe est d'atteindre une véritable égalité entre les hommes et les femmes.

Lutter contre les discriminations

Afin de promouvoir la diversité et de respecter l'application du principe de non-discrimination sous toutes ses formes, deux filiales du Groupe ont mis en place des démarches spécifiques cette année :

- En mai 2021, Robertet Singapour a adopté le standard Tripartite (TAFEP). Ce standard a été créé par le ministère de la main-d'œuvre, le Congrès national des syndicats et la Fédération nationale des employeurs de Singapour afin de promouvoir l'adoption de pratiques d'emploi équitables, responsables et progressives au sein des entreprises.
- Robertet USA a mis en place en 2021 une stratégie triennale en matière de diversité et d'inclusion pour aider tous les employés à comprendre les aspects de la diversité et de l'inclusion, ainsi que leur impact sur le travail quotidien.

Actions mises en œuvre

- Dans le cadre de l'application du standard Tripartite, pour évaluer et sélectionner les candidats à un emploi de manière équitable et sur la base du mérite, Robertet Singapour a complété en 2021 son processus de recrutement. À savoir l'identification des postes vacants, l'identification des exigences du poste, le processus de présélection, le processus d'entretien, le processus de sélection, le processus de révision et le processus d'embauche proprement dit.



- Robertet USA, conformément à la stratégie triennale en matière de diversité et d'inclusion, a mis en place la présentation de candidats diversifiés pour tous les postes ouverts. L'objectif est de mieux représenter la diversité culturelle et ethnique dans les effectifs.
- Afin de sensibiliser les collaborateurs à la diversité, Robertet USA célèbre de nombreux événements comme l'Hispanic Heritage, Black History, LGBTQ, Indigenous, St. Patrick's Day, Juneteenth National Independence Day, en diffusant des communications autour de l'histoire de ces divers événements. Il s'agit de reconnaître toutes les célébrations multiculturelles et multinationales que chacun des employés peut être amené à célébrer ou être associé.

Résultat

En 2021,

79%

de l'effectif du Groupe est couvert par un dispositif d'alerte concernant la discrimination, la diversité et l'égalité des chances

Lutter contre le harcèlement

Les risques psychosociaux sont une préoccupation du Groupe et Robertet se montre très attentif aux discriminations et au harcèlement dont pourraient être victimes ses employés sur leur lieu de travail.

Actions mises en œuvre

Le Groupe assure une prévention des risques psychosociaux par des actions qui se déclinent selon les pays, en fonction des besoins et des réglementations dont voici deux exemples au sein de Robertet :

**Robertet Grasse** a désigné en 2020, deux salariés, un homme et une femme, « référents harcèlement ». Ils reçoivent les alertes liées au harcèlement et lancent les procédures d'enquêtes. Un rapport circonstancié des faits a été créé et mis à disposition de l'ensemble des collaborateurs. Ce rapport permet à la victime d'harcèlement de décrire les préjudices subis, les éventuels témoins, les personnes mises en cause, les mesures prises et conséquences immédiates. En 2021, une alerte a été reçue, mais non confirmée.

Par ailleurs, **Robertet Inde** a mis en place une politique complète sur le harcèlement sexuel. Au-delà de la formalisation d'une procédure d'alerte et de traitement des plaintes, et de la formation des employés sur la problématique, il existe aussi un comité anti-harcèlement sexuel. Créé avec l'aide de l'ONG ARZ, il comporte une majorité de femmes et des membres externes dont un consultant senior en ressources humaines. Aucune plainte ou incident n'a été signalé en 2021.

Résultat

En 2021,

85%

de l'effectif du Groupe est couvert par un dispositif d'alerte concernant le harcèlement

Accompagner les personnes en situation de handicap

Actions mises en œuvre

Le Groupe Robertet veille à accompagner les personnes embauchées en situation de handicap et à maintenir l'emploi de celles qui le deviendraient. Cela passe notamment par l'aménagement des postes de travail lorsque cela est nécessaire et possible.

Robertet développe aussi des contrats avec des entreprises adaptées (EA) ou des établissements ou services d'aide par le travail (ESAT). Ces entreprises sont sollicitées pour des fournitures, de la sous-traitance, ou des prestations de services dont voici quelques exemples :

- Fournitures: papeterie, matériel d'hygiène et d'entretien
- Services et sous-traitance: pliage des mouillettes, petit conditionnement, assemblage et façonnage.

Résultat

En 2021,

2%

de l'effectif du Groupe est déclaré en situation de handicap



Garantir l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes

Actions mises en œuvre

- Concernant l'égalité professionnelle, Robertet est attentif à ne pas créer d'inégalité, notamment entre les femmes et les hommes. Pour ce faire, Robertet Grasse a signé en mars 2019 avec les organisations syndicales un accord relatif à l'égalité professionnelle hommes-femmes pour une durée de trois ans. L'accord contient notamment les domaines d'actions suivants :
- Le recrutement, avec l'objectif de maintenir au moins 46% de femmes dans l'effectif global et 50% dans la catégorie cadre.
  - Les conditions de travail, avec l'étude de la faisabilité d'aménager trois postes de travail traditionnellement occupés par des hommes afin de les rendre plus accessibles à des femmes.
  - La rémunération effective, avec une vigilance en cas d'écarts non justifiés.
  - L'équilibre vie professionnelle-vie privée, avec le financement de 8 places de crèches inter-entreprises.
  - La formation, notamment pour les personnes rentrant de congé parental d'un an ou plus.

Résultats

Répartition des effectifs par genre et catégorie socio-professionnelle

	Hommes • Femmes		% des femmes dans chaque CSP
57	Membres du Directoire & Cadres dirigeants	28	33%
149	Cadres	150	50%
189	Agents de maîtrise	256	58%
851	Ouvriers et employés	443	34%
1246	TOTAL	877	41%

KPI

	2019	2020	2021	Cible 2025
Pourcentage de femmes dans l'effectif total	41%	41%	41%	50%

Bien que le pourcentage de femmes dans l'effectif total n'ai pas évolué par rapport à 2020, le pourcentage de femmes cadres dirigeants et cadres a augmenté (respectivement 33% à la place de 30% et 50% à la place de 47%).

En ce qui concerne la part de femmes ouvriers et employées, les efforts de recrutement, d'adaptation de l'ergonomie des postes et de l'organisation des postes se poursuivent afin d'attirer et de rendre accessible certains postes aux femmes.

Quant au Conseil d'Administration du Groupe, il est composé en 2021 de 9 membres, dont 4 femmes et 5 hommes.

FOCUS SUR GRASSE  
L'INDEX ÉGALITÉ HOMMES-FEMMES

A l'index d'égalité femmes-hommes, Robertet Grasse a obtenu en 2021 le score de 69/100 (vs 84/100 en 2020). C'est la 1ère fois que Robertet passe en-dessous du seuil des 75 points. Le siège a mis en place des mesures correctives et s'engage à poursuivre ses actions en la matière, en collaboration avec ses partenaires sociaux, pour améliorer cette note.

L'Index, sur 100 points, se calcule à partir de 5 critères :

- L'écart de rémunération femmes-hommes
- L'écart de répartition des augmentations individuelles
- L'écart de répartition des promotions
- Le nombre de salariées augmentées à leur retour de congé de maternité
- La parité parmi les 10 plus hautes rémunérations

04



DES SITES  
INDUSTRIELS  
RESPONSABLES

Le Groupe Robertet est une entreprise industrielle, dont le métier est de transformer et d'assembler des matières premières aromatiques.

L'ensemble des opérations, de la production à la distribution, génère des impacts environnementaux que Robertet s'engage à réduire, tout comme la consommation de ressources nécessaires à la fabrication de ses produits. Pour cela, Robertet déploie des actions de réduction concernant l'eau, l'énergie, les déchets et les rejets.

Conscient des enjeux mondiaux relatifs aux émissions de Gaz à Effet de Serre (GES) et des conséquences pour la population, Robertet porte une attention particulière à ses émissions en équivalent CO<sub>2</sub>.





4.1 LUTTER CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

Risque

- Défaut de maîtrise des consommations d'énergie et de fluides réfrigérants, et contribution au changement climatique
- Vulnérabilité et défaut d'anticipation, de résilience et d'initiatives des sites industrielles face aux événements climatiques extrêmes ou chroniques.

Politique

Conscient que la lutte contre le réchauffement climatique est un enjeu de société où les entreprises ont un rôle à jouer, le Groupe Robertet veille à réduire son empreinte environnementale, et notamment ses émissions de Gaz à Effet de Serre (GES). Par ailleurs, Robertet Grasse réalise son BEGES réglementaire (Bilan Emission de Gaz à Effet de Serre) tous les 4 ans par un prestataire certifié. Le dernier BEGES a été réalisé en 2019. Ce BEGES permet au siège d'identifier les postes significatifs d'émissions de GES et de mettre en place des mesures adaptées.

Objectifs

D'ici 2030, le Groupe souhaite :

- Réduire de 25% sa consommation d'énergie par rapport à 2020.
- Réduire de 60% ses émissions de Gaz à Effet de Serre entre 2020 et 2030 sur les scopes 1 et 2 par tonne de produit.
- Calculer et réduire ses émissions de Gaz à Effet de Serre sur le scope 3.

Objectifs bas carbone à moyen et long-terme

Afin de s'aligner avec l'accord de Paris pour le climat sur la lutte contre le changement climatique, Robertet a mis en place une stratégie bas carbone avec de nouveaux objectifs permettant de respecter la limite de la hausse des températures à moins de 2° Celsius :

- Réduire de 25% les émissions de Gaz à Effet de Serre entre 2020 et 2030 sur les scopes 1 et 2.
- Réduire de 42% les émissions de Gaz à Effet de Serre entre 2020 et 2040 sur les scopes 1 et 2.

Exposition au changement climatique des sites industriels

Afin de cibler les actions à prioritairement mettre en place au sein du Groupe, Robertet identifie les activités de l'entreprise les plus exposées aux risques climatiques.

Pour ce faire, Robertet utilise le WorldRiskIndex de Weltrisikobericht. Ce score indique le risque de catastrophe dû à des événements naturels extrêmes pour 181 pays du monde et prend en compte l'exposition et la vulnérabilité du pays. L'exposition couvre les menaces pour la population dues aux tremblements de terre, aux tempêtes, aux inondations, aux sécheresses et à l'élévation du niveau de la mer.

L'analyse des risques sur 2021 montre qu'aucun des sites industriels de Robertet est très fortement ou fortement menacé par le changement climatique :

- 6 sites industriels ont un risque moyen. Il s'agit de Robertet Colombie, Robertet Inde, Robertet Afrique du sud, Robertet Mexique et Robertet Chine.
- 11 sites industriels ont un risque faible ;
- 13 sites industriels ont un risque très faible.

SCOPES 1 ET 2

Le Groupe Robertet mesure ses émissions de gaz à effet de serre selon le Protocole GHG :

- Le scope 1 correspond aux émissions directes résultant de la combustion d'énergies telles que le gaz, le propane, le fioul, le charbon et le bois, de la combustion de carburant pour le parc automobile détenu par le Groupe, ou encore de la fuite de fluides réfrigérants.
- Le scope 2 comprend les émissions indirectes, liées à la consommation d'électricité.

Pour réduire les émissions de GES sur les scopes 1 et 2, le Groupe Robertet mène prioritairement des actions de réduction de sa consommation énergétique, en améliorant l'efficacité énergétique des installations et en augmentant le recours aux énergies renouvelables

Efficacité énergétique

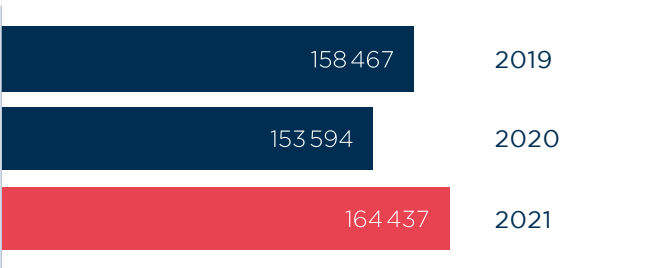
Actions mises en œuvre

Chaque année, de nombreux investissements sont réalisés pour réduire la consommation d'énergie des équipements et des bâtiments. En voici quelques exemples :

- En 2021, le remplacement des ampoules par des LED, système d'éclairage beaucoup moins énergivore s'est poursuivi au sein du Groupe.
- À Grasse, la rénovation de l'atelier turbo-distilloir en 2021 a permis de renouveler et de calorifuger un certain nombre d'appareils, limitant ainsi la déperdition de chaleur et donc permettant une réduction de la consommation de gaz.
- Toujours à Grasse, un variateur a été installé sur une tour aéro-réfrigérante, permettant d'adapter sa puissance en fonction du besoin.
- En Angleterre, les commandes manuelles des moteurs de mélangeurs ont été remplacées en 2021 par des commandes à vitesse variable avec minuterie.

Résultat et KPI

Consommation d'énergie (sources fixes) en MWh PCI



→ ÉVOLUTION 2020 - 21 : +7 %

→ OBJECTIF 2030 : -25 %

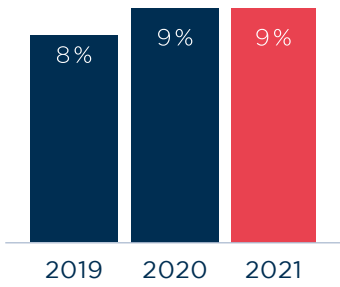
Énergie renouvelable

Actions mises en œuvre

- Augmentation de la part renouvelable dans les contrats d'électricité souscrits par le Groupe.
- Production d'électricité d'origine renouvelable sur site. Robertet USA a installé depuis plusieurs années des panneaux solaires sur ses bâtiments. Ceux-ci lui ont permis de générer 7% de sa consommation totale d'électricité en 2021.

Résultat

Part de la consommation totale d'électricité d'origine renouvelable

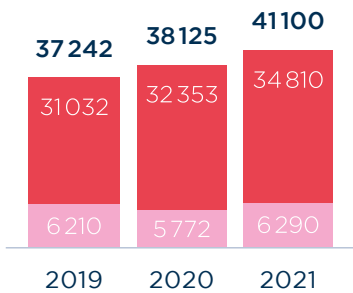


Émissions de GES sur les scopes 1 et 2

Les consommations énergétiques, les consommations de carburants des véhicules et les quantités de fluides frigorigènes rechargés sont converties en émissions CO<sub>2</sub> équivalents grâce aux facteurs d'émissions de la Base Carbone de l'ADEME.

Résultats et KPI

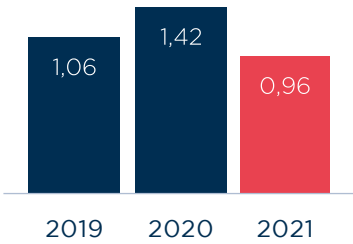
Émissions de CO<sub>2</sub>e sur les scopes 1 et 2 (tonnes CO<sub>2</sub>)



→ SCOPE 1  
→ SCOPE 2

- ÉVOLUTION 2020 - 21 : +8 %
- OBJECTIF 2030 : -25 %
- OBJECTIF 2040 : -42 %

Intensité CO<sub>2</sub>e (tonnes CO<sub>2</sub>e par tonne produite)



- ÉVOLUTION 2020 - 2021 : -32 %
- OBJECTIF 2030 : -60 %

L'année 2020, fortement marquée par la Covid, a vu l'intensité des émissions de GES de Robertet augmenter du fait d'un fonctionnement des équipements partiellement chargés (baisse de la production).

En 2021, Robertet a réduit de 32% ses émissions de CO<sub>2</sub>e par tonne de produit par rapport à 2020. Au-delà de la comparaison avec l'année 2020, qui est une année particulière, l'intensité des émissions de GES du Groupe Robertet a diminué (entre 2019 et 2021).



SCOPE 3

Le « scope 3 » correspond aux émissions amont, liées aux activités des fournisseurs et sous-traitants ; et aval, liées à l'utilisation des produits.

Robertet Grasse a réalisé un bilan carbone en 2012 afin d'évaluer la nature de ses émissions sur les scopes 1, 2 et 3 et de mieux cibler ses initiatives.

Bien que Robertet n'a à ce jour pas quantifié les émissions du scope 3 au niveau du Groupe, l'exercice réalisé au niveau du siège montre l'impact majeur des achats de matières premières et d'emballages (94,4% des émissions du scope 3) ; du transport amont et aval (2,5%) ; et des déplacements professionnels (1,4%).

Robertet a pour ambition, dans les années à venir, de calculer à l'échelle du Groupe ce scope 3 pour confirmer et préciser les postes significatifs d'émissions de GES sur la chaîne de valeur.

Actions mises en œuvre

Le Groupe concentre ses efforts de réduction des émissions de GES du scope 3 sur les achats de matières premières et sur le transport.

Réduire les émissions liées à l'achat de matières premières

L'insetting est au cœur de la démarche de réduction de Robertet. Le Groupe souhaite réduire ses émissions de CO<sub>2</sub> là où il les génère tout en contribuant à améliorer la résilience climatique et à participer au bien-être des communautés locales.

C'est pourquoi, depuis de nombreuses années, Robertet a spontanément investi dans des projets de réduction des émissions de carbone à l'intérieur de sa chaîne de valeur.

Ces projets consistent principalement à développer des pratiques agricoles plus durables et moins émettrices en CO<sub>2</sub> telles que le bio, à préserver et restaurer les forêts au sein des filières, ou encore à accompagner les fournisseurs dans le financement d'équipements de transformation moins énergivores.

Cette stratégie, dite d'« insetting », ou compensation carbone intégrée, se différencie de la compensation carbone classique (« offsetting » en anglais) où les projets sont généralement développés en dehors de la chaîne de valeur de l'entreprise.

Réduire les émissions liées au transport et déplacement

- Optimiser le transport des marchandises
  - La transformation sur place ou à proximité du lieu de production de la matière première est favorisée (expédition de quelques kilogrammes d'extraits concentrés à la place de volume important de biomasse à extraire).
  - En 2021, Bionov a internalisé la lyophilisation et le broyage de ses produits, ce qui a permis l'arrêt du transport pour ces étapes.
  - En 2021, Robertet Grasse a investi dans un compacteur de cartons permettant d'augmenter le tonnage de déchets transportés par le prestataire et de réduire la fréquence d'enlèvement.
  - Lorsque cela est possible et que les clients donnent leur accord, les expéditions sont groupées afin de minimiser les transports. La SAPAD déploie cette stratégie avec ses clients.
  - Au sein du Groupe les véhicules utilisés intra ou inter-sites sont remplacés au fur et à mesure par des véhicules électriques. En 2021, Robertet Bulgarie et Sirius ont entrepris cette action.

- Favoriser le covoiturage en entreprise



En 2021, Robertet Grasse a encore pu bénéficier du programme « Tous covoitureurs ! » lancé par le Ministère de la Transition écologique et solidaire en France. L'objectif est de développer le covoiturage en entreprise, afin de réduire les émissions de GES générées par les déplacements domicile-travail.

La mise à disposition de l'application Klaxit met en contact conducteurs et passagers du bassin grassois.





4.3 RÉDUIRE NOTRE CONSOMMATION D’EAU

Risque

Raréfaction et/ou baisse de la qualité de l'eau.

Politique

L'eau est un élément important des processus de fabrication du Groupe. Elle est utilisée dans les processus d'extraction de la matière première naturelle (comme élément solvant ou comme fluide réfrigérant). L'eau est aussi utilisée lors des opérations de lavage des équipements de production pour respecter les normes d'hygiène et de sécurité liées à la fabrication des arômes et des parfums.

Cependant l'augmentation constante de la population mondiale et l'utilisation excessive de l'eau accroît le stress hydrique dans le monde. Afin de contribuer positivement à la préservation des ressources en eau, le Groupe Robertet s'engage à réduire sa consommation en eau.

Objectif

D'ici 2030, le Groupe Robertet souhaite réduire de 20% sa consommation d'eau par tonne produite, par rapport au niveau de 2020.

Exposition au stress hydrique

Le Groupe réalise chaque année une analyse de risque des bassins versants dans lesquels ses sites industriels opèrent afin d'identifier les activités de l'entreprise les plus exposées au stress hydrique (lorsque la demande en eau dépasse les ressources disponibles).

Pour ce faire, Robertet utilise l'outil Aqueduct Water Risk Atlas du World Resources Institute (WRI) pour construire le tableau suivant :

Niveau d'exposition au stress hydrique	Nombre de sites concernés	% de la consommation d'eau du Groupe
Faible	10	20,7 %
Faible-moyen	10	50,9 %
Moyen-élevé	7	25 %
Élevé	1	3,1 %
Très élevé	2	0,3 %

Deux filiales du Groupe sont exposées au risque de stress hydrique: Robertet Inde (risque très élevé) et Robertet Chine (risque élevé). Ces deux filiales ont consommé 3,4% de la consommation totale du Groupe en 2021. Robertet suit avec attention l'évolution de la consommation d'eau de ces filiales ainsi que les actions locales mises en place.

Optimisation de la consommation d’eau

Pour réduire sa consommation d’eau, Robertet travaille selon deux axes :

- La mise en place de projets de réutilisation de l’eau par le biais notamment de la mise en place de circuit fermé.
- L’optimisation de la consommation d’eau via la mise en place de nouvel équipement plus performant, de systèmes automatisés, etc.

Actions mises en œuvre

- Récupération des eaux de pluie dans deux filiales : Robertet Brésil et Robertet Chine.
- Mise en place de systèmes en circuit fermé. En 2021, Robertet Bulgarie a installé deux tours aéro-réfrigérantes, permettant de passer en circuit fermé.
- Mise en place d’équipements en circuit fermé :
  - Aux USA, les collecteurs de poussière à voie humide en flux continu d'eau, dont l'objectif est de piéger les poussières dans l'eau, ont été remplacés par des collecteurs en circuit fermé. Ce changement d'équipement permettra d'économiser environ 1 893 m³ par an.

- À Grasse, des pompes en eau perdue ont été remplacées par des pompes à vide à anneau liquide.

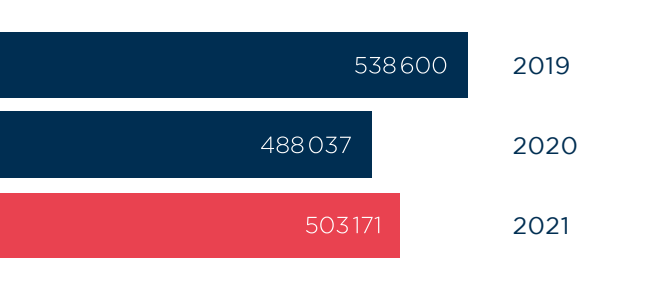
- Mise en place de matériel économiseur d’eau. À titre d'exemples :

- À Grasse, les réseaux d'eaux de refroidissement ont été révisés en 2021 suite à la détection de fuites. Plusieurs tronçons ont été remplacés par des tuyaux en inox, matériel plus performant et durable.

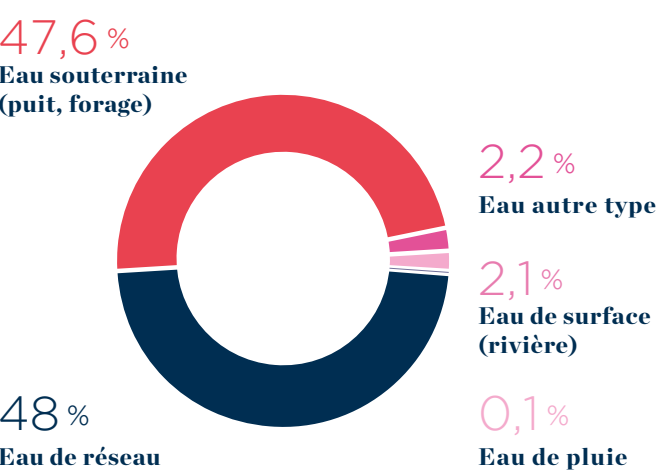
- En Afrique du sud, des réservoirs à eau ont été ajoutés à la chaudière afin de collecter les eaux de débordement et de les réinjecter dans le système.

Résultats

Consommation d’eau (m³)

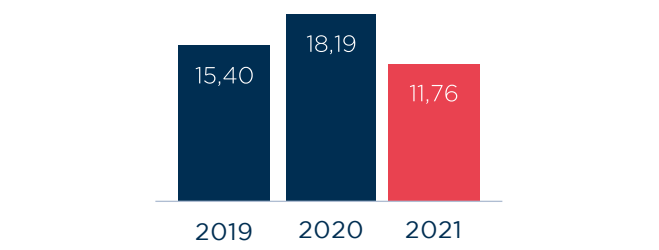


Typologie de l’eau consommée (%)



KPI

Consommation d’eau par tonne de produit (m³/tonne)



→ ÉVOLUTION 2020 - 21 : -35 %

→ OBJECTIF 2030 : -20 %

4.3. OPTIMISER LA GESTION DES DÉCHETS

Risque

Ne pas limiter les nuisances et les risques sanitaires ou environnementaux liés aux déchets.

Politique

Les activités de transformation du Groupe génèrent des déchets courants inhérents aux procédés de fabrication et de conditionnement. Il s'agit majoritairement de déchets non dangereux (DND), notamment des déchets végétaux (47% des DND).

Afin de lutter contre le gaspillage des ressources naturelles et de réduire les coûts liés au traitement de ces déchets, le Groupe Robertet s'engage à :

- 1 Limiter les quantités de déchets générés par ses activités
- 2 Donner une seconde vie aux déchets (up-cycling)
- 3 Augmenter la part de déchets recyclés et valorisés plutôt qu'éliminés.

Objectif

Le Groupe a pour objectif d'atteindre un taux de valorisation des déchets générés de 70% d'ici 2030 (valorisations matière et énergétique).

Actions mises en œuvre

Dans l'ensemble de ses filiales, le Groupe cherche des solutions pour réduire, réutiliser et recycler ses déchets.

Réduire

- Réduction de l'utilisation du plastique dans les emballages par la mise en place du cerclage des fûts, sans films plastiques à Robertet Grasse.
- Remplacement du plastique à usage unique par des verres de dégustation au sein de la division arômes.

Réutiliser (up-cycling)

- Identification et utilisation des sous-produits de notre production ayant un potentiel pour la fabrication de nouveaux produits → Voir le *Chapitre 5.2* .
- Réutilisation des solvants permettant de limiter la génération de déchets chimiques. Chaque solvant est attribué à une matière première naturelle, et celui-ci est réutilisé à chaque cycle de production de la matière première qui lui est associée.
- Réutilisation des palettes en bois lorsqu'elles sont en bon état.

Trier et valoriser

Le Groupe encourage en 1er lieu la valorisation matière (compostage, recyclage, méthanisation). Lorsque cela n'est pas possible le Groupe Robertet se tourne vers la valorisation énergétique des déchets (incinération avec récupération d'énergie, biogaz), et seulement en dernier recours vers l'élimination (incinération sans récupération d'énergie, mise en décharge).

Ainsi Robertet s'attache à augmenter chaque année la part de déchets valorisés en mettant différentes actions en place :

- Les déchets végétaux servent à la fabrication de compost normé dans de nombreuses filiales. Les déchets végétaux, comme ceux de Robertet USA, peuvent aussi être utilisés comme matière première dans l'industrie de l'alimentation animale.
- Le tri sélectif a été renforcé afin d'assurer le tri à la source et la valorisation des déchets papiers/cartons, métalliques, plastiques, verres et bois. En 2021, le tri des bio-déchets du restaurant d'entreprise de Grasse a été mis en place. Les déchets organiques (restes alimentaires et serviettes en papier) sont désormais compostés. L'argentine a, quant à elle, amélioré le tri du papier/carton avec l'installation de poubelles spécifiques.

- En 2021, lors de la rénovation de l'atelier turbo-distil-loir à Grasse, un convoyeur de drêches a été installé. Ce tapis roulant perforé permet désormais de séparer les jus du solide et d'en faciliter le traitement.

- Robertet Bulgarie a investi en 2021 dans une presse à pellets sans séchage. Cette technologie permet de broyer les déchets végétaux, de les compacter et de les sécher en même temps, pour produire des granulés de chauffage. Ces granulés pourront être vendus par la filiale.

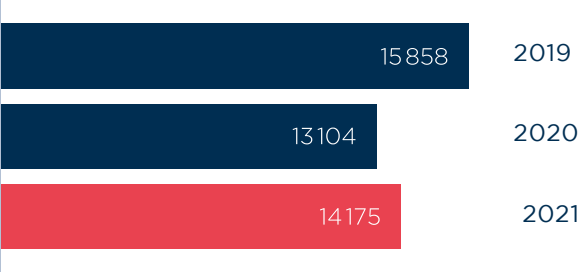
- Robertet est en veille continue sur de nouvelles solu-tions ou débouchés dans les filières de revalorisation et de recyclage. À Robertet Grasse par exemple, l'équipe HSE fait partie de la Commission déchet du syndicat PRODAROM dont l'objectif est le développement, en commun, de filières de valorisation des déchets dans la région, en particulier des déchets de drêches (végétaux) de parfumerie.

Résultats

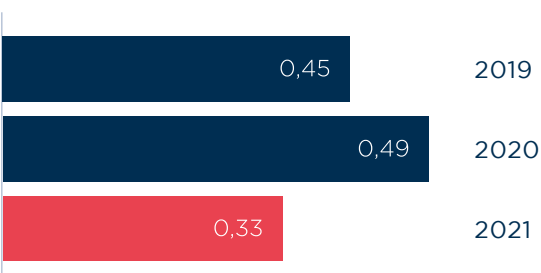
En 2021,

77 tonnes  
De déchets ont été réutilisés en interne

Quantité totale de déchets (tonnes)

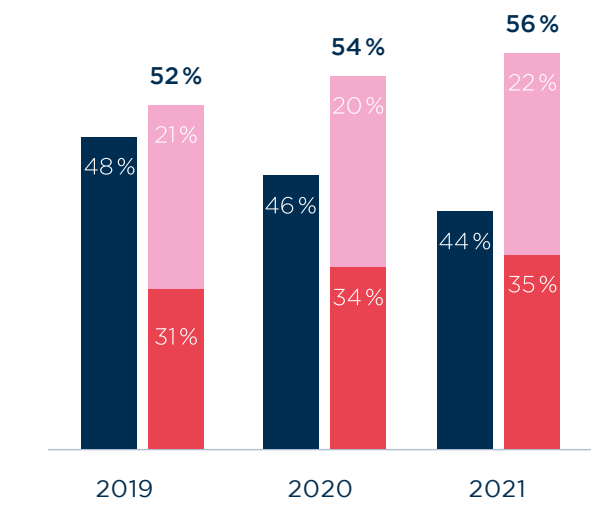


Quantité totale de déchets par tonne de produit (t/t)



KPI

Traitement des déchets (%)



→ VALORISATION ÉNERGÉTIQUE DES DÉCHETS

→ VALORISATION MATIÈRE DES DÉCHETS

→ ÉLIMINATION DES DÉCHETS

	2019	2020	2021	Cible 2030
Pourcentage total de déchets valorisés	52 %	54 %	56 %	70 %



4.4 RÉDUIRE LA POLLUTION

Risques

- Pollutions accidentelles (eaux de surface et souterraines, air, sol)
- Nuisances olfactives et sonores

Politique

Comme toute entreprise ayant une activité de production, Robertet est exposé à divers risques industriels pouvant impacter l’environnement et la sécurité : incendies, explosions, défaillance des installations ou défaillance humaine. Ces événements peuvent engendrer des pollutions accidentelles pouvant avoir de graves conséquences.

Par ailleurs, en tant qu’industrie du secteur des arômes et de la parfumerie, Robertet est amené à générer des nuisances olfactives et sonores dans le fonctionnement normal de son activité.

Le Groupe Robertet s’engage à tout mettre en œuvre pour réduire les risques de pollution (eaux de surface et souterraines, air, sols) ainsi que les nuisances (olfactives et sonores).

Objectif

Chaque année, le Groupe se fixe comme objectif de n’avoir aucune mise en demeure par toute instance environnementale concernant la pollution et les nuisances.

Réduire la pollution de l’air

La qualité de l’air peut être modifiée par des polluants d’origine industrielle. Certains polluants de l’air sont formés suite à des réactions physico-chimiques impliquant le dioxyde de soufre (SO<sub>2</sub>), les oxydes d’azote (NOx) ou les composés organiques volatils (COV). Il est important pour le Groupe de contrôler ces émissions, notamment les COV issus de l’utilisation de solvants dans les processus d’extraction et de synthèse.

Le Groupe concentre ses efforts sur le site de Grasse, où les émissions COV sont les plus significatives.

Actions mises en œuvre

Mesurer et déclarer les émissions

- La quantité de COV émis dans l’atmosphère est calculée annuellement par trois filiales:Robertet Grasse, Robertet USA et Robertet Chine. Robertet Grasse, dispose en plus d’un schéma de maîtrise des émissions de COV (SME) permettant d’identifier les sources d’émissions, de quantifier les rejets dans l’atmosphère et de mettre en place des dispositifs adaptés.

Réduire l’utilisation des solvants

- La standardisation des fabrications et la mise en place de modes opératoires permettent d’optimiser la consommation de solvant.
- La mise en œuvre de nouveaux procédés, comme l’extraction au CO<sub>2</sub> supercritique, permet de réduire voire de supprimer les solvants organiques volatils.

Réduire, capter et traiter les émissions de COV

- Le travail à froid est favorisé, pour limiter les émissions de COV à la source.
- Des systèmes permettent de capturer et traiter une partie des émissions de COV, comme des condenseurs ou des laveurs de gaz.

Résultats et KPI

En 2021, Robertet Grasse respecte le seuil maximal de 5% d’émissions de COV non captée par quantité de solvants utilisés dans l’année, avec en moyenne 3,13% sur le site Jean Maubert et 3,55% sur le site du Plan.

La méthodologie utilisée pour calculer les émissions diffuses de COV non captées a été déterminée par le syndicat National des Industries de la Parfumerie, Prodarom, et validée par la DREAL.

En 2021,



**mise en demeure par toute instance environnementale sur la pollution de l’air**

Prévenir la pollution des sols

L’activité industrielle de Robertet peut nécessiter le transport, le stockage, l’utilisation, la production et l’élimination de substances dangereuses pour l’environnement.

Pour éviter tout épandage accidentel de produits dangereux pour les sols et les eaux souterraines, le Groupe Robertet respecte des règles très strictes.

Actions mises en œuvre

- La pollution des sols est surveillée, notamment sur les sites de Robertet Grasse, classés Seveso Seuil Haut de par la réglementation française des ICPE (Installations Classées pour la Protection de l’Environnement). En 2021, une étude d’incidence a été menée. L’enjeu majeur de cette étude était de réaliser un diagnostic de la qualité des sols (sondages) afin de s’assurer qu’il n’y ait pas de pollution du sol ou de la nappe phréatique ; et de vérifier l’efficacité des mesures de rétention mises en place.
- Les sites industriels de Robertet disposent d’installations spécifiques, comme des systèmes de rétention et des réseaux de collecte, permettant d’éviter l’infiltration dans le sol lors de déversements accidentels.

L’étanchéité de ces installations est régulièrement vérifiée. Par exemple, Robertet Grasse met en œuvre un Plan de Modernisation de ses Installations Industrielles (PMII), qui est un programme de maintenance des équipements industriels comme les rétentions, les tuyauteries et cuves de stockage.

KPI

En 2021,



**mise en demeure par toute instance environnementale sur la pollution des sols**

Prévenir la pollution des eaux

Les effluents aqueux industriels, issus des procédés d’extraction et de transformation peuvent contenir des polluants. Afin de respecter les exigences règlementaires en vigueur dans les différents pays concernant la qualité des eaux rejetées, ces effluents peuvent être prétraités avant de rejoindre les réseaux d’assainissement locaux.

Le Groupe Robertet compte 5 filiales ayant fait construire sur leur site une station d’épuration pour traiter leurs effluents:Robertet Grasse, Robertet Brésil, Argentine, Chine et Inde.

Actions mises en œuvre

- Suivi et analyse régulière de la qualité des effluents : la DCO a minima (Demande Chimique en Oxygène)<sup>8</sup>, la DBO (Demande Biochimique en Oxygène) et les MES (Matières en suspension).
- Mise en place de diverses technologies notamment des processus physiques, chimiques et biologiques, adaptées aux caractéristiques des effluents pour améliorer la performance d’épuration des unités de traitement des effluents.

Résultat

**Qualité des effluents rejetés par les stations d’épuration interne du Groupe :**

	2020	2021
Quantité de DCO après traitement par tonne de produit (kg/tonne)	2,38	2,40

KPI

En 2021,



**mise en demeure par toute instance environnementale sur la pollution de l’eau**

<sup>8</sup> Les matières organiques consomment, en se dégradant, l’oxygène dissous dans l’eau. Elles peuvent donc être à l’origine, si elles sont trop abondantes, d’une consommation excessive d’oxygène, et provoquer l’asphyxie des organismes aquatiques. La DCO permet de suivre ce processus.



Des sites  
industriels  
responsables

Des produits  
naturels et  
innovants


Diminuer les nuisances olfactives


La fabrication de produits aromatiques sur les sites industriels de Robertet, peut ponctuellement générer des odeurs. Même si elles ne présentent pas de risque pour l'environnement ou la santé, Robertet a mis en place un certain nombre de mesures pour limiter la gêne susceptible d'être occasionnée aux collaborateurs comme aux riverains.

Actions mises en œuvre

- Des filtres anti-odeurs sont installés en sortie des systèmes de ventilation afin de réduire les nuisances olfactives pour le voisinage immédiat. En 2021, Robertet Chine a installé un filtre à charbon actif en sortie du système de ventilation.
- Robertet dialogue régulièrement avec les riverains ou les municipalités afin de faire remonter les problèmes rencontrés.

Résultat et KPI

En 2021,  
  
mise en demeure par toute instance environnementale sur les nuisances olfactives

En 2021,  
  
plainte des riverains pour nuisances olfactives


Diminuer les nuisances sonores


Le bruit engendré par les activités de Robertet ne constitue pas une nuisance majeure. Cependant, Robertet a mis en place un certain nombre de mesures pour limiter la gêne susceptible d'être occasionnée, pour les employés travaillant à proximité d'équipements bruyants, mais également pour les riverains habitant à proximité des usines.

Actions mises en œuvre

- Des EPI tels que des protections auditives faites sur mesure ou des casques anti-bruit sont fournis aux travailleurs exposés au bruit.
- Les équipements bruyants sont isolés phoniquement (silencieux sur les chaudières, capotage de pompes, etc) ou, dans la mesure du possible, éloignés des limites de propriété.
- Certains équipements, comme les chaudières, brûleurs ou pompes, ont été remplacés par des équipements plus modernes, et donc plus silencieux. D'autres ont été améliorés. C'est ainsi qu'en 2021, les canalisations se jetant dans le bassin de refroidissement de Robertet Grasse ont été rallongées afin de plonger directement dans l'eau et réduire le bruit du clapotis.
- Des mesures du niveau de bruit en limite de propriété sont réalisées, afin de contrôler les nuisances sonores auprès des riverains et d'agir en conséquence le cas échéant. Les sites de Robertet Grasse étant classés ICPE, ils sont soumis à une limite réglementaire de 60 décibels à 1 mètre des barrières des sites.

Résultat et KPI

En 2021,  
  
mise en demeure par toute instance environnementale sur les nuisances sonores

En 2021,  
  
plainte des riverains pour nuisances sonores

0.5



DES PRODUITS  
NATURELS ET  
INNOVANTS

Producteur mondial de matières premières naturelles, le Groupe Robertet cherche continuellement à innover et à explorer les bienfaits du vivant, afin d'offrir à ses clients des produits sûrs, plus naturels et plus respectueux de l'environnement. Le Groupe met en œuvre tout le talent de ses équipes pour tester, expérimenter et créer de nouveaux produits.





5.1 ASSURER LA QUALITÉ ET LA SÉCURITÉ DES PRODUITS

Risque

Défaillance de Robertet concernant la sécurité sanitaire de ses produits (dangerosité, allergènes, contaminants, etc.).

Politique

La sécurité sanitaire et la qualité des produits sont les principales attentes des clients de Robertet. Ces attentes sont d'autant plus fortes du fait des récentes crises sanitaires.

Le Groupe Robertet s'engage à proposer à ses clients et aux consommateurs des produits de qualité, présentant toutes les garanties en termes de sécurité et d'innocuité.

L'approche de qualité et de sécurité de Robertet couvre toute la chaine de logistique, de la réception des matières premières à la distribution des produits finis. Pour ce faire, les filiales du Groupe Robertet ont mis en place des Systèmes de Management de la Qualité (SMQ) et de la sécurité des produits (SMSDA). Ces systèmes décrivent les dispositions à prendre et les procédures à suivre, à tous les niveaux et aux différentes étapes de la production (réception, production, contrôle final avant expédition) pour assurer la qualité et la sécurité sanitaire des produits, selon les normes en vigueur.

Objectifs

Pour assurer la qualité et la sécurité des produits, le Groupe Robertet s'est fixé un double objectif à 2030 :

- Conserver un pourcentage de commande de produits livrés sans défaut à 99,7%, et si possible l'améliorer.
- L'ensemble des matières premières naturelles achetées n'apporteront que des traces maîtrisées de contaminant dans le produit de consommation.

Innocuité et substances impopulaires

La sécurité des produits est pour Robertet une priorité absolue. En ce sens, l'évaluation de la sécurité est au cœur du développement des nouveaux produits et un prérequis à la vente.

Actions et mises en œuvre

- En collaboration avec les associations IFRA-IOFI, Robertet participe à l'évaluation toxicologique des ingrédients utilisés, dans une logique d'anticipation de l'évolution de la réglementation. En tant qu'adhérent à l'IFRA-IOFI, Robertet s'engage à étiqueter ses produits selon la procédure de classification établie par ces deux organismes. Cette initiative va bien au-delà de ce que la réglementation impose.
- L'évaluation de la sécurité des produits repose sur celle de chaque ingrédient qui entre dans la composition du produit. A Robertet Grasse, une étude de risque est réalisée pour chaque matière première à usage alimentaire. Celle-ci prend en compte le risque chimique, microbiologique et le risque fournisseur. Dès lors qu'un couple matière première /fournisseur a un risque élevé, il est considéré comme critique et un plan de surveillance et de contrôle des contaminants est mis en place. Des analyses HACCP sur contaminant sont alors réalisées pour déterminer la conformité du couple vis-à-vis de bases des données de sécurité existantes ainsi que des études scientifiques. En 2021, des calculs supplémentaires de spécifications contaminant sur les matières premières naturelles ont été mis en place par Robertet de façon à respecter son objectif de traces maîtrisées en contaminant dans le produit de consommation. Ces nouvelles spécifications vont bien au-delà de la réglementation et s'appuient sur des normes déterminées. La méthodologie de ce nouveau système d'analyse a été validée en interne en 2021 et son déploiement se poursuit.

Résultat et KPI

En 2021,

44%

Des couples critiques ont été analysés du point de vue des contaminants, à Robertet Grasse

En 2021,

96%

Des couples critiques analysés du point de vue des contaminants étaient conformes vis-à-vis des nouvelles spécifications, à Robertet Grasse



Qualité et sécurité des produits

Actions et mises en œuvre

- Afin de s'assurer de la qualité et la sûreté de la matière première achetée, Robertet a mis en place un processus d'homologation des nouveaux fournisseurs et intègre la qualité des produits comme critère dans les processus d'achat.
- Des contrôles qualité (analytique et organoleptique) sont réalisés sur les matières premières réceptionnées afin de contrôler leur conformité et leur authenticité, notamment la naturalité des ingrédients aromatiques. Ces évaluations permettent de garantir l'authenticité des produits naturels, la transparence des filières et renforce la confiance des clients.
- La majorité des sites du Groupe fabriquant des arômes alimentaires suivent des normes de qualité reconnues à l'international et sont certifiées ISO 9001, FSSC 22000, SQFI ou Bonnes Pratiques de Fabrication selon les régions.

- Des revues de direction examinent régulièrement l'atteinte des objectifs courts termes et l'évolution des indicateurs de performance, notamment le nombre de réclamations et le délai moyen de traitement, afin de vérifier l'efficacité des processus et de piloter les actions nécessaires à l'amélioration continue de la qualité des produits et processus.
- Des audits internes et externes permettent d'analyser les performances du Groupe en termes de qualité et de sécurité. Ils contribuent à la satisfaction des clients ainsi qu'à l'amélioration de la qualité et la sécurité de nos services par la mise en place d'actions correctives.

Résultats

En 2021,

41%

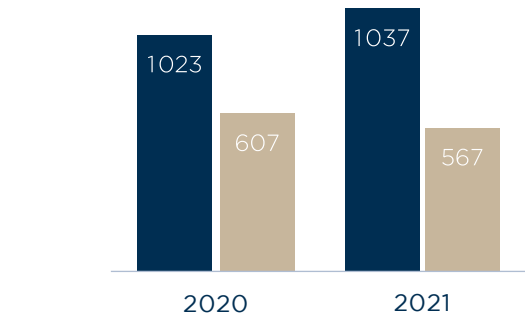
Des filiales sont certifiées ISO 9001

En 2021,

5

filiales sont certifiées FSSC 22 000

Nombre et types de réclamations :



→ NOMBRE TOTAL DE RÉCLAMATIONS

→ NOMBRE DE RÉCLAMATIONS JUSTIFIÉES<sup>9</sup>

KPI

	2020	2021	Cible 2030
Pourcentage de commandes de produits livrés sans défaut	99,76 %	99,77 %	>99,7 %

<sup>9</sup> Une réclamation est dite justifiée lorsqu'elle est de la responsabilité de Robertet.

5.2 DÉVELOPPER DES PRODUITS PLUS RESPONSABLES

Risque

- Défaut de mesures concernant l’impact des produits sur l’environnement et la santé.
- Modèle commercial non-aligné avec les attentes environnementales et sociétales des clients (bio, alimentation plus saine, produit à impact positif, etc.)

Politique

Les consommateurs prêtent davantage attention aux produits qu’ils achètent. Ils veulent avoir une consommation responsable, plus respectueuse de l’environnement et de la société.

C’est pourquoi le Groupe Robertet s’engage à développer des produits non seulement efficaces, mais aussi naturels et durables, avec une dimension sociétale et environnementale aussi bien sur le choix des matières premières que sur les processus de transformation utilisés pour fabriquer les produits.

Les équipes R&D du Groupe Robertet intègrent ces principes dès la conception des produits tout en cherchant à améliorer les bénéfices pour le consommateur.

Objectifs

Le Groupe Robertet s’est fixé 3 objectifs à horizon 2030 pour ses produits :

- Porter la part des matières premières achetées «facilement biodégradables» à 80%, en volume
- Porter la part des matières premières achetées renouvelables à 80%, en volume
- Évaluer 100% de nos nouveaux produits finis sous l’angle de la chimie verte

Up-cycling : réutiliser les déchets

L’utilisation plus efficace des ressources, et notamment la réutilisation des matières premières végétales, est l’un des grands axes de travail des équipes R&D. La plupart des déchets de Robertet constituent une réserve de matières premières pouvant être transformées en produits à plus haute valeur ajoutée.

La réutilisation de ces matières est intéressante pour une chimie verte mais permet aussi d’élargir la palette d’ingrédients pour les divisions.

Actions mises en œuvre

- La valorisation de déchets et/ou de co-produits est pleinement intégrée dans les processus d’innovation de Robertet, et permet le développement de produits à forte valeur ajoutée.
- L’offre Cyclescent™ lancée en 2021 illustre le savoir-faire de Robertet en matière d’upcycling au travers d’une gamme d’ingrédients naturels issus de la valorisation de déchets ou de co-produits, provenant de nos propres procédés d’extraction ou d’autres industries. En s’appuyant sur cette offre, les divisions arômes, H&B et parfumerie développent, elles aussi, des produits up-cyclés.

Résultats

- Un des premiers actifs cosmétiques issu du programme de valorisation des co-produits a été l’Ulti’Maté™. Robertet réutilise les feuilles de Yerba maté -Ilex paraguariensis- après une primo extraction pour la division Parfums, pour extraire les nombreuses molécules antioxydantes.

L’Ulti’Maté™ est un actif naturel issu de l’up-cycling qui aide la peau à lutter contre la pollution, en maintenant l’activité antioxydante de la peau malgré le stress cutané lié aux méfaits des polluants atmosphériques.

Pour démontrer les bénéfices santé ou beauté de cet actif 100 % naturel et issu du monde végétal, le Groupe a procédé à des essais cliniques et scientifiques approfondis.

Travailler sur la naturalité des produits

Convaincu depuis longtemps que les clients et consommateurs seront de plus en plus en quête de produits naturels et biologiques, Robertet a depuis 10 ans une stratégie de développement des solutions naturelles et certifiées biologiques.

Actions mises en œuvre

- La division Arômes de Robertet propose une gamme d’arômes dits « 95/5 », des arômes qui présentent 95% d’extrait naturel désigné dans leur composition, destinés en particulier aux denrées alimentaires biologiques. Ce positionnement a permis à Robertet d’anticiper l’entrée en vigueur en janvier 2022 du nouveau règlement Bio européen N° 2018/848.

Le premier changement apporté par cette réglementation intervient au niveau de la composition d’un produit alimentaire bio. Désormais, seuls les « arômes naturels de X » (Bio ou non Bio) sont autorisés dans une denrée alimentaire certifiée Bio.

Le deuxième point abordé par cette nouvelle réglementation concerne le pourcentage bio des ingrédients d’origine agricole. Désormais les arômes comptent ! Auparavant ils étaient « hors calcul ». Avec le nouveau règlement ils deviennent des « ingrédients d’origine agricole ». De ce fait, lorsqu’ils sont bio, ils contribuent au pourcentage d’ingrédients biologiques qui doit être de 95% minimum dans les denrées alimentaires.

Cette nouvelle réglementation ravit les équipes de Robertet qui ont développé au fil des années une expertise particulière dans ce domaine, tant au niveau du sourcing des matières premières, que de la création d’extraits adaptés, de la formulation et de l’accompagnement réglementaire.

- En 2021, la division Arômes de Robertet Grasse a développé une gamme d’arômes naturels typiques du Sud de la France « Les jardins de Robertet ». Cette gamme, directement inspirée des fruits des jardins des employés du service Création Arômes est un exemple de l’intégration du respect des saisons dans le processus de formulation et permet d’obtenir des profils aromatiques uniques à Robertet.

- Voici deux exemples d’extraits issus de la gamme d’ingrédients Cyclescent™ :

- Les extraits de bois de chêne Oakwood, mis au point à partir de copeaux résiduels de bois issus des activités de tonnellerie destinées à la fabrication des fûts de chêne pour l’élevage des vins et spiritueux. De ces sous-produits, Robertet développe des ingrédients aux facettes boisées, fumées, vanillées voire crémeuses selon la qualité.

- Les extraits de caroube ont été développés à partir des co-produits de l’industrie alimentaire. En effet, les graines de caroubes sont essentiellement transformées en farine, mais il en résulte des co-produits : l’enveloppe protectrice et la pulpe. Les notes chocolatées, fruitées et douces de ces co-produits ont inspiré les aromaticiens pour développer, en 2021, un arôme chocolat up-cyclé, sans cacao.

- Fier de son ancrage à Grasse, en Provence, berceau de la parfumerie, Robertet a développé une gamme d’ingrédients naturels « Mediterranean Heritage » originaires du pourtour méditerranéen, une région qui possède un patrimoine botanique exceptionnel. Dans une démarche durable, le co-produit généré lors de la fabrication de l’huile essentielle de bergamote est valorisée en interne depuis 2021 comme ingrédient actif pour des applications dans les aliments et boissons fonctionnels ainsi que dans les compléments alimentaires. De récentes études ont mis en avant ses propriétés cardiovasculaires et plus spécifiquement son bénéfice sur le contrôle des lipides sanguins.

Résultats

En 2021,

23

Nouveaux extraits naturels ont reçu une validation industrielle

En 2021,

78%

Des nouveaux extraits naturels ayant reçu une validation industrielle sont durables.<sup>10</sup>

<sup>10</sup> Soit 18 nouveaux extraits naturels durables : 2 issus de procédés verts, 4 issus de l’up-cycling et 12 extraits naturels bio.



Développer des procédés plus verts

Le Groupe souhaite réduire son utilisation de solvants polluants et/ou toxiques pour l'environnement et pour l'Homme. Les équipes R&D sont toujours à la recherche d'alternatives aux solvants classiques d'origine fossile, en particulier à l'hexane.

Actions mises en œuvre

- Le Groupe a développé et/ou utilise différentes technologies :
- L'extraction au CO<sub>2</sub> supercritique est un exemple de procédé propre utilisé par Robertet. Le CO<sub>2</sub> est neutre, non toxique, ne génère pas de déchets polluants et conserve la qualité des produits. Le Groupe a breveté un procédé d'extraction de fleurs fraîches (rose, jasmin, oranger, tubéreuse) par le CO<sub>2</sub> à l'état supercritique.
- L'extraction au CO<sub>2</sub> supercritique a permis aux aromaticiens et aux parfumeurs d'élargir leurs palettes d'ingrédients. Par exemple, la division arômes a développé une large gamme d'arômes issus du CO<sub>2</sub> supercritique comme des variétés de baies, le gingembre ou encore le café.
- D'autres recherches se focalisent sur l'utilisation de solvants plus durables que ceux qui sont traditionnellement utilisés par le Groupe et par l'industrie, comme le diméthylcarbonate ou l'isohexane, plus respectueux de l'environnement et des opérateurs. En 2021, l'hexane a été remplacé par le diméthylcarbonate dans la fabrication d'un résinoïde de bois de Cyprès up-cyclé. Cet extrait est obtenu à partir de copeaux de coupe de bois.

- Le Groupe ne souhaite pas seulement réduire l'utilisation des solvants polluants mais essaie aussi de développer des procédés qui en sont exempts :
- Robertet propose depuis 2020 un extrait de mélisse obtenu par pressage et filtration des feuilles fraîches. Ainsi aucun solvant organique n'est ajouté lors de ce procédé, breveté par Robertet.
- Robertet a unis son expertise à celle de Fleur de Vie pour lancer en 2021 Spiruline Safe®, une spiruline produite selon des normes de qualité strictes pour répondre aux exigences des industries agro-alimentaires, nutraceutiques et cosmétiques.
- Le process de production repose sur les principes de développement durable. Spiruline Safe® est cultivée dans des photobioréacteurs grâce à un process vert qui valorise la chaleur résiduelle des sites industriels voisins et une gestion efficace de l'eau et de la lumière. Ce procédé permet par ailleurs de capter des émissions de gaz à effet de serre.
- Le Groupe réalise également des productions par des biotechnologies qui peuvent permettre de répondre à la fois aux principes de la chimie verte, et à la nécessité d'optimiser l'utilisation de ressources naturelles.



S'assurer de la biodégradabilité des ingrédients

La biodégradabilité d'une substance organique est sa capacité à être dégradée par un processus biologique en molécules simples et plus petites (par exemple, gaz carbonique, eau, sels minéraux) et à être assimilée dans l'environnement.

La biodégradabilité des produits est étroitement suivie par le Groupe puisque c'est un des paramètres majeurs permettant d'évaluer l'impact d'une substance sur l'environnement.

La base de données du Groupe attribue à chaque substance un statut de biodégradabilité :

- Facilement biodégradable, lorsque la substance répond favorablement aux critères de l'OCDE de la série 301 et 310 à savoir 60% minimum de biodégradation en 28 jours. Cette valeur limite doit être atteinte dans un intervalle de 10 jours au cours de la période des 28 jours de l'essai, sauf pour les substances naturelles complexes pour lesquelles l'intervalle des 10 jours n'est pas requis.
- Biodégradabilité inhérente ou intrinsèque, lorsque la substance n'atteint pas 60% minimum de biodégradation en 28 jours mais les atteint sur un intervalle de temps plus long ou encore si la substance répond favorablement aux critères de classification de dégradation inhérente fixés par les référentiels OCDE de la série 302.
- Non biodégradable, lorsque la substance est classée comme non facilement biodégradable au cours d'une étude de biodégradabilité facile et pour laquelle la biodégradabilité inhérente ne peut pas non plus être établie.

Lorsque les études de biodégradabilité ne sont pas disponibles sur les extraits naturels, l'approche par décomposition est utilisée, les extraits naturels sont alors regardés au travers de leurs composants, qui sont évalués dans la mesure du possible selon l'approche décrite ci-dessus. L'hypothèse est que si les constituants pertinents d'un extrait naturel sont facilement biodégradables, l'extrait naturel lui-même peut être considéré comme facilement biodégradable conformément aux directives de l'EFEQ/IFRA sur l'évaluation environnementale des substances naturelles complexes (NCS).

<sup>11</sup> Le reste des matières premières sont non renouvelables ou leur caractère renouvelable n'a pas encore été mesuré par Robertet.

Sur cette base sont considérés comme «facilement biodégradables», tous les extraits naturels constitués de 60% et plus de substances reconnues comme «facilement biodégradables».

KPI

	2020	2021	Cible 2030
Pourcentage de matières premières achetées "facilement biodégradable" en volume	52 %	43 %	80 %

Utiliser des ressources renouvelables

Les ressources renouvelables sont caractérisées par le fait que leurs stocks peuvent se reconstituer sur une période courte à l'échelle humaine, et au moins aussi vite qu'elles sont consommées.

Robertet développe depuis 2015 une base de données issue d'analyses au carbone 14 permettant de statuer le caractère renouvelable de chaque matière première en s'inspirant des critères de la norme ISO 16128.

Actions mises en œuvre

- Augmentation la part d'ingrédients renouvelables dans les compositions
- Utilisation de solvants renouvelables

KPI

	2020	2021	Cible 2030
Pourcentage de matières premières achetées renouvelables, en volume	51 %	63 % <sup>11</sup>	80 %

## Agir pour la santé et le bien-être des consommateurs

Les consommateurs veulent avoir l'air bien et se sentir bien, et recherchent des produits responsables qui favorisent la santé, le bien-être et la beauté.

En ce sens, le Groupe Robertet développe des produits qui ont, non seulement un impact moindre sur l'environnement, mais qui bénéficient aussi à la société.

Le développement durable est pris en compte dans les stratégies de chacune de nos divisions.

### Des produits allégés en sel, sucre et lipide

Sur le plan nutritionnel, les consommateurs recherchent des produits plus sains. Robertet accompagne ses clients de l'industrie agroalimentaire dans le développement de solutions, issues du naturel lorsque c'est possible, permettant de réduire la teneur en sucre, sel ou lipides de leurs produits.

Toutes les recettes d'application ont été repensées de façon à ce que le goût des arômes permette une stimulation plus performante de l'émotion pour pallier la diminution de sucre ou sel dans le produit fini, afin de conserver l'aspect plaisir.

C'est ainsi que Robertet a développé une gamme d'arômes tels que les arôme de yacon, de sirop d'agave ou de sucre de coco qui déclenchent l'émotion du plaisir lié au sucré sans contenir de sucre. Un autre exemple est celui de l'arôme naturel beurre frais, qui, appliqué dans une viennoiserie dont la teneur en beurre a été volontairement réduite, assure le même plaisir gustatif.

### Des régimes alimentaires davantage basés sur les protéines végétales

Le Groupe Robertet est convaincu que le passage à un régime alimentaire davantage basé sur les protéines végétales est bénéfique pour la santé et l'environnement.

En ce sens, le Groupe Robertet a élargi la palette gustative des aromaticiens afin de proposer aux clients des solutions pratiques et savoureuses à base de plantes, et plus particulièrement de protéines végétales.

En 2021, Robertet a développé une offre Vegan avec un focus sur la charcuterie vegan et les « faux-mages », des fromages vegans ayant des bases végétales aromatisées.



## Des produits fonctionnels adaptés aux différents besoins

Le Groupe Robertet a mis en place en 2020 un département Nutrafood, à la convergence des divisions Arômes et H&B, ayant pour but de développer des produits nutritionnellement bénéfiques, visant à améliorer la santé et le bien-être en général. Le programme d'innovation nutritionnelle repose notamment sur des actifs naturels, issus des plantes.

Le Groupe Robertet a ainsi développé Shot beauty™, un produit contenant le principe actif, Lipowheat™, qui peut être incorporé dans une boisson ou un yaourt fonctionnel. Tout en apportant un goût fruité au produit, il permet d'hydrater la peau.

Robertet et Klersun, partenaires stratégiques mondiaux dans l'extraction, la formulation et la vente d'huile de chanvre, travaillent ensemble afin de développer la culture et le traitement d'extraits d'huile de chanvre. La combinaison de la capacité de Klersun en matière de culture, d'extraction et de science du chanvre, et du leadership et de l'expertise du marché des ingrédients naturels de Robertet permet de nombreuses synergies pour proposer aux clients des secteurs de l'alimentation, des boissons, de la nutrition, des compléments alimentaires, des cosmétiques et de la pharmacie, des solutions de CBD et d'extraits de chanvre pour leurs produits de grande consommation.

En 2021, le département Nutrafood a ainsi mis au point une émulsion de CBD pour une application dans des boissons fonctionnelles.

Le développement de produits fonctionnels n'est pas spécifique à la division Arômes mais concerne aussi la division Parfums. Le Groupe alloue une partie de ses efforts de R&D à l'aromacosmétique : il s'agit de créer des parfums à valeur ajoutée, avec des bénéfices en matière de bien-être ou de beauté. Le programme aromacosmétique de Robertet a déjà étudié l'efficacité de centaines de matières premières naturelles utilisées dans la création en parfumerie au travers de sa gamme d'ActiScent™.

Dernier né de l'aromacosmétique en 2021, l'ActiScent™ Maskné réduit les imperfections de la peau du visage tout en prévenant les irritations liées au port du masque. Ce parfum, grâce à une combinaison d'extraits de lemongrass et de santal amyris, dont l'efficacité a été testée, possède une double action : anti-acné et apaisante.

## FOCUS

### SPIRULINE SAFE®

En 2021, Robertet et la société Fleur de vie ont lancé Spiruline Safe®. Au-delà de la faible empreinte écologique de l'ingrédient, Spiruline Safe® est avant tout une spiruline premium made in France, produite grâce à un process totalement innovant permettant de garantir une traçabilité totale dans un environnement de sécurité alimentaire certifiée.

Robertet en tant que leader des ingrédients naturels apporte son expertise sur toute la chaîne et investit de manière substantielle mais non majoritaire dans le capital de Fleur de Vie pour d'une part participer activement à l'expansion de cette spiruline qualitative-ment unique, d'autre part travailler sur des combinaisons potentielles avec d'autres actifs et développer des solutions pour le domaine des compléments alimentaires et de l'alimentation fonctionnelle.

Spiruline Safe® est riche en phycocyanine mais également en protéines, vitamines et minéraux. De nombreux travaux de recherches ont mis en exergue ses bénéfices santé (énergie et vitalité, immunité, santé cardiovasculaire) mais également beauté (anti-âge, hydratation de la peau, beauté des cheveux).



06



## INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

6.1 Dialogue avec les parties prenantes

6.2 Index du contenu des normes GRI

6.3 Indicateurs de performance sur l'environnement

6.4 Indicateurs de performance sur les achats

6.5 Indicateurs de performance sur le social

6.6 Informations consolidées conformément à l'article 8 du règlement taxonomie

6.7 Vérification externe

6.1 DIALOGUE AVEC LES PARTIES PRENANTES

Les parties prenantes d'une entreprise sont des individus ou des groupes d'individus susceptibles d'affecter ou d'être affectés, directement ou indirectement, par les activités de l'entreprise.

Chaque année, le Groupe Robertet prend en considération dans l'exercice de ses activités, les attentes et intérêts raisonnables de ses parties prenantes.

L'identification des parties prenantes et de leurs attentes permet de s'assurer de leur bonne prise en compte dans les enjeux RSE et la démarche RSE du Groupe.

Robertet a procédé à la cartographie de ses parties prenantes (→ Voir *page 15*), et a listé dans le tableau ci-dessous leurs principales attentes, les modalités de dialogues ainsi que les réponses apportées.

Parties prenantes	Leurs attentes	Leurs impacts sur Robertet	Modalités d'information et de dialogue	Réponses apportées par le Groupe
Collaborateurs	<ul style="list-style-type: none"><li>• Santé et sécurité au travail</li><li>• Conditions de travail</li><li>• Formation professionnelle et employabilité</li><li>• Juste rémunération et partage de la valeur</li><li>• Egalité des chances et des traitements</li><li>• Protection des données personnelles</li><li>• Information accessible et communication claire</li><li>• Compréhension du projet d'entreprise et de la stratégie</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Sur la qualité du travail et du produit</li><li>• Sur le service aux clients</li><li>• Sur la réputation de l'entreprise</li><li>• Sur le climat social</li><li>• Sur l'implication au travail et dans la vie de l'entreprise</li><li>• Sur l'absentéisme et le taux de turn-over</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Information et communication via des mails, l'intranet, les managers, le discours annuel du directeur</li><li>• Consultation via des boîtes à idées</li><li>• Médiation pour la résolution de conflits internes (exemple : lors d'alertes éthiques).</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Systèmes de management de la santé et sécurité</li><li>• Commission Santé, Sécurité et Conditions de travail</li><li>• Entretiens professionnels</li><li>• Formations et apprentissage</li><li>• Accords collectifs et conventions</li><li>• Intéressement et participation</li><li>• Système d'alerte éthique (discrimination, harcèlement, corruption)</li><li>• Programme de diligence raisonnable sur la sécurité de l'information et procédure d'alerte</li><li>• Communication de la stratégie par la Direction</li></ul>
Clients	<ul style="list-style-type: none"><li>• Respect des exigences (délai / qualité / sécurité)</li><li>• Rapport qualité/prix des produits</li><li>• Pérennité des approvisionnement</li><li>• Traçabilité des matières premières</li><li>• Respect des droits de l'Homme et des normes international du travail au sein de notre chaine d'approvisionnement</li><li>• Information claire et honnête sur les produits: besoin de transparence</li><li>• Produits respectueux de l'environnement et des Hommes</li><li>• Loyauté des pratiques</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Economique</li><li>• Sur la réputation</li><li>• Sur la notoriété</li><li>• Sur la confiance</li><li>• Sur les innovations</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Information et communication sur nos produits et notre performance RSE via le site internet, les réseaux sociaux, la publication du rapport RSE, le partage de nos scores Sedex, Ecovadis, et CDP</li><li>• Consultation des clients sur leurs besoins via des réunions d'échange avec nos commerciaux</li><li>• Négociations commerciales</li><li>• Coopération pour la mise en place de projets ou partenariats spécifiques</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Traitement des réclamations et des questionnaires spécifiques par le Service Qualité</li><li>• Plan d'actions suite aux audits clients réguliers</li><li>• Politiques Qualité et Sécurité des aliments</li><li>• Certification des systèmes de management</li><li>• Visite des sites industriels de Robertet et de ses filières par les clients</li><li>• Politique achat responsable</li><li>• Audit et certifications RSE de nos filières</li><li>• Mise en place de projets de développement commun</li><li>• Code de conduite Robertet</li><li>• Innovation</li></ul>

Parties prenantes	Leurs attentes	Leurs impacts sur Robertet	Modalités d'information et de dialogue	Réponses apportées par le Groupe
Fournisseurs	<ul style="list-style-type: none"><li>• Cahier des charges clair et précis</li><li>• Pérennité de la relation commerciale</li><li>• Respect des tarifications</li><li>• Respect des délais de paiement</li><li>• Accompagnement dans l'amélioration des pratiques RSE</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Economique</li><li>• Sur la qualité, la sécurité et la sûreté alimentaire de nos produits</li><li>• Sur la continuité des activités</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Information et communication de la performance du fournisseurs ou prestataires via un bilan annuel</li><li>• Consultation des fournisseurs pour le recueil d'informations RSE</li><li>• Négociations commerciales</li><li>• Coopération pour la mise en place de projets ou partenariats spécifiques</li><li>• Cogestion lorsque le fournisseur devient une joint-venture ou une filiale du Groupe.</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Politique achats responsables</li><li>• Partenariats long-terme</li><li>• Accompagnement technique et financier</li><li>• Evaluation et audit des fournisseurs</li></ul>
Actionnaires, investisseurs, banques, agences de notation financière	<ul style="list-style-type: none"><li>• Croissance pérenne de l'entreprise et des dividendes.</li><li>• Durabilité de la performance de Robertet</li><li>• Information sur la gouvernance et la gestion des risques</li><li>• Information sur les résultats, l'évolution des indicateurs RSE ainsi que les actions mises en place</li><li>• Loyauté des pratiques</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Sur les apports de capitaux</li><li>• Sur le soutien au développement</li><li>• Sur la réputation</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Information et communication via la participation régulière à des réunions investisseurs, et la publication sur le site internet de communiqués, et du rapport financier et extra- financier</li><li>• Consultations et échanges d'information</li><li>• Négociations financières</li><li>• Codécision et cogestion via les assemblées générales des actionnaires au siège</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Amélioration de la performance financière et extra-financière du Groupe</li><li>• Stabilité et indépendance de l'actionnariat</li><li>• Exemplarité sur la gestion de l'entreprise</li><li>• Indice Euronext</li><li>• Code Middenext</li><li>• Code anti-corruption</li></ul>
Représentants du personnel et syndicat	<ul style="list-style-type: none"><li>• Reconnaissance</li><li>• Respect des réglementations et du droit social</li><li>• Information, consultation et dialogue</li><li>• Moyens pour exercer leurs attributions</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Sur le climat social</li><li>• Sur la réputation de l'entreprise</li><li>• Sur l'amélioration des conditions de travail et de la qualité de vie au travail</li><li>• Sur la garantie des intérêts des collaborateurs</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Information et communication via des mails ou l'intranet.</li><li>• Consultation via des réunions spécifiques</li><li>• Négociation collective</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Respect des dispositifs légaux de représentation du personnel</li><li>• Mise à disposition des moyens nécessaires</li><li>• Accords collectifs</li></ul>
Administration et pouvoirs publics	<ul style="list-style-type: none"><li>• Respect de la réglementation et des exigences</li><li>• Transparence de l'information</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Sur les pratiques de l'entreprise</li><li>• Sur les autorisations d'exploiter</li><li>• Sur les attributions de subventions</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Communication de documents réglementaires</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Respect de la réglementation applicable (financière, environnement, sécurité, exigence produit, religieuse, etc)</li><li>• Contrôles réguliers par les administrations publiques fiscales, environnementales et sociales.</li><li>• Participations à des conférences, groupes de travail</li><li>• Réponses aux sollicitations spécifiques</li></ul>



Parties prenantes	Leurs attentes	Leurs impacts sur Robertet	Modalités d’information et de dialogue	Réponses apportées par le Groupe
Associations ou organisations professionnelles et concurrents	<ul style="list-style-type: none"><li>Contribuer collectivement au développement de la profession</li><li>Partage de connaissances</li><li>Concurrence loyale</li><li>Respect de la propriété intellectuelle</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>Sur l’émulation commerciale, marketing, R&amp;D</li><li>Sur la représentation collective des intérêts du secteur</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>Information et communication via des réunions annuelles</li><li>Concertation sur différents sujets</li><li>Coopération pour la mise en place de projets</li><li>Codécision et cogestion de certaines organisations professionnelles</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>Présence dans les conseils d’administration de plusieurs fédérations et associations professionnelles</li><li>Participation à des initiatives collectives</li><li>Animation de projet sur expertise</li><li>Signature de la charte de développement durable de l’IFRA-IOFI</li><li>Veille concurrentielle</li></ul>
Collectivités et riverains	<ul style="list-style-type: none"><li>Dynamisme du tissu économique, création de richesses et d’emplois</li><li>Prévention de la pollution</li><li>Prévention des risques industriels</li><li>Réduction des nuisances olfactives et sonores</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>Sur les pratiques de l’entreprise</li><li>Sur la réputation</li><li>Sur la notoriété</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>Information et communication via le site internet Robertet</li><li>Consultation et coopération sur des sujets spécifiques</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>Mécénat</li><li>Politique environnementale</li><li>Politique de prévention des accidents majeurs</li><li>Mesures d’atténuation des nuisances</li></ul>
Communautés locales, ONG et associations	<ul style="list-style-type: none"><li>Amélioration continue des pratiques de l’entreprise</li><li>Investissement ou mécénat</li><li>Création d’emploi</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>Sur la réputation</li><li>Sur la notoriété</li><li>Sur la confiance</li><li>Sur les pratiques de l’entreprise</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>Information et communication via le site internet Robertet</li><li>Consultation d’ONG (notamment l’UEBT) ou d’associations</li><li>Recueil des attentes des communautés locales</li><li>Coopération ou codécision pour la mise en place de projet commun.</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>Mise en place de partenariat ou de mécénat</li><li>Respect de notre code de conduite et de notre charte éthique</li><li>Création de l’ONG BNSCARE</li></ul>
Prestataires de services (dont agences d’intérimaires) et sous-traitants	<ul style="list-style-type: none"><li>Informations précises, claires et fiables sur les missions à réaliser</li><li>Facilité dans la relation client</li><li>Pérennité de la relation commerciale</li><li>Respect des tarifications</li><li>Respect des délais de paiement</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>Travailleurs habilités et/ou expérimentés</li><li>Sur la continuité des activités</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>Information et communication via la diffusion d’offres d’emploi ou de missions</li><li>Coopération technique</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>Etablissement de contrats</li><li>Chartes</li></ul>
Organismes de formation et écoles	<ul style="list-style-type: none"><li>Partenariats et débouchés professionnels pour les étudiants et apprentis</li><li>Partage des savoir- faire et compétences</li><li>Financement de travaux de recherche</li><li>Financement de formation ou d’apprentissage</li><li>Cahiers des charges clairs</li><li>Respect des délais de paiement</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>Formation de jeunes, d’adultes, de salariés</li><li>Apport de nouvelles formations et pratiques</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>Information et communication via l’espace carrière du site internet Robertet et la diffusion d’offres de stages ou d’emploi</li><li>Consultation d’organismes de formation</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>Cours ponctuels dispensés par les salariés de Robertet au sein des écoles</li><li>Accueil de stagiaires et d’alternants</li><li>Mise en place de thèses</li><li>Partenariats long- terme</li></ul>
Média	<ul style="list-style-type: none"><li>Informations claires, fiables et pertinentes</li><li>Disponibilité des interlocuteurs</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>Sur la réputation</li><li>Sur la notoriété</li><li>Sur la confiance</li><li>Economique</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>Information et communication via le site internet de Robertet, les réseaux sociaux ou des communiqués de presse</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>Publications sur les réseaux sociaux</li><li>Réponses à des sollicitations spécifiques et interviews</li></ul>

6.2 INDEX DU CONTENU DES NORMES GRI

Le Groupe Robertet prépare son rapport RSE en conformité avec les normes GRI, option de conformité essentielle. La Global Reporting Initiative, ou GRI, est une ONG qui a établi des principes de reporting et un référentiel d'indicateurs permettant de mesurer la performance RSE des entreprises.

Le Groupe Robertet a choisi de s'aligner aux normes du GRI pour plus de transparence, pour garantir la qualité des informations du rapport RSE et pour comparer sa performance RSE aux autres entreprises alignées aux normes GRI. Robertet a utilisé pour ce rapport les normes GRI mises à jour en 2020.

Thèmes	Numéro standard	Titre de l'information	Pages
GRI 102-ÉLÉMENTS GÉNÉRAUX D'INFORMATION			
Eléments généraux 2016	102-1	Nom de l'organisation	6
	102-2	Activités, marques, produits et services	10-13
	102-3	Lieu géographique du siège	6-7
	102-4	Lieu géographique des sites d'activités	6
	102-5	Capital et forme juridique	6-13
	102-6	Marchés desservis	12-13
	102-7	Taille de l'organisation	11
	102-8	Informations concernant les employés et les autres travailleurs	46
	102-9	Chaîne d'approvisionnement	33-40
	102-10	Modifications de l'organisation et de sa chaîne d'approvisionnement	6-7, 38-39
	102-11	Principe de précaution ou approche préventive	68-70
	102-12	Initiatives externes	24
	102-13	Adhésion à des associations	24
	102-14	Déclaration du décideur le plus haut placé	5
	102-15	Principaux impacts, risques et opportunités	16-18
	102-16	Valeurs, principes, normes et règles de conduite	28
	102-18	Structure de gouvernance	23, 31
	102-20	Responsabilité de la direction en lien avec les enjeux économiques, environnementaux et sociaux	23
	102-21	Consultation des parties prenantes au sujet des enjeux économiques, environnementaux et sociaux	19
	102-40	Liste des groupes de parties prenantes	15, 82-84
	102-41	Accords de négociation collective	52
	102-42	Identification et sélection des parties prenantes	15
	102-43	Approche de l'implication des parties prenantes	82-84
	102-44	Enjeux et préoccupations majeurs soulevés	19, 82-84
	102-45	Entités incluses dans les états financiers consolidés	6-7
	102-46	Définition du contenu du rapport et des périmètres de l'enjeu	6-7
	102-47	Liste des enjeux pertinents	16-18
	102-48	Réaffirmation des informations	6-7
	102-49	Modifications relatives au reporting	6-7
	102-50	Période de reporting	6-7
	102-51	Date du rapport le plus récent	6
	102-52	Cycle de reporting	6
	102-53	Point de contact pour les questions relatives au rapport	111
	102-54	Déclaration de reporting en conformité avec les normes GRI	85
	102-55	Index de contenu GRI	85-88
	102-56	Vérification externe	105-109

Thèmes	Numéro standard	Titre de l'information	Pages
GRI 102-ÉLÉMENTS GÉNÉRAUX D'INFORMATION			
Approche managériale 2016	103-1	Pertinence de l'enjeu et périmètre	16-18
	103-2	Description de l'approche managériale	22, 26
	103-3	Évaluation de l'approche managériale	22, 26
GRI 200 - ÉCONOMIE			
Performance économique 2016	201-1	Valeur économique directe générée et distribuée	13
	201-2	Implications financières et autres risques et opportunités dus au changement climatique	16-18, 60-63
Anti-corruption 2016	103-1	Pertinence de l'enjeu et périmètre	16-18
	103-2	Description de l'approche managériale	31
	103-3	Évaluation de l'approche managériale	31
	205-1	Activités évaluées en termes de risque lié à la corruption	31
	205-2	Communication/formation sur politiques/procédures anti- corruption	31
	205-3	Cas avérés de corruption et mesures prises	31
Fiscalité 2019	207-1	Approche de la politique fiscale	32
	207-2	Gouvernance fiscale, contrôle et gestion des risques	32
GRI 300 - ENVIRONNEMENT			
Matières 2016	103-1	Pertinence de l'enjeu et périmètre	16-18
	103-2	Description de l'approche managériale	74, 76
	103-3	Évaluation de l'approche managériale	76
	301-1	Matières utilisées par poids ou par volume	92
	301-2	Matières recyclées utilisées	91
Énergie 2016	103-1	Pertinence de l'enjeu et périmètre	16-18
	103-2	Description de l'approche managériale	60-61
	103-3	Évaluation de l'approche managériale	61-62
	302-1	Consommation énergétique au sein de l'organisation	61-62, 90
	302-3	Intensité énergétique	62,90
Eau et effluents 2018	Réduction de la consommation énergétique		61
	103-1	Pertinence de l'enjeu et périmètre	16-18
	103-2	Description de l'approche managériale	64
	103-3	Évaluation de l'approche managériale	65
	303-1	Interactions avec l'eau en tant que ressource partagée	64, 69
	303-2	Gestion des impacts liés aux déversement d'eau	69
	303-3	Prélèvement d'eau	65,89
	303-4	Déversement d'eau	89
	303-5	Consommation d'eau	89
Biodiversité 2016	103-1	Pertinence de l'enjeu et périmètre	16-18
	103-2	Description de l'approche managériale	42
	103-3	Évaluation de l'approche managériale	43, 68-70
	304-3	Habitats protégés ou restaurés	42-44, 68-70
Émissions 2016	103-1	Pertinence de l'enjeu et périmètre	16-18
	103-2	Description de l'approche managériale	60
	103-3	Évaluation de l'approche managériale	61-63
	305-1	Émissions directes de GES (champ d'application 1)	62
	305-2	Émissions directes de GES (champ d'application 2)	62
	305-4	Intensité des émissions de GES	62
	305-5	Réduction des émissions de GES	62

Thèmes	Numéro standard	Titre de l'information	Pages
GRI 300 - ENVIRONNEMENT			
Déchets 2020	103-1	Pertinence de l'enjeu et périmètre	16-18
	103-2	Description de l'approche managériale	66
	103-3	Évaluation de l'approche managériale	67
	306-1	Génération de déchets et impacts significatifs liés aux déchets	66
	306-2	Gestion des impacts significatifs liés aux déchets	66
	306-3	Déchets générés	67, 91
	306-4	Déchets non destinés à l'élimination	67, 91
Conformité environnementale 2016	306-5	Déchets destinés à l'élimination	67, 91
	103-1	Pertinence de l'enjeu et périmètre	16-18
	103-2	Description de l'approche managériale	68
	103-3	Évaluation de l'approche managériale	68-70
	307-1	Non-conformité à la législation et à la réglementation environnementales	68-70
Évaluation environnementale des fournisseurs 2016	103-1	Pertinence de l'enjeu et périmètre	16-18
	103-2	Description de l'approche managériale	34
	103-3	Évaluation de l'approche managériale	34-37
	308-1	Nouveaux fournisseurs analysés à l'aide de critères environnementaux	35
GRI 400 - SOCIAL			
Emploi 2016	103-1	Pertinence de l'enjeu et périmètre	16-18
	103-2	Description de l'approche managériale	50
	103-3	Évaluation de l'approche managériale	50-52
	401-1	Recrutement de nouveaux employés et rotation du personnel	93-94
Santé et sécurité au travail 2018	103-1	Pertinence de l'enjeu et périmètre	16-18
	103-2	Description de l'approche managériale	47
	103-3	Évaluation de l'approche managériale	48-49
	403-1	Système de management de la santé et de la sécurité au travail	47
	403-2	Identification des dangers, évaluation des risques et investigation des événements indésirables	47
	403-3	Services de santé au travail	47
	403-4	Participation et consultation des travailleurs et communication relative à la santé et à la sécurité au travail	47
	403-5	Formation des travailleurs à la santé et à la sécurité au travail	47-48
	403-6	Promotion de la santé des travailleurs	47-49
	403-7	Prévention et réduction des impacts sur la santé et la sécurité au travail directement liés aux relations d'affaires	47-49
Formation et éducation 2016	403-8	Travailleurs couverts par un système de management de la santé et de la sécurité au travail	94
	403-9	Accidents du travail	49
	403-10	Maladies professionnelles	49
	103-1	Pertinence de l'enjeu et périmètre	16-18
	103-2	Description de l'approche managériale	53
	103-3	Évaluation de l'approche managériale	53-55
	404-1	Nombre moyen d'heures de formation par an par employé	54
	404-2	Programmes de mise à niveau des compétences des employés et programmes d'aide à la transition	54-55



Thèmes	Numéro standard	Titre de l'information	Pages
GRI 400 - SOCIAL			
Évaluation des droits de l'Homme 2016	103-1	Pertinence de l'enjeu et périmètre	16-18
	103-2	Description de l'approche managériale	28
	103-3	Évaluation de l'approche managériale	29-30
	412-1	Opérations ayant été soumises à des contrôles du respect des droits de l'homme ou des évaluations des impacts	29-30
	412-2	Formation des employés sur les politiques ou procédures relatives aux droits de l'homme	54
Évaluation sociale des fournisseurs 2016	103-1	Pertinence de l'enjeu et périmètre	16-18
	103-2	Description de l'approche managériale	34
	103-3	Évaluation de l'approche managériale	34-36
	414-1	Nouveaux fournisseurs analysés à l'aide de critères sociaux	35
Santé et sécurité des consommateurs 2016	103-1	Pertinence de l'enjeu et périmètre	16-18
	103-2	Description de l'approche managériale	72
	103-3	Évaluation de l'approche managériale	72-73
	416-1	Évaluation des impacts des catégories de produits et de services sur la santé et la sécurité	72
	416-2	Cas de non-conformité concernant les impacts des produits et des services sur la sécurité et la santé	72, 95



6.3 INDICATEURS DE PERFORMANCE SUR L'ENVIRONNEMENT

Indicateurs	2019	2020	2021
FILIALES ET SITES DE PRODUCTION			
Nombre de filiales de production	16	17	17
Nombre de sites de production	28	30	30
Nombre de filiales en zone de stress hydrique	–	–	2
EAU PRÉLEVÉE			
Volume total d'eau prélevée (mégalitre)	539	488	503
Volume d'eau prélevée par tonne de produit (m³/t)	15,4	18,19	11,76
Eau prélevée par source			
Volume d'eau de surface prélevée (mégalitre)	33	33	11
Volume d'eau souterraine prélevée (mégalitre)	205	218	239
Volume d'eau de réseau prélevée (mégalitre)	294	231	242
Volume d'eau d'un autre type prélevée (mégalitre)	7	6	11
Eau prélevée par source par les zones soumises au stress hydrique			
Volume d'eau de surface prélevée (mégalitre)	0,1	0,1	0,1
Volume d'eau souterraine prélevée (mégalitre)	0	0	0
Volume d'eau de réseau prélevée (mégalitre)	10	11	16,8
Volume d'eau d'un autre type prélevée (mégalitre)	0	0	0
EAU REJETÉE (EFFLUENTS)			
Volume total d'eau rejetée (mégalitre)	–	166	355
Eau rejetée par destination			
Volume d'eau rejetée vers l'eau de surface (mégalitre)	–	–	196
Volume d'eau rejetée vers les eaux souterraines (mégalitre)	–	–	0,3
Volume d'eau rejetée vers l'eau de réseau (mégalitre)	–	–	158,7
Eau rejetée par destination par les zones soumises au stress hydrique			
Volume d'eau rejetée vers l'eau de surface (mégalitre)	–	–	0
Volume d'eau rejetée vers les eaux souterraines (mégalitre)	–	–	0,3
Volume d'eau rejetée vers l'eau de réseau (mégalitre)	–	–	7,8
CONSOMMATION D'EAU			
Consommation d'eau globale			
Consommation d'eau (volume d'eau prélevée - volume d'eau rejetée) en mégalitre	–	–	148
Consommation d'eau des zones soumises au stress hydrique			
Consommation d'eau (volume d'eau prélevée - volume d'eau rejetée) en mégalitre	–	–	8,9

Indicateurs	2019	2020	2021
ÉNERGIE			
Consommation totale d'énergie (MWh PCI)	159 738	155 651	166 527
Énergie par source fixe			
Consommation de gaz naturel (MWh PCI)	59 311	60 262	65 990
Consommation de propane (MWh PCI)	58 487	60 211	62 244
Consommation de fioul (MWh PCI)	120	113	717
Consommation de charbon (MWh PCI)	2 584	2 163	2 917
Consommation de bois (MWh PCI)	0,4	0,4	0,7
Consommation d'énergie issue de sources fixes (MWh PCI)	120 502	122 749	131 869
Énergie par source mobile			
Consommation de gazole par les véhicules (MWh PCI)	442 <sup>12</sup>	964	837
Consommation d'essence par les véhicules (MWh PCI)	828	940	1 071
Consommation de GPL par les véhicules (MWh PCI)	0,8 <sup>12</sup>	153	183
Consommation d'énergie issue de sources mobiles ((MWh PCI)	1 271	2 057	2 090
Électricité			
Consommation d'électricité (MWh PCI)	37 965	30 845	32 568
Énergie renouvelable			
Consommation d'énergie renouvelable (MWh PCI)	2 956	2 745	2 841
Consommation d'énergie non renouvelable (MWh PCI)	156 782	152 906	163 686
ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE			
Émissions de GES induites par la consommation d'énergie issue de sources fixes (tonne CO <sub>2</sub> e)	30 616	31 126	33 476
Émissions de GES induites par la consommation d'énergie issue de sources mobiles (tonne CO <sub>2</sub> e)	398	641	649
Émissions de GES induites par les fuites de fluides frigorigènes (tonne CO <sub>2</sub> e)	18 <sup>12</sup>	585	685
Émissions de GES induites par la consommation d'électricité (tonne CO <sub>2</sub> e)	6 210	5 772	6 290
Émissions de GES sur les scopes 1 et 2 (tonne CO <sub>2</sub> e)	37 242	38 125	41 100
Émissions de GES sur les scopes 1 et 2 par tonne de produit vendu	1,06	1,42	0,96

<sup>12</sup>Données partielles

Indicateurs	2019	2020	2021
DÉCHETS GÉNÉRÉS			
Quantité de déchets valorisés sous forme de matière (recyclage, compostage, biométhanisation) en tonne	4 951	4 417	4 898
Quantité de déchets valorisés sous forme énergétique (incinération avec récupération d'énergie) en tonne	3 309	2 622	3 084
Quantité de déchets non valorisés (incinération sans récupération d'énergie, mise en décharge) en tonne	7 598	6 065	6 193
Quantité totale de déchets en tonne	15 858	13 104	14 175
DÉCHETS NON DANGEREUX (DND)			
Composition des DND			
Quantité de déchets végétaux (en tonne)	5 186	4 597	4 791
Quantité de déchets papiers/cartons (en tonne)	49	124	121
Quantité de déchets plastiques (en tonne)	284	345	303
Quantité de déchets en verre (en tonne)	60	55	58
Quantité de déchets en bois (en tonne)	368	399	787
Quantité de déchets métalliques (en tonne)	278	609	629
Quantité de déchets industriels banales (en tonne)	5 410	3 624	3 714
Traitement des DND			
Quantité de DND valorisés sous forme de matière (recyclage, compostage, biométhanisé) en tonne	4 651	4 175	4 718
Quantité de DND valorisés sous forme énergétique (incinération avec récupération d'énergie) en tonne	309	288	269
Quantité de DND non valorisés (incinération sans récupération d'énergie, mise en décharge) en tonne	6 674	5 289	5 416
Quantité totale de DND en tonne	11 635	9 753	10 403
DÉCHET DANGEREUX (DD)			
Quantité de DD valorisés sous forme de matière (recyclage) en tonne	299	241	180
Quantité de DD valorisés sous forme énergétique (incinération avec récupération d'énergie) en tonne	3 000	2 334	2 815
Quantité de DD non valorisés (incinération sans récupération d'énergie, mise en décharge) en tonne	924	775	777
Quantité totale de DD en tonne	4 223	3 351	3 772
DÉCHETS RÉUTILISÉS			
Quantité de « déchets » réutilisés en interne (en tonne)	—	—	77
POLLUTIONS			
Nombre de mises en demeure par une instance environnementale pour pollution de l'air, du sol ou de l'eau	0	0	0
Nombre de mises en demeure par une instance environnementale pour nuisance sonore ou olfactive	0	0	0



6.4 INDICATEURS DE PERFORMANCE SUR LES ACHATS

Indicateurs	2019	2020	2021
MATIÈRES PREMIÈRES ACHETÉES			
Tonnage total de matières premières achetées (hors emballage)	—	36 071	36 548
RENOUVELABILITÉ			
Tonnage de matières premières renouvelables achetées	—	18 396	23 060
Tonnage de matières premières non renouvelables achetées	—	17 675	13 488
BIODÉGRADABILITÉ			
Tonnage de matières premières biodégradables achetées	—	18 757	15 647
Tonnage de matières premières non biodégradables achetée	—	17 314	20 901
AUDITS ET CERTIFICATIONS RSE			
Nombre de références naturelles achetées uniquement certifiées biologiques	—	—	326
Nombre de références naturelles achetées certifiées biologiques et vérifiées UEBT	—	—	6
Nombre de références naturelles achetées certifiées biologiques et attestées Fair For Life	—	—	5
Nombre de références naturelles achetées uniquement attestées Fair For Life	—	—	2
Nombre de références naturelles achetées uniquement vérifiées UEBT	—	—	36
Nombre de références naturelles achetées certifiées UEBT	—	—	2
Nombre de références naturelles achetées certifiées UTZ/Rainforest Alliance	—	—	3
Nombre de références naturelles achetées certifiées RSPO	—	—	63
Nombre de références naturelles achetées ayant au moins une vérification ou certification RSE	—	—	443
CERTIFICATION BIOLOGIQUE			
Tonnage de références naturelles achetées certifiées biologiques	—	845	1 011

6.5 INDICATEURS DE PERFORMANCE SUR LE SOCIAL

Indicateurs	2019	2020	2021
EFFECTIF			
Effectif total	1 974	2 028	2 123
Effectif par région			
Effectif_zone Europe	1 063	1 101	1 092
Effectif_zone Amérique du nord	335	330	364
Effectif_zone Amérique latine	303	306	304
Effectif_zone Asie et Pacifique	199	210	219
Effectif_zone Afrique et Moyen-Orient	100	100	144
Effectif par type de contrat			
Effectif en CDI (contrat permanent)	1 832	1 845	1 885
Effectif en CDD (contrat à durée déterminée)	168	202	238
Effectif par genre			
Effectif homme	1 176	1 202	1 246
Effectif femme	824	845	877
EMBAUCHES			
Embauches totales	241	233	332
Embauches par région			
Embauches_zone Europe	90	116	132
Embauches_zone Amérique du nord	46	30	72
Embauches_zone Amérique latine	55	43	50
Embauches_zone Asie et pacifique	41	39	31
Embauches_zone Afrique et Moyen-Orient	9	5	47
Embauches par âge			
Embauches de salariés âgés < 30 ans	—	95	145
Embauches de salariés âgés 30-50 ans	—	109	165
Embauches de salariés âgés > 50 ans	—	29	22
Embauches par genre			
Embauches homme	—	149	209
Embauches femme	—	84	123
DÉPARTS			
Départs totaux	—	189	268

Indicateurs	2019	2020	2021
TURNOVER			
Turnover global	–	11%	15%
Turnover par genre			
Turnover homme	–	–	17%
Turnover femme	–	–	13%
Turnover par région			
Turnover_zone Europe	–	–	6%
Turnover_zone Amérique du nord	–	–	11%
Turnover_zone Amérique latine	–	–	8%
Turnover_zone Asie et pacifique	–	–	7%
Turnover_zone Afrique et Moyen-Orient	–	–	24%
Turnover par âge			
Turnover des salariés âgés < 30 ans	–	–	31%
Turnover des salariés âgés 30-50 ans	–	–	14%
Turnover des salariés âgés > 50 ans	–	–	7%
ABSENTÉISME			
Taux d’absentéisme	4,6%	5,3%	4,2%
SANTÉ SÉCURITÉ			
Système de management de la santé sécurité			
Nombre de salariés couverts par un système de management de la santé et sécurité au travail	–	–	1952
Pourcentage de salariés couverts par un système de management de la santé et sécurité au travail	–	–	88%
Maladie professionnelle			
Nombre de maladies professionnelles reconnues	–	3	8
Accidentologie (hors intérimaires)			
Nombre d'accidents avec arrêt en lien direct avec le travail	45	28	36
Total d'heures travaillées	3 472 296	3 240 423	3 311 955
Taux de fréquence (TF) sur 1 million d'heures	12,96	8,64	10,87
Nombre de jours perdus pour accident en lien direct avec le travail	1 387	830	736
Taux de gravité	0,40	0,26	0,22
Accidentologie (avec intérimaires)			
Nombre d'accidents avec arrêt en lien direct avec le travail	–	–	48
Total d'heures travaillées	–	–	3 597 118
Taux de fréquence (TF) sur 1 million d'heures	–	–	13,34
Nombre de jours perdus pour accident en lien direct avec le travail	–	–	842
Taux de gravité	–	–	0,23

Indicateurs	2019	2020	2021
FORMATION			
Formation par salarié			
Nombre moyen d'heures de formation par salarié	10,6	6,7	9,4
Pourcentage de salariés ayant bénéficié d'une formation dans l'année	63%	63%	79%
Formation par genre			
Nombre moyen d’heures de formation par homme	–	–	9,6
Nombre moyen d'heures de formation par femme	–	–	9,2
Formation par catégorie socio-professionnelle			
Nombre moyen d'heures de formation par cadre	–	–	8,7
Nombre moyen d'heures de formation par agent de maîtrise et technicien	–	–	9,5
Nombre moyen d'heures de formation par ouvrier et employé	–	–	9,6
ACCORDS COLLECTIFS			
Nombre d'accords collectifs signés dans l'année	–	–	4
Nombre d'accords collectifs valides à la fin de l'année	–	–	12
Pourcentage de collaborateurs couverts par un accord collectif valide	–	–	55%
ANCIENNETÉ			
Ancienneté moyenne (années)	11,57	11,64	11,95
QUALITÉ ET SÉCURITÉ			
Sécurité des produits			
Nombre total de cas de non-conformité aux codes volontaires concernant les impacts des produits sur la sécurité et la santé	–	–	14
Qualité des produits			
Pourcentage de commandes de produits livrés sans défaut	–	99,76%	99,77%



6.6 INFORMATIONS CONSOLIDÉES CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 8 DU RÈGLEMENT TAXONOMIE

Article 8 du règlement taxonomie

Le Règlement Taxonomie constitue un élément clé du plan d'action de la Commission européenne visant à réorienter les flux de capitaux vers une économie plus durable. En effet, il représente une étape importante vers l'atteinte de la neutralité carbone d'ici 2050, conformément aux objectifs de l'UE, car la taxonomie est un système de classification des activités économiques durables sur le plan environnemental.

Dans la section ci-après, Robertet présente, en tant que société mère non financière, la part du chiffre d'affaires, des dépenses d'investissement (CapEx) et des dépenses d'exploitation (OpEx) du Groupe, pour l'exercice 2021, associée à des activités économiques éligibles à la taxonomie et liées aux deux premiers objectifs environnementaux (atténuation du changement climatique et adaptation au changement climatique), conformément à l'article 8 du Règlement Taxonomie et à l'article 10 (2) de l'Acte délégué complétant l'article 8 du Règlement Taxonomie.

Activités

Activités principales - Non éligibles à la taxonomie

Robertet a examiné chaque activité économique éligible à la taxonomie répertoriée dans l'Acte délégué relatif au volet climatique de la taxonomie selon l'activité industrielle du Groupe. Cet Acte délégué porte sur les activités économiques et les secteurs qui ont le plus grand potentiel pour contribuer à l'atténuation du changement climatique, ce qui implique la nécessité d'éviter ou de réduire les émissions de gaz à effet de serre, ou d'augmenter leur absorption et le stockage du carbone à long terme. Les secteurs concernés sont notamment ceux de l'énergie, des transports et des bâtiments, ainsi que certaines activités de production.

À la suite d'une revue approfondie, Robertet a conclu que ses activités économiques principales ne sont pas couvertes par l'Acte délégué relatif au volet climatique de la taxonomie et ne sont, par conséquent, pas éligibles à la taxonomie. On peut dès lors considérer que le Groupe Robertet, compte tenu de ses activités principales, ne constitue pas une source pertinente d'émissions de gaz à effet de serre.

L'évaluation de l'éligibilité à la taxonomie porte sur les activités économiques consistant en la fourniture de biens ou de services sur un marché, qui sont donc susceptibles de générer un chiffre d'affaires.

Dans ce contexte, Robertet définit la recherche, la fabrication et la commercialisation d'extraits naturels comme les activités principales du Groupe. Nous considérons les activités telles que l'acquisition et la construction de nouveaux bâtiments (pour les sites de production) ou le transport des extraits naturels vers les clients comme des activités sous-jacentes essentielles aux activités principales de Robertet. Elles ne sont pas déclarées comme des activités éligibles à la taxonomie et ne sont pas incluses dans l'ICP relatif au chiffre d'affaires, car elles ne génèrent pas, à elles seules, de chiffre d'affaires externe.

CapEx et OpEx individuellement éligibles à la taxonomie

En ce qui concerne les CapEx et OpEx liées aux achats et mesures que Robertet considère comme éligibles à la taxonomie de façon individuelle, nous nous référons aux explications fournies à la section « Note 1 : Principes comptables et règles de consolidation » dans la description de nos méthodes comptables.

ICP (Indicateurs clés de Performance)

Les ICP concernent le chiffre d'affaires, les CapEx et les OpEx. Pour l'exercice 2021, les ICP publiés doivent se rapporter aux activités économiques éligibles et non éligibles à la taxonomie (article 10 (2) de l'Acte délégué complétant l'article 8 du Règlement Taxonomie).

En tant que Groupe industriel, nos activités économiques ne sont pas couvertes par l'Acte délégué relatif au volet climatique de la taxonomie. De ce fait, la part des activités économiques éligibles à la taxonomie dans notre chiffre d'affaires total s'élève à 0%, tout comme les CapEx et OpEx correspondantes (voir tableau 1 répertoriant le total de nos ICP).

En outre, les CapEx et OpEx à présenter comprennent également celles liées à l'achat de la production d'activités économiques alignées sur la taxonomie et certaines mesures individuelles permettant aux activités ciblées de devenir sobres en carbone ou d'aboutir à des réductions d'émissions de gaz à effet de serre. Selon la méthode comptable que Robertet applique à ces CapEx et OpEx individuellement éligibles à la taxonomie (voir section « Note 1 : Principes comptables et règles de consolidation » dans la description des méthodes comptables), Robertet présente ses ICP comme suit :

Tableau 1 - Part des activités économiques éligibles et non éligibles à la taxonomie dans le chiffre d'affaires, les CapEx et les OpEx du Groupe

	Total (en millions d'euros)	Part d'activités économiques éligibles à la taxonomie verte (en %)	Part d'activités économiques non éligibles à la taxonomie verte (en %)
Chiffres d'affaires	606	0%	100%
Dépenses d'investissement (CapEx)	492	0,42%	100%
Dépenses d'exploitation (OpEx)	21	0,0008%	100%



Méthodes comptables

La spécification des ICP est déterminée conformément à l'annexe I de l'Acte délégué complétant l'article 8 du Règlement Taxonomie. Robertet définit les ICP éligibles à la taxonomie conformément aux dispositions légales et décrit la méthode comptable utilisée à cet égard comme suit :

ICP relatif au chiffre d'affaires

Définition

La part d'activités économiques éligibles à la taxonomie dans le total de notre chiffre d'affaires a été obtenue en divisant la part du chiffre d'affaires net tirée de produits et services associés à des activités économiques éligibles à la taxonomie (numérateur) par le chiffre d'affaires net (dénominateur). Le dénominateur de l'ICP relatif au chiffre d'affaires est basé sur notre chiffre d'affaires net consolidé, conformément à IAS 1.82 (a). Pour de plus amples informations sur les méthodes comptables relatives à notre chiffre d'affaires net consolidé, se référer à la section «Note 1 : Principes comptables et règles de consolidation» de notre rapport annuel 2021.

Pour ce qui est du numérateur, comme indiqué ci- dessus, Robertet n'a pas identifié d'activités éligibles à la taxonomie.

Rapprochement

Notre chiffre d'affaires net consolidé peut être rapproché de nos états financiers consolidés. Veuillez vous référer au tableau «Etat du résultat de la période», ligne «Vente de produits» du rapport financier.

ICP relatif aux CapEx et OpEx

ICP relatif aux CapEx

L'ICP relatif aux CapEx est calculé comme suit : les CapEx éligibles à la taxonomie (numérateur) divisées par le total des CapEx (dénominateur). Pour ce qui est du numérateur, veuillez vous référer aux explications ci-dessous.

Le total des CapEx comprend les acquisitions d'im-mobilisations corporelles et incorporelles réalisées au cours de l'exercice, avant amortissement et avant toute remesure, y compris les remesures résultant de rééva-luations et de dépréciations, à l'exclusion des variations de la juste valeur

Il comprend les entrées d'immobilisations corporelles (IAS 16), d'immobilisations incorporelles (IAS 38) et d'actifs au titre du droit d'utilisation (IFRS 16), ainsi que les entrées résultant de regroupements d'entreprises. Le goodwill n'est pas inclus dans les CapEx, car il n'est pas défini comme une immobilisation incorporelle selon IAS 38. Pour de plus amples informations sur les méthodes comptables relatives aux CapEx, se référer à la « Note 1 : Principes comptables et règles de consoli-dation » de notre rapport annuel 2021.

Rapprochement

Le total de nos CapEx peut être rapproché de nos états financiers consolidés, voir le tableau « Etat des flux de trésorerie » ligne « Investissements industriels et locations-financement » de notre rapport annuel. Il correspond au total des types de mouvement (coûts d'acquisition et de production), entrées et, entrées résultant du regroupement d'entreprises concernant les immobilisations incorporelles, les actifs au titre du droit d'utilisation et les immobilisations corporelles.

ICP relatif aux OpEx

L'ICP relatif aux OpEx est calculé comme suit : les OpEx éligibles à la taxonomie (numérateur) divisées par le total des OpEx (dénominateur). Pour ce qui est du numérateur, veuillez vous référer aux explications ci-dessous.

Le total des OpEx comprend les coûts directs non inscrits à l'actif qui concernent la recherche dévelop-pement, la rénovation des bâtiments, les contrats de location à court terme, l'entretien et la réparation, et toute autre dépense directe liée à l'entretien courant d'immobilisations corporelles, ce qui implique que :

- nous comptabilisons les dépenses de recherche développement en charges de l'exercice dans notre compte de résultat (voir la Note 24 « Frais de recherche et de développement » de notre rapport annuel 2021). Conformément à nos états financiers consolidés (IAS 38.126), cela comprend toutes les dépenses non inscrites à l'actif directement attribuables aux activités de recherche-développement ;

- le volume des contrats de location non inscrits à l'ac-tif a été déterminé conformément à la norme IFRS 16 et comprend les charges relatives aux contrats de location à court terme et de faible valeur (voir le bas de la Note 3 « Immobilisations corporelles & Droits d'uti-lisation » de notre rapport annuel 2021). Même si les contrats de location de faible valeur ne sont pas expli-citement mentionnés dans l'Acte délégué complétant l'article 8 du Règlement Taxonomie, nous avons inter-prété la législation comme les incluant ;

- les dépenses d'entretien et de réparation et toute autre dépense directe liée à l'entretien courant d'immobili-sations corporelles ont été déterminées sur la base des coûts d'entretien et de réparation affectés à nos centres de coûts internes. Les éléments de coût corres-pondants se retrouvent dans différents postes de notre compte de résultat, notamment les coûts de production (maintenance des opérations), les coûts de vente et de distribution (logistique de maintenance), et les coûts administratifs (p.ex. maintenance des systèmes infor-matiques). Ces dépenses incluent également les mesures de rénovation des bâtiments. De manière générale, elles comprennent les frais de personnel, les coûts de services et les coûts significatifs pour l'entretien courant ainsi que pour les mesures d'en-tretien et de réparation régulières et non planifiées. Ces coûts sont directement affectés à nos immobili-sations corporelles, qui incluent des frais généraux pour un montant approprié.

Toutefois, les dépenses liées à l'exploitation courante des immobilisations corporelles, telles que les matières premières, les frais liés aux collaborateurs utilisant le matériel, l'électricité et les fluides nécessaires au fonc-tionnement de ces immobilisations, ne sont pas incluses.

Les coûts directs liés à la formation et aux autres besoins d'adaptation des ressources humaines ne sont inclus ni au dénominateur ni au numérateur. En effet, l'annexe I de l'Acte délégué complétant l'article 8 du Règlement Taxonomie liste uniquement ces coûts pour le numérateur, ce qui ne permet pas d'effectuer un calcul mathématique pertinent de l'ICP relatif aux OpEx.

Pour le détail du numérateur, voir le tableau «Etat du résultat de la période», lignes «Achats consommés», «Charges externes», «Charges de personnel», «Impôts et taxes», «Autres charges opérationnelles» de notre rapport annuel 2021.

Précisions sur les numérateurs des ICP relatifs aux CapEx et aux OpEx

Puisque le Groupe Robertet n'a pas identifié d'acti-vités économiques éligibles à la taxonomie, nous ne comptabilisons pas les CapEx et OpEx liées aux actifs ou processus associés à des activités économiques éli-gibles à la taxonomie dans le numérateur de l'ICP relatif aux CapEx et aux OpEx.

Par ailleurs, il n'existe aucun « plan CapEx » visant la mise à niveau d'une activité économique éligible à la taxonomie afin de l'aligner sur celle-ci, ou l'expansion d'une activité économique alignée sur la taxonomie.

Seules les CapEx et OpEx de « catégorie c » peuvent dès lors être qualifiées comme éligibles à la taxonomie, à savoir les CapEx et OpEx liées à l'achat de la produc-tion d'activités économiques éligibles à la taxonomie et à des mesures individuelles permettant à certaines activités ciblées (nos activités non éligibles) de deve-nir sobres en carbone ou d'aboutir à des réductions d'émissions de gaz à effet de serre (section 1.1.2.2. (c) de l'annexe I de l'Acte délégué complétant l'article 8 du Règlement Taxonomie). Étant donné que les exigences en matière de publication d'informations pour l'exercice 2021 concernent exclusivement les CapEx et OpEx éli-gibles à la taxonomie, nous considérons comme éligibles à la taxonomie les CapEx/OpEx liées à cette catégorie lorsque la production acquise/la mesure individuelle est conforme à la description de l'activité économique à laquelle elle se rapporte, à savoir l'achat de la produc-tion d'une activité économique éligible à la taxonomie, que ces CapEx/OpEx entraînent des réductions d'émis-sions de gaz à effet de serre ou non.



Compte tenu des activités économiques suivantes, identifiées dans l'Acte délégué relatif au volet climatique de la taxonomie, certaines CapEx/OpEx sont susceptibles d'être considérées comme des productions acquises ou des mesures individuellement éligibles à la taxonomie :

Tableau 2 – CapEx et OpEx individuellement éligibles à la taxonomie et activités économiques y afférentes

Description de la production acquise / de la mesure individuellement éligible à la taxonomie	Activité économique y afférente (annexe I de l'Acte délégué relatif au volet climatique de la taxonomie)
L'ensemble de notre flotte automobile (crédit-bail)	6.5 Transport par motos, voitures particulières et véhicules utilitaires légers
L'ensemble des mesures de rénovation de nos bâtiments existants	7.2 Rénovation de bâtiments existants
Travaux de maintenance et de réparation des équipements favorisant l'efficacité énergétique dans nos bâtiments existants	7.3 Installation, maintenance et réparation d'équipements favorisant l'efficacité énergétique

En ce qui concerne l'affectation des CapEx et OpEx, nous avons identifié les achats et mesures pertinents ainsi que la principale activité économique y afférente dans l'Acte délégué relatif au volet climatique de la taxonomie. De cette façon, nous nous assurons qu'aucune CapEx ou OpEx n'est prise en compte plus d'une fois.



Annexe

La présente annexe fournit une checklist qui contient l'ensemble des obligations de déclaration relatives aux ICP des entreprises non financières conformément à la section 1.2 de l'annexe I de l'Acte délégué complétant l'article 8 du Règlement Taxonomie afin de montrer quelles exigences sont, en principe, applicables pour l'exercice 2021.

Du 1er janvier au 31 décembre 2022 (pour l'exercice 2021), les entreprises non financières devront uniquement publier les informations qualitatives visées à l'article 1.2 de l'annexe I de l'Acte délégué complétant l'article 8 du Règlement Taxonomie et pertinentes pour les ICP à présenter.

Checklist relative à la publication d'information		Applicable pour la déclaration simplifiée (exercice 2021)
1.2.1. Méthode comptable Les entreprises non financières expliquent :		
1	(a) comment le chiffre d'affaires a été déterminé et affecté au numérateur ;  (b) sur quelle base a été calculé le chiffre d'affaires notamment les éventuelles évaluations effectuées lors de l'affectation de produits ou de dépenses aux différentes activités économiques.	✓
2	(a) comment les CapEx ont été déterminées et affectées au numérateur ;  (b) sur quelle base ont été calculées les CapEx notamment les éventuelles évaluations effectuées lors de l'affectation de produits ou de dépenses aux différentes activités économiques.	✓
3	(a) comment les OpEx ont été déterminées et affectées au numérateur ;  (b) sur quelle base ont été calculées les OpEx notamment les éventuelles évaluations effectuées lors de l'affectation de produits ou de dépenses aux différentes activités économiques.	✓
4	En ce qui concerne le chiffre d'affaires, les entreprises non financières renvoient aux éléments correspondants des déclarations non financières.	✓
5	En ce qui concerne les CapEx, les entreprises non financières renvoient aux éléments correspondants des déclarations non financières.	✓
6	Si des modalités de calcul ont changé depuis l'exercice précédent, les entreprises non financières expliquent en quoi ces changements rendent les informations plus fiables et plus pertinentes, et elles fournissent des chiffres comparatifs retraités.	NA
7	(a) les changements importants intervenus dans le plan CapEx et les raisons qui les sous-tendent ;	NA
8	(b) l'incidence de ces changements sur la possibilité, pour les activités économiques de l'entreprise, de s'aligner sur la taxinomie, et sur le temps que devrait prendre ce changement ;	NA
9	(c) le retraitement des ICP des CapEx pour chaque exercice antérieur couvert par le plan, dès lors que les changements du plan ont eu un impact sur ces ICP.	NA
10	(c) le retraitement des ICP des OpEx pour chaque exercice antérieur couvert par le plan, dès lors que les changements du plan ont eu un impact sur ces ICP.	NA

Checklist relative à la publication d’information		Applicable pour la déclaration simplifiée (exercice 2021)
<b>1.2.2. Évaluation de la conformité avec le règlement (UE) 2020/852</b> <b>1.2.2.1. Informations sur l’évaluation de la conformité avec le règlement (UE) 2020/852</b> Les entreprises non financières :		
11	(a) décrivent la nature de leurs activités économiques éligibles à la taxinomie, en renvoyant aux actes délégués adoptés en vertu de l'article 10, paragraphe (3), de l'article 11, paragraphe (3), de l'article 12, paragraphe (2), de l'article 13, paragraphe (2), de l'article 14, paragraphe (2), et de l'article 15, paragraphe (2), du règlement (UE) 2020/852 ;	✓
12	(a) décrivent la nature de leurs activités économiques alignées sur la taxinomie, en renvoyant aux actes délégués adoptés en vertu de l'article 10, paragraphe (3), de l'article 11, paragraphe (3), de l'article 12, paragraphe (2), de l'article 13, paragraphe (2), de l'article 14, paragraphe (2), et de l'article 15, paragraphe (2), du règlement (UE) 2020/852 ;	NA
13	(b) expliquent comment elles ont évalué la conformité aux critères de l'article 3 du règlement (UE) 2020/852 et aux critères d'examen technique associés figurant dans les actes délégués visés au point (a) ;	NA
14	(c) expliquent comment elles ont évité les doubles comptages au numérateur des ICP lors de l'affectation du chiffre d'affaires, des CapEx ou des OpEx aux différentes activités économiques.	✓
<b>1.2.2.2. Contribution à plusieurs objectifs</b> Lorsqu’une activité économique contribue à plusieurs objectifs environnementaux, les entreprises non financières :		
15	(a) apportent la démonstration du respect des critères énoncés à l'article 3 du règlement (UE) 2020/852, et en particulier des critères d'examen technique relatifs à ces différents objectifs environnementaux ;	NA
16	(b) présentent le chiffre d'affaires de cette activité comme contribuant à plusieurs objectifs environnementaux ;	NA
17	(b) présentent les CapEx de cette activité comme contribuant à plusieurs objectifs environnementaux ;	NA
18	(b) présentent les OpEx de cette activité comme contribuant à plusieurs objectifs environnementaux ;	NA
19	(c) ne comptent qu'une seule fois le chiffre d'affaires généré par cette activité dans le numérateur des ICP prévus au point 1.1 de la présente annexe, afin d’éviter les doubles comptages.	✓

Checklist relative à la publication d’information		Applicable pour la déclaration simplifiée (exercice 2021)
<b>1.2.2.3. Désagrégation des ICP</b> En cas de désagrégation des ICP d’une activité économique, notamment en cas d'utilisation intégrée d’installations de production, les entreprises non financières veillent à ce que :		
20	(a) cette désagrégation repose sur des critères adaptés au processus de production mis en œuvre et reflète les spécificités techniques de ce processus ;	✓
21	(b) les ICP soient accompagnés d'informations appropriées concernant la base de cette désagrégation.	✓
<b>1.2.3. Informations contextuelles</b> Les entreprises non financières expliquent les chiffres de chaque ICP et les raisons de toute modification de ces chiffres durant l'exercice.		
22	Les entreprises non financières peuvent publier des ICP supplémentaires, basés sur le chiffre d'affaires, les CapEx ou les OpEx, qui incluent leurs investissements dans le capital de cœntreprises, au sens d'IFRS 11 ou d'IAS 28, au prorata de leur participation à ce capital.	X (Facultatif)
<b>1.2.3.1. Informations contextuelles sur l’ICP du chiffre d'affaires applicables aux entreprises non financières qui communiquent tous les éléments suivants :</b>		
23	(a) une ventilation quantitative du numérateur faisant apparaître les principaux déterminants de variation de l'ICP du chiffre d'affaires durant l'exercice, tels que les produits tirés de contrats avec des clients, de locations ou d'autres sources ;	NA
24	(b) des informations sur les montants correspondant à des activités alignées sur la taxinomie qu'elles exercent pour leur propre consommation interne ;	NA
25	(c) une explication qualitative des principaux éléments de variation de l'ICP du chiffre d'affaires durant l'exercice.	NA
26	Les entreprises non financières qui ont émis des obligations durables sur le plan environnemental, ou des titres de créance destinés à financer des activités alignées sur la taxinomie spécifiquement identifiées, publient aussi l'ICP du chiffre d'affaires, ajusté afin d'éviter un double comptage.	NA
<b>1.2.3.2. Informations contextuelles sur l’ICP des CapEx</b> Les entreprises non financières fournissent une ventilation quantitative, au niveau agrégé par activité économique, des montants inclus dans le numérateur et une explication qualitative des principaux éléments de variation de l’ICP des CapEx durant l’exercice. Cette ventilation fait apparaître tous les éléments suivants :		
27	(a) un agrégat des entrées d'actifs corporels, d'actifs incorporels générés en interne, y compris dans le cadre d'un regroupement d'entreprises ou acquis, des entrées d'immeubles de placement acquis ou comptabilisés en valeur comptable et, le cas échéant, des entrées d'actifs comptabilisés au titre du droit d'utilisation ;	NA
28	(b) un agrégat des entrées résultant d'acquisitions dans le cadre de regroupements d'entreprises ;	NA
29	(c) un agrégat des dépenses liées à des activités économiques alignées sur la taxinomie et des dépenses liées à un plan CapEx visé au point 1.1.2.	NA



Checklist relative à la publication d'information		Applicable pour la déclaration simplifiée (exercice 2021)
Les entreprises non financières communiquent les informations clés relatives à chacun de leurs plans CapEx visés au point 1.1.2, ce qui inclut l'ensemble des éléments suivants :		
30	(a) les objectifs environnementaux poursuivis ;	NA
31	(b) les activités économiques concernées ;	NA
32	(c) les activités de recherche, de développement et d'innovation concernées (le cas échéant) ;	NA
33	(d) le délai prévu pour l'expansion de chaque activité économique alignée sur la taxinomie ou pour l'alignement sur la taxinomie de chaque activité économique qui ne l'est pas encore, y compris, si le délai prévu pour cet alignement dépasse cinq ans, une justification objective de cette durée plus longue, fondée sur les caractéristiques spécifiques de l'activité et de la mise à niveau concernées ;	NA
34	(e) le total des dépenses d'investissement qu'elles prévoient d'encourir durant l'exercice concerné et durant la période couverte par le plan CapEx.	NA
35	Les entreprises non financières qui ont émis des obligations durables sur le plan environnemental, ou des titres de créance destinés à financer des activités alignées sur la taxinomie spécifiquement identifiées, publient aussi l'ICP des CapEx ajusté en fonction des dépenses d'investissement alignées sur la taxinomie qui sont financées par ces obligations ou titres de créance.	NA
1.2.3.3. Informations contextuelles sur l'ICP des OpEx		
Les entreprises non financières communiquent tous les éléments suivants :		
36	(a) une ventilation quantitative du numérateur (OpEx déterminées conformément au point 1.1.3.2) faisant apparaître les principaux éléments de variation de l'ICP des OpEx au cours de l'exercice ;	NA
37	(b) une explication qualitative des principaux éléments de variation de l'ICP des OpEx durant l'exercice ;	NA
38	(c) une explication des autres dépenses liées à l'entretien courant d'actifs corporels qui sont inclus dans le calcul des OpEx, que ce soit au numérateur ou au dénominateur ;	✓
39	dans le cas d'OpEx faisant partie d'un plan CapEx visé aux points 1.1.2.2 et 1.1.3.2, les entreprises non financières publient les informations clés relatives à chacun de leurs plans CapEx conformément au point 1.2.3.2	NA

GROUPE ROBERTET

Rapport du professionnel de l'expertise comptable,  
désigné organisme tiers indépendant, sur la vérification  
de la déclaration consolidée de performance  
extra-financière

(Exercice clos le 31 décembre 2021)



Rapport du professionnel de l'expertise comptable, désigné organisme tiers indépendant, sur la vérification de la déclaration consolidée de performance extra-financière

(Exercice clos le 31 décembre 2021)

A l'assemblée générale du Groupe Robertet

37 avenue Sidi-Brahim BP52100  
06131 Grasse Cedex

En notre qualité de professionnel de l'expertise comptable, désigné organisme tiers indépendant accrédité par le Cofrac (Accréditation Cofrac Inspection n°3-1060 portée disponible sur [www.cofrac.fr](http://www.cofrac.fr)), nous avons mené des travaux visant à formuler un avis motivé exprimant une conclusion d'assurance modérée sur les informations historiques (constatées ou extrapolées) de la déclaration consolidée de performance extra-financière (ci-après respectivement les « Informations » et la « Déclaration »), préparée selon les procédures de l'entité (ci-après le « Référentiel »), pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, présentées dans le rapport de gestion en application des dispositions des articles L.225-102-1, R.225-105 et R.225-105-1 du code de commerce.

Conclusion

Sur la base des procédures que nous avons mises en œuvre, telles que décrites dans la partie « Nature et étendue des travaux », et des éléments que nous avons collectés, nous n'avons pas relevé d'anomalie significative de nature à remettre en cause le fait que la déclaration consolidée de performance extra-financière est conforme aux dispositions réglementaires applicables et que les Informations, prises dans leur ensemble, sont présentées, de manière sincère, conformément au Référentiel.

Préparation de la déclaration de performance extra-financière

L'absence de cadre de référence généralement accepté et communément utilisé ou de pratiques établies sur lesquels s'appuyer pour évaluer et mesurer les Informations permet d'utiliser des techniques de mesure différentes, mais acceptables, pouvant affecter la comparabilité entre les entités et dans le temps.

Par conséquent, les Informations doivent être lues et comprises en se référant au Référentiel dont les éléments significatifs sont disponibles sur demande au siège de l'entité

Limites inhérentes à la préparation des Informations

Les Informations peuvent être sujettes à une incertitude inhérente à l'état des connaissances scientifiques ou économiques et à la qualité des données externes utilisées. Certaines informations sont sensibles aux choix méthodologiques, hypothèses et/ou estimations retenues pour leur établissement et présentées dans la Déclaration.

PricewaterhouseCoopers Audit, 63, rue de Villiers 92208 Neuilly-sur-Seine Cedex  
Téléphone : +33 (0)1 56 57 58 59, Fax : +33 (0)1 56 57 58 60, [www.pwc.fr](http://www.pwc.fr)

Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'ordre de Paris - Ile de France. Société de commissariat aux comptes membre de la compagnie régionale de Versailles. Société par Actions Simplifiée au capital de 2 510 460€. Siège social : 63 rue de Villiers 92200 Neuilly-sur-Seine. RCS Nanterre 672 006 483. TVA n° FR 76 672 006 483. Siret 672 006 483 00362. Code APE 6920 Z. Bureaux : Bordeaux, Grenoble, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Nantes, Neuilly-Sur-Seine, Nice, Poitiers, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse.

Groupe Robertet

Rapport du professionnel de l'expertise comptable, désigné organisme tiers indépendant, sur la vérification de la déclaration consolidée de performance extra-financière - Exercice clos le 31 décembre 2021 - Page 2

Responsabilité de l'entité

Il appartient au Conseil d'Administration :

- de sélectionner ou d'établir des critères appropriés pour la préparation des Informations ;
- d'établir une Déclaration conforme aux dispositions légales et réglementaires, incluant une présentation du modèle d'affaires, une description des principaux risques extra-financiers, une présentation des politiques appliquées au regard de ces risques ainsi que les résultats de ces politiques, incluant des indicateurs clés de performance et les informations prévues par l'article 8 du règlement (UE) 2020/852 (taxonomie verte) ;
- ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'il estime nécessaire à l'établissement des Informations ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

La Déclaration a été établie en appliquant le Référentiel de l'entité tel que mentionné ci-avant.

Responsabilité de l'organisme tiers indépendant

Il nous appartient, sur la base de nos travaux, de formuler un avis motivé exprimant une conclusion d'assurance modérée sur :

- la conformité de la Déclaration aux dispositions prévues à l'article R.225-105 du code de commerce ;
- la sincérité des informations fournies en application du 3° du I et du II de l'article R.225-105 du code de commerce, à savoir les résultats des politiques, incluant des indicateurs clés de performance, et les actions, relatifs aux principaux risques.

Comme il nous appartient de formuler une conclusion indépendante sur les Informations telles que préparées par la direction, nous ne sommes pas autorisés à être impliqués dans la préparation desdites Informations, car cela pourrait compromettre notre indépendance. Il ne nous appartient pas de nous prononcer sur :

- le respect par l'entité des autres dispositions légales et réglementaires applicables (notamment en matière d'informations prévues par l'article 8 du règlement (UE) 2020/852 (taxonomie verte), de plan de vigilance, de lutte contre la corruption et l'évasion fiscale) ;
- la conformité des produits et services aux réglementations applicables.

Dispositions réglementaires et doctrine professionnelle applicable

Nos travaux décrits ci-après ont été effectués conformément aux dispositions des articles A.225-1 et suivants du code de commerce, et à la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette intervention ainsi qu'à la norme internationale ISAE 3000 (révisée) - Assurance engagements other than audits or reviews of historical financial information.

Indépendance et contrôle qualité

Notre indépendance est définie par les dispositions prévues à l'article L. 822-11-3 du code de commerce et le code de déontologie de la profession. Par ailleurs, nous avons mis en place un système de contrôle qualité qui comprend des politiques et des procédures documentées visant à assurer le respect des règles déontologiques, de la doctrine professionnelle et des textes légaux et réglementaires applicables.



Groupe Robertet

Rapport du professionnel de l'expertise comptable, désigné organisme tiers indépendant, sur la vérification de la déclaration consolidée de performance extra-financière - Exercice clos le 31 decembre 2021 - Page 3

Moyens et ressources

Nos travaux ont mobilisé les compétences de 3 personnes et se sont déroulés entre novembre 2021 et avril 2022 sur une durée totale d'intervention de 3 semaines.

Nous avons fait appel, pour nous assister dans la réalisation de nos travaux, à nos spécialistes en matière de développement durable et de responsabilité sociétale. Nous avons mené 10 entretiens avec les personnes responsables de la préparation de la Déclaration, représentant notamment les directions RSE, Gestion des risques, Conformité, Ressources humaines, Santé et sécurité, Environnement et achats.

Nature et étendue des travaux

Nous avons planifié et effectué nos travaux en prenant en compte le risque d'anomalies significatives sur les Informations.

Nous estimons que les procédures que nous avons menées en exerçant notre jugement professionnel nous permettent de formuler une conclusion d'assurance modérée :

- nous avons pris connaissance de l'activité des entités de Robertet Grasse et Robertet Mexico;
- nous avons apprécié le caractère approprié du Référentiel au regard de sa pertinence, son exhaustivité, sa fiabilité, sa neutralité et son caractère compréhensible, en prenant en considération, le cas échéant, les bonnes pratiques du secteur ;
- nous avons vérifié que la Déclaration couvre chaque catégorie d'information prévue au III de l'article L.225-102-1 en matière sociale et environnementale, ainsi qu'en matière de respect des droits de l'homme et de lutte contre la corruption et l'évasion fiscale ;
- nous avons vérifié que la Déclaration présente les informations prévues au II de l'article R.225-105 lorsqu'elles sont pertinentes au regard des principaux risques et comprend une explication des raisons justifiant l'absence des informations requises par le 2eme alinéa du III de l'article L.225-102-1 ;
- nous avons vérifié que la Déclaration présente le modèle d'affaires et une description des principaux risques liés à l'activité de l'entité, y compris, lorsque cela s'avère pertinent et proportionné, les risques créés par ses relations d'affaires, ses produits ou ses services ainsi que les politiques, les actions et les résultats, incluant des indicateurs clés de performance afférents aux principaux risques ;
- nous avons vérifié que la Déclaration comprend une explication claire et motivée des raisons justifiant l'absence de politique concernant un ou plusieurs de ces risques.
- nous avons consulté les sources documentaires et mené des entretiens pour :
  - apprécier le processus de sélection et de validation des principaux risques ainsi que la cohérence des résultats, incluant les indicateurs clés de performance retenus au regard des principaux risques et politiques présentés, et
  - corroborer les informations qualitatives (actions et résultats) que nous avons considérées les plus importantes présentées en annexe ; nos travaux ont été réalisés au niveau de l'entité consolidante.
- nous avons vérifié que la Déclaration couvre le périmètre consolidé, à savoir l'ensemble des entités incluses dans le périmètre de consolidation conformément à l'article L.233-16 ;

Groupe Robertet

Rapport du professionnel de l'expertise comptable, désigné organisme tiers indépendant, sur la vérification de la déclaration consolidée de performance extra-financière - Exercice clos le 31 decembre 2021 - Page 4

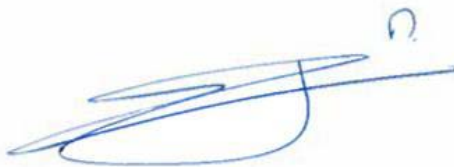
- nous avons pris connaissance des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place par l'entité et avons apprécié le processus de collecte visant à l'exhaustivité et à la sincérité des Informations ;
- pour les indicateurs clés de performance et les autres résultats quantitatifs que nous avons considérés les plus importants présentés en annexe, nous avons mis en œuvre :
  - des procédures analytiques consistant à vérifier la correcte consolidation des données collectées ainsi que la cohérence de leurs évolutions ;
  - des tests de détail, sur la base de sondages ou d'autres moyens de sélection, consistant à vérifier la correcte application des définitions et procédures et à rapprocher les données des pièces justificatives. Ces travaux ont été menés auprès d'une sélection d'entités contributrices, à savoir Grasse et Mexico, et couvrent entre 20% et 100% des données consolidées sélectionnées pour ces tests ;
- nous avons apprécié la cohérence d'ensemble de la Déclaration par rapport à notre connaissance de l'entité ;

Les procédures mises en œuvre dans le cadre d'une mission d'assurance modérée sont moins étendues que celles requises pour une mission d'assurance raisonnable effectuée selon la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes ; une assurance de niveau supérieur aurait nécessité des travaux de vérification plus étendus.

Fait à Marseille, le 22 avril 2022  
**PricewaterhouseCoopers Audit**



**Frédéric Prévost**  
Associé



**Pascal Baranger**  
Directeur Département Développement Durable

Groupe Robertet

Rapport du professionnel de l'expertise comptable, désigné organisme tiers indépendant, sur la vérification de la déclaration consolidée de performance extra-financière - Exercice clos le 31 decembre 2021 - Page 5

Annexe : Liste des informations que nous avons considérées comme les plus importantes

Indicateurs clés de performance et autres résultats quantitatifs :

- Nombre de fournisseurs ayant signé la charte éthique Robertet,
- Nombre d'audit des sites industriels selon le référentiel SMETA 4-piliers,
- Nombre de filiales membres de SEDEX,
- Nombre de collaborateurs les plus exposés formés à l'anti-corruption,
- Nombre d'incident signalés via la procédure d'alerte ainsi que le nombre d'incident confirmé,
- Nombre de signalement pour évasion fiscale formulé par les administrations fiscales,
- Pourcentage d'achat de référence naturelles, couvert par une évaluation RSE (en euros),
- Pourcentage de filières naturelles ayant une note RSE<40/100 avec un plan d'actions en place,
- Part de nos filières stratégiques auditées ou certifiées selon un référentiel RSE (sur les 3 dernières années),
- Part filières auditées ou certifiées selon un référentiel RSE, en nombre, en volume et en montant,
- Part des fournisseurs de références naturelles couverts par un partenariat long-terme, en nombre, en volume et en montant,
- Evolution des montant versés par le groupe Robertet pour des projets communautaires au sein de sa chaine d'approvisionnement entre 2021 et 2020,
- Pourcentage de références bio achetées, en nombre, en volume et en montant,
- Taux de fréquence,
- Taux d'absentéisme,
- Pourcentage de salariés ayant bénéficié d'une formation dans l'année,
- Nombre moyen d'heures de formation par salarié,
- Atteindre la parité sur l'effectif global,
- Part de la consommation d'énergie par tonne de produit par rapport à 2020,
- Part de la consommation totale d'électricité d'origine renouvelable,
- Part des émissions de Gaz à Effet de Serre entre 2020 et 2040 sur les scopes 1 et 2,
- Part émissions de Gaz à Effet de Serre entre 2020 et 2030 sur le scope 3,
- Consommation d'eau par tonne de produits et son évolution entre 2020 et 2021,
- Part de valorisation du traitement des déchets, part de valorisation matière des déchets, part de valorisation énergétique des déchets et part d'élimination des déchets,
- Part des émissions COV par quantité de solvants utilisés, qualité des eaux par tonne de produit, nombre de mise en demeure ainsi que le nombre de plainte,
- Part des commandes livrés sans défaut,
- Part des matières premières achetées par le groupe sont "facilement biodégradables" ainsi que la part des matières premières achetées par le groupe sont renouvelables.

Informations qualitatives (actions et résultats) :

- Le groupe membre SEDEX menant des Audits SMETA (4 piliers : travail, sécurité, environnement, éthique),
- Harmonisation du processus de charte éthique au niveau du groupe,
- Le code de conduite anti-corruption et règlement intérieur,
- Organisation en réseau anti-corruption (les référents corruption sont définis et coordonnés),
- Les responsables financiers des filiales et de la Direction du Groupe sont régulièrement formés sur la fiscalité,
- Evaluation du risque de la filière ainsi que des audits et certifications RSE des filières,
- Les participations minoritaires,
- Financement d'un centre social au sein de la filière Maté au Brésil,
- Développement de gammes biologiques en investissant dans des sociétés pionnières dans les huiles essentielles biologiques avec l'acquisition en 2021 de la société Astier Demarest,
- Mise en place d'un système permettant aux salariés de soumettre des suggestions quant à l'amélioration de la santé et sécurité au travail (Robertet USA),
- Des procédures d'urgence sont créées et testées périodiquement afin de faire face aux risques industriels tels que les risques d'explosion dans les zones ATEX6, les risques d'incendies, etc.,
- Signature d'un accord sur le temps de travail et l'organisation du travail,
- Dispositif en place de don de jours à un collègue (Robertet Grasse),
- Adoption d'un nouvel outil de gestion des formations et compétences,
- 5 nouveaux tuteurs ont bénéficié de la formation "tuteur",
- Accord QVT,
- Rénovation de l'atelier turbo-distilloir permettant de calorifuger un certain nombre d'appareil, limitant ainsi la déperdition de chaleur et donc une réduction de la consommation de gaz (Robertet Grasse),
- Installation d'un convoyeur permettant de séparer les jus du solide et d'en faciliter le traitement (Robertet Grasse),
- Mesure des émissions de gaz à effet de serre, directes et indirectes, à l'aide des « scopes » définis par le Protocole GHG,
- Remplacement des pompes en eau perdue par des pompes à vide à anneau liquide (Robertet Grasse),
- Révision des réseaux d'eaux de refroidissement à la suite de la détection de fuites (Robertet Grasse),
- Suivi des rejets dans l'air par des systèmes permettant de capturer et traiter une partie des émissions de COV, comme des condenseurs ou des laveurs de gaz,
- Des revues de direction examinent régulièrement l'atteinte des objectifs courts termes et l'évolution des indicateurs de performance,
- L'Ulti'MatéTM, issu de l'up-cycling, aidant la peau à lutter contre la pollution.



CONTACTS

Thierry ROGER

Directeur RSE  
Développement durable du Groupe Robertet

Lucie COSSON

Chef de projet RSE



**Rapport RSE 2021**

*Une approche responsable du vivant*



**ROBERTET**  
— GROUPE —